



Mémorandum économique de l'Union des Comores :  
**Stimuler la croissance pour de plus grandes opportunités**



Rapport n° : AUS0003291

# Mémoire économique de l'Union des Comores

Stimuler la croissance pour de plus grandes opportunités

Septembre 2023

Pôle mondial d'expertise en Macroéconomie, commerce et investissement

© 2023 La Banque mondiale  
1818 H Street NW, Washington DC 20433  
Téléphone : 202-473-1000 ; Internet: [www.worldbank.org](http://www.worldbank.org)

Certains droits réservés.

Cet ouvrage est un produit des services de la Banque mondiale. Les constats, interprétations et conclusions exprimés dans cet ouvrage ne reflètent pas nécessairement les points de vue des membres du Conseil d'administration de la Banque mondiale ou des gouvernements qu'ils représentent. La Banque mondiale ne garantit pas l'exactitude des données présentées dans cet ouvrage. Les frontières, couleurs, dénominations et autres informations figurant sur les cartes de cet ouvrage n'impliquent aucun jugement de la part de la Banque mondiale concernant le statut juridique d'un territoire et ne constituent pas une approbation ou l'acceptation de ces frontières.

### **Droits et autorisations**

Le contenu de cet ouvrage est soumis au droit d'auteur. Comme la Banque mondiale encourage la diffusion de ses connaissances, cet ouvrage peut être reproduit, en tout ou en partie, à des fins non commerciales tant qu'attribution complète à cet ouvrage est faite.

**Attribution** - Veuillez citer l'ouvrage comme suit : Banque mondiale. 2023. Mémoire économique de l'Union des Comores : *Stimuler la croissance pour de plus grandes opportunités*. Washington D.C. : Banque mondiale.

Toutes les questions sur les droits et licences, y compris les droits subsidiaires, sont à adresser à World Bank Publications, The World Bank Group, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, USA ; télécopieur : 202-522-2625 ; courriel : [pubrights@worldbank.org](mailto:pubrights@worldbank.org).

Crédits photos de couverture : Nextez, Moroni, Comores.

## Remerciements

Le Mémorandum économique de l'Union des Comores a été préparé sous la direction de Steve Loris Gui-Diby (Économiste principal pays) et s'appuie sur différents documents de référence. Steve Loris Gui-Diby (Économiste principal pays), Mamadou Tanou Balde (Consultant) et Hrisyana Stefanova Doytchinova (Consultante) ont préparé une note macroéconomique, et Manuel Jose Garcia Santana (Économiste principal), Federico Ivan Fiuratti (Consultant) et Steven Michael Pennings (Économiste) ont élaboré les projections de croissance à long terme. Alex Pio (Spécialiste principal en secteur privé) et Hrisyana Stefanova Doytchinova (Consultante) ont préparé une note sur le secteur du tourisme et ont bénéficié pour la recherche de l'aide de Mohamed Said Ali (Consultant) qui a mené une enquête auprès des entreprises touristiques en août-septembre 2022. Charlotte de Fontaubert (Spécialiste principale en pêche) et Daniel Thomas Lyng (Consultant) ont co-rédigé une note sur le secteur de la pêche, tandis que Julia Rachel Ravelosoa (Économiste principale de la protection sociale), Francis Muamba Mulangu (Économiste-statisticien principal), Michael Keller (Consultant) et Rakotomanana Faly (Consultant) ont préparé une note sur la participation au marché du travail. Alberto Portugal (Économiste principal), Shane Sela (Spécialiste principale en facilitation des échanges), Manon Schuppers (Consultante) et Anita Nyajur (Consultante) ont préparé des notes sur les questions de commerce international, tandis que Paul Moreno-Lopez (Économiste principal) a révisé les documents d'information et a apporté des contributions substantielles aux versions préliminaires. Joana Monteiro Da Mota (Consultante) a participé à la préparation du rapport au stade conceptuel. De précieuses contributions ont été apportées par Clément Gevaudan (Consultant) Cecilia Paradi-Guilford (Spécialiste principale en développement numérique), Fanjaniaina Prisca Mamitiana (Spécialiste en développement du secteur privé) et Etienne Sannicolo (Spécialiste en secteur financier).

Des collègues de Moroni et de Washington, D.C, dont Sitti Fatouma Ahmed, Matoiri Boina Ramlat et Nani A. Makonnen, ont facilité le processus de recherche, coordonné les déplacements de la mission et soutenu la préparation et la diffusion du rapport à différentes étapes. Le rapport a été édité par Oscar Parlback et mis en forme par Budy Wirasmo Nichlany.

L'équipe remercie le gouvernement et les équipes techniques des différentes administrations de l'Union des Comores pour leur coopération et leur collaboration. En particulier, le rapport a bénéficié d'échanges avec les autorités à différents stades de sa préparation.

L'équipe remercie également divers collègues de la Banque mondiale pour leurs contributions à la préparation du Mémorandum économique de pays, notamment Naoko C. Kojo (Économiste principal), Rafael Chelles Barroso (Économiste principal), Lodewijk Smets (Économiste principal) et des collègues de l'Organisation mondiale du tourisme des Nations Unies, Zineb Remmal (Gestionnaire de programme) et Elcia Grandcourt (Directrice régionale du Département Afrique) qui ont été membres du comité de lecture au stade du concept ou de la décision, ainsi que Paulo Guilherme Correa (Chef de programme) pour ses orientations. Le rapport a été préparé sous la supervision générale et avec des orientations d'Idah Z. Pswarayi-Riddihough (Directrice pays), Asad Alam (Directeur régional), Mathew A. Verghis (ancien Directeur sectoriel), Marco Hernandez (Directeur sectoriel) et Boubacar Sidiki Walbani (Représentant résident).



## Table des matières

Remerciements	iii
Acronymes et abréviations	viii
<b>Résumé exécutif</b>	<b>2</b>
Vision et Voies de développement	3
<b>1. Comprendre le contexte : les Comores sont à la croisée des chemins dans la redéfinition du modèle de croissance du pays</b>	<b>9</b>
<b>2. Voies pour libérer le potentiel de croissance des Comores</b>	<b>16</b>
2.1 Améliorer les performances économiques des Comores	16
2.2 Résoudre les déficits de capital humain et physique pourrait générer une forte croissance ?	17
2.3 Mettre en œuvre un programme de réforme ambitieux pour favoriser la croissance de la productivité	23
2.3.1 Créer un espace budgétaire pour accroître l'investissement public productif	24
2.3.2 Mettre en œuvre des réformes pour stimuler le développement du secteur privé	28
<b>3. Récolter les avantages de la mondialisation et de la régionalisation</b>	<b>34</b>
3.1 Les Comores se caractérisent par un déficit commercial structurel, des exportations de marchandises peu diversifiées et des exportations de services de voyage élevées	34
3.2 Augmenter l'intégration dans les chaînes de valeur mondiales et la diversification des exportations de services pourraient stimuler les exportations	35
3.3 Tirer parti des opportunités offertes par l'intégration au commerce mondial	37
<b>4. Stimuler la croissance du secteur du tourisme pour atteindre son potentiel</b>	<b>43</b>
4.1 Préparer le terrain pour un secteur touristique plus dynamique aux Comores	43
4.2 Remédier aux problèmes de gouvernance et sectoriels pour libérer le potentiel touristique des Comores	49
4.2.1 Il est possible d'accroître la demande en s'attaquant aux problèmes d'insuffisance de la connectivité, de mauvaise image du pays en tant que destination et de faiblesse de la proposition de valeur touristique	50
4.2.2 L'amélioration des infrastructures et de la main-d'œuvre qualifiée, des conditions de financement et la réduction de la dégradation de l'environnement pourraient stimuler l'offre de services touristiques	51
4.3 Questions stratégiques à prendre en considération pour réaliser une croissance inclusive dans le secteur du tourisme	54
<b>5. Moderniser le secteur pour améliorer la productivité et créer des emplois</b>	<b>57</b>
5.1 Réaliser le potentiel du secteur de la pêche comorienne	57
5.2 Accroître la productivité et l'accès aux marchés pour stimuler la croissance	58
5.2.1 Explorer les opportunités pour le marché intérieur, les exportations et les pêches récréatives potentielles	59
5.2.2 Assurer le développement durable du secteur de la pêche	60
5.3 Améliorer la gouvernance et les infrastructures du secteur pour stimuler la croissance du secteur de la pêche	61
5.4 Voies potentielles pour développer le secteur de la pêche	63

6. Options de politique clés pour stimuler la croissance aux Comores	67
Bibliographie	71
Annexe	75

## Liste des encadrés

Encadré 1. Facteurs entravant la participation au marché du travail aux Comores	19
Encadré 2. Améliorer les résultats scolaires – le cas de Maurice	27
Encadré 3. Politiques adoptées pour développer le secteur financier à Maurice	30
Encadré 4. Stratégie de Maurice pour attirer les investissements directs étrangers	32
Encadré 5. La chaîne de valeur mondiale des clous de girofle	36
Encadré 6. Etat de mise en œuvre de l’AFE de l’OMC et des Accords sanitaires et phytosanitaires aux Comores - Produits alimentaires	39
Encadré 7. Comment le tourisme s’est-il développé dans les économies voisines de l’océan Indien ?	45
Encadré 8. L’affectation des taxes touristiques parafiscales	49
Encadré 9. Campagne de marketing numérique au Belize : stimuler les ventes et mesurer le succès à l’aide du marketing numérique	51

## Liste des figures

Figure 1. Sources actuelles et potentielles de croissance aux Comores	2
Figure 2. Voies pour stimuler la croissance aux Comores	6
Figure 3. Le PIB par habitant des Comores a stagné depuis 2000	9
Figure 4. Les Comores ont l’un des niveaux de pauvreté les plus élevés parmi les pays pairs	9
Figure 5. Bien qu’elle soit devenue moins volatile, la croissance économique des Comores a stagné de 1981 à 2020	10
Figure 6. Comparées à ses pairs, les Comores sont à la traîne dans plusieurs domaines de gouvernance	11
Figure 7. La croissance du PIB des Comores est devenue moins volatile au cours des deux dernières décennies	11
Figure 8. La contribution de l’investissement à la croissance du PIB est inférieure aux niveaux enregistrés dans les pays pairs au début de leur développement	12
Figure 9. Dans le cadre d’un scénario de réformes ambitieuses, les Comores pourraient augmenter leur PIB par habitant d’environ 2 000 dollars E-U d’ici 2050	12
Figure 10. Diagnostic de la croissance	13
Figure 11. La consommation privée a été le principal moteur de la croissance aux Comores	17
Figure 12. Le niveau d’investissement des Comores est bien inférieur à celui enregistré chez ses pairs	17
Figure 13. Le secteur des services a été le principal moteur de la croissance aux Comores	17
Figure 14. L’agriculture et le commerce représentent environ 40 pour cent de la valeur ajoutée des Comores	17

Figure 15. La croissance globale de la productivité a été entravée par une réaffectation inefficace de la main-d'œuvre et une croissance négative de la productivité intra-sectorielle	18
Figure 16. La croissance négative de la productivité dans le secteur des services a pesé sur la croissance globale de la productivité	18
Figure 17. Le niveau de capital humain des Comores est bien inférieur aux niveaux observés chez les pairs	19
Figure 18. Les Comores pourraient augmenter considérablement le taux de participation au marché du travail dans le pays	21
Figure 19. La qualité des infrastructures logistiques aux Comores est proche de la moyenne des pays à revenu intermédiaire inférieur	21
Figure 20. La taille du secteur financier des Comores représente environ un tiers de la moyenne des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	22
Figure 21. Les Comores sont en deçà de la plupart des pays pairs en matière d'état de droit	22
Figure 22. Un programme de réforme ambitieux pourrait stimuler la croissance du PIB de 3,5 points de pourcentage	24
Figure 23. Analyse de la croissance des Comores : Points d'entrée pour l'accélération de la croissance à long terme	24
Figure 24. Les recettes publiques des Comores sont inférieures aux niveaux observés dans les pays pairs	25
Figure 25. Les réformes de la GFP pourraient contribuer à créer de l'espace budgétaire	26
Figure 26. Une amélioration de l'efficacité de l'investissement public peut avoir un effet positif sur la croissance à long terme	26
Figure 27. Une augmentation du capital humain a un impact plus important sur la croissance qu'une augmentation de l'investissement public	26
Figure 28. Le niveau des dépenses publiques sociales est faible aux Comores par rapport à ce que l'on observe dans les pays pairs	26
Figure 29. Une hausse de l'investissement privé pourrait accroître le taux de croissance du PIB de 0,6 point de pourcentage en moyenne sur la période 2023–2050	29
Figure 30. Le niveau d'IDE des Comores se situe en deçà de celui des pays pairs	31
Figure 31. Les Comores ont enregistré des déficits commerciaux ces dernières années	34
Figure 32. Les exportations des Comores se concentrent sur les clous de girofle, la vanille et l'huile d'ylang-ylang	34
Figure 33. Touristes supplémentaires dans les pays pairs entre 1995 et 2019	44
Figure 34. Cinq premiers pays de provenance des touristes visitant les Comores, 2021	44
Figure 35. Indice moyen d'intérêt pour la recherche des principaux termes touristiques par pays (marché français)	44
Figure 36. Intérêt pour les principaux produits touristiques des Comores selon les indications des avis sur TripAdvisor, 2017–2022	47
Figure 37. Satisfaction quant aux principaux produits touristiques des Comores selon une analyse de sentiment basée sur les avis sur TripAdvisor, du 1er septembre 2017 au 30 septembre 2022	47
Figure 38. Intérêt pour les voyages aux Comores, au Cabo Verde et à Maurice, tel qu'indiqué par les recherches, 2017–2023	50
Figure 39. Indice de satisfaction par rapport aux hôtels par catégorie : Comores et pays de comparaison, 2017–2022	52
Figure 40. Facteurs les plus problématiques pour les entreprises touristiques	52
Figure 41. Principaux piliers pour catalyser la croissance du secteur du tourisme aux Comores	55
Figure 42. Exportations de poisson et de produits halieutiques par pays, 2016–2021	58
Figure 43. Chaîne de valeur de la pêche aux Comores	59
Figure 44. Voies pour stimuler la croissance aux Comores	70

## Liste des tableaux

Tableau 1. Principales hypothèses pour les trajectoires potentielles de croissance à long terme des Comores	24
Tableau 2. Résumé des tarifs moyens de la Nation la plus favorisée pour les Comores et certains pays, 2021	40
Tableau 3. Tendances de la demande des consommateurs qui concernent les Comores	48
Tableau 4. Protéines de poisson exprimées en part des protéines totales par pays, 2019	60
Annexe 1. Options de politique détaillées pour le développement du tourisme	75



## Acronymes et abréviations

AFE	Accord sur la facilitation des échanges	OMC	Organisation mondiale du commerce
CTOI	Commission des thons de l'océan Indien	OMT	Organisation mondiale du tourisme
CVM	Chaîne de valeur mondiale	ONTC	Office National du Tourisme des Comores
DNTH	Direction Nationale du Tourisme et de l'Hôtellerie	PCE	Plan Comores Émergent
EP	Entreprise publique	PNP	Prêts non performants
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	PSM	Planification spatiale marine
FBCF	Formation brute de capital fixe	RNB	Revenu national brut
GFP	Gestion des finances publiques	SCS	Suivi, contrôle et surveillance
ICH	Indice de capital humain	SIGIF	Système intégré de gestion et d'information financière
IDE	Investissements directs étrangers	SPS	Sanitaire et phytosanitaire
INN	Illégale, non déclarée et non réglementée (pêche)	UE	Union européenne
MEP	Mé morandum économique de pays	WTTC	Conseil mondial du voyage et du tourisme
MNT	Mesures non tarifaires	ZEE	Zone économique exclusive
		ZLECAf	Zone de libre-échange continentale africaine



Mémoire économique de l'Union des Comores :  
**Stimuler la croissance pour de plus grandes opportunités**



## Résumé exécutif

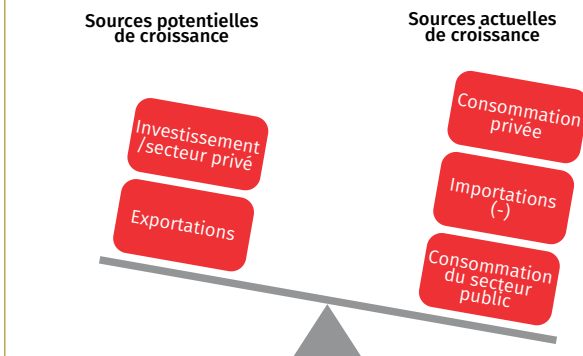
Les Comores ont suivi une trajectoire de faible croissance au cours des dernières décennies et n'ont pas atteint les objectifs fixés en matière de réduction de la pauvreté et d'inclusion. Le pays se trouve enlisé dans une trappe à faible croissance depuis plus de 40 ans, avec une croissance moyenne du PIB réel d'environ 2,6 pour cent entre 1980 et 2022 et un revenu par habitant ayant stagné à 1 348,3 dollars E-U (dollars E-U constants de 2010). A ce rythme historique actuel et compte tenu des projections démographiques actuelles (en moyenne 1,4 point de pourcentage en 2023–2050), le revenu par habitant pourrait n'augmenter que de 1,2 point de pourcentage en moyenne sur la période 2023–2050. Bien que l'accord de paix et la réunification de 2000 aient contribué à réduire considérablement la volatilité de la production, ils n'ont pas marqué une rupture structurelle significative par rapport aux tendances passées en matière de croissance économique et de réduction de la pauvreté. Le faible niveau de croissance n'a ni permis de réduire la pauvreté ni favorisé l'inclusion, et a rendu le pays moins résilient aux chocs. En conséquence, les Comores n'ont pas pu réduire la pauvreté de manière tangible, le taux de pauvreté, mesuré par rapport à un seuil de 3,65 dollars E-U par jour (parité de pouvoir d'achat de 2017), n'ayant reculé que de 1,6 point de pourcentage entre 2004 et 2018, ce qui est bien inférieur aux 10,1 points de pourcentage observés chez les pairs aspirationnels et les 19,5 points de pourcentage dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Le taux de pauvreté aux Comores était estimé à 39,8 pour cent en 2022. Les effets de la pandémie de COVID-19 et du changement climatique ont souligné la nécessité d'un changement de politique substantiel pour accélérer la croissance inclusive.

Il est nécessaire de rééquilibrer les sources de croissance vers l'investissement privé, les exportations et les investissements publics stimulant l'investissement privé (Figure 1). Du point de vue de la demande agrégée, les Comores se sont systématiquement et fortement appuyées sur la consommation privée, financée dans une large mesure par les envois de fonds. Les envois de fonds ont alimenté l'augmentation soutenue du déficit du commerce extérieur en raison d'une croissance plus rapide des importations par rapport aux exportations et de l'offre intérieure, avec un investissement agrégé atone. La faiblesse des investissements publics, sans évaluation et planification appropriées, s'est traduite par une insuffisance du stock d'infrastructures limitant les gains d'efficacité opérationnelle des entreprises. Du point

de vue de l'offre globale, la croissance a été largement tirée par le secteur des services, notamment les activités de commerce de gros et de détail. En outre, l'État est fortement impliqué dans l'économie d'autant plus que les principaux acteurs économiques sont des entreprises publiques dont la contribution au budget de l'État peut atteindre 43 pour cent. L'absence de croissance inclusive du pays reflète principalement un cadre politique apathique pour les réformes visant à accroître la croissance, la réduction de la pauvreté et la résilience, associé à la faiblesse du capital humain et des institutions, à l'éloignement géographique et à l'occurrence de chocs internes et externes.

La contribution du capital à la croissance du PIB augmente depuis 2000, mais les investissements—publics et privés—n'ont pas atteint des niveaux significatifs et n'ont pas été axés sur les secteurs à forte productivité. La matrice épargne-investissement pourrait être renforcée d'autant plus que l'État est incapable de mobiliser de manière significative les ressources intérieures. En outre, le niveau des entrées d'investissements directs étrangers (IDE) a été faible, potentiellement en raison de faiblesses du cadre juridique de l'investissement et de la faiblesse de l'environnement

**Figure 1. Sources actuelles et potentielles de croissance aux Comores**



Source : Banque mondiale.

Remarque : (-) Contribue négativement à la croissance.

des affaires. La productivité totale des facteurs est systématiquement négative depuis 2000, ce qui met en évidence les problèmes structurels de l'ensemble de l'économie et l'utilisation inefficace et inefficace des facteurs de production aux Comores. Les Comores ont également souffert de l'absence de création et innovation technologiques ou de la faible adoption des innovations technologiques, malgré les infrastructures de télécommunications du pays.

La faiblesse du capital humain et une allocation inadéquate des ressources ont entravé la croissance du secteur, ce qui a à son tour affaibli les efforts de réduction de la pauvreté. À l'exception du secteur de la pêche, la contribution des secteurs à la production totale n'a guère évolué depuis 2015. Depuis 2000, la croissance de la production réelle a été tirée par les services, en particulier les activités de commerce de gros et de détail, tandis que la contribution de l'agriculture et de l'industrie à la croissance a été faible et volatile. Cependant, les variations de la productivité dans les secteurs des services et de l'industrie ont été largement négatives entre 1990 et 2019. Une décomposition de la croissance de la valeur ajoutée par habitant—une variable indicative de la productivité—au cours des 30 dernières années montre à quel point les facteurs négatifs—tels que la réallocation dynamique et la productivité au sein du secteur—ont annulé l'effet des facteurs positifs—tels que la réallocation statique, ce qui indique une croissance pratiquement nulle de la productivité globale et d'importantes inefficiences dans l'allocation des facteurs de production. Le travail, ainsi que le capital humain par travailleur, ont eu une contribution relativement importante à la croissance du PIB depuis 2000, bien que leur contribution ait diminué ces dernières années, révélant d'importantes inefficiences liées à la quantité et à la qualité du travail qui ont un impact sur la productivité du travail et la productivité économique globale. Les politiques d'éducation et de santé du pays, ainsi que le rôle de l'État, sont primordiales pour comprendre la faible croissance des Comores.

Des réformes délibérées et courageuses qui supportent l'investissement et la croissance de la productivité peuvent placer les Comores sur une trajectoire de croissance plus élevée, inclusive et résiliente, mais les résultats seront probablement progressifs et nécessiteront une surveillance constante. Les autorités doivent d'abord adopter des réformes à effets horizontaux, axées sur la promotion de la croissance de la productivité (en particulier du travail et du capital), y compris l'amélioration de l'environnement macroéconomique et la garantie d'une politique budgétaire efficace et efficiente. En outre, les réformes des finances publiques et de la fiscalité devraient accroître la marge de manœuvre budgétaire pour allouer des ressources supplémentaires au renforcement du capital physique et humain. Pour répondre aux besoins d'investissement et améliorer l'environnement des affaires, les autorités devraient privilégier : (i) les investissements à effets horizontaux qui ont un plus haut niveau d'impact économique et social ; (ii) les investissements publics qui pourraient avoir des effets d'entraînement ou de fortes complémentarités avec l'investissement privé ; et (iii) l'intermédiation financière pour soutenir les investissements nationaux et étrangers. À condition que l'environnement des affaires s'améliore pour assurer une meilleure protection des investisseurs et l'application de l'État de droit, l'adhésion prochaine à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et l'adhésion à la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) pourraient donner plus d'attractivité aux Comores pour les investisseurs étrangers. L'OMC et la ZLECAf pourraient accroître la taille potentielle du marché du pays et améliorer les procédures et réduire les coûts du commerce transfrontalier. Enfin, des réformes spécifiques sont nécessaires dans les secteurs du tourisme et de la pêche, car ces deux secteurs ont le potentiel de créer des emplois et contribuer à la réduction de la pauvreté.

## Vision et Voies de développement

Les Comores sont à la croisée des chemins dans la redéfinition de leur avenir et le cheminement vers le statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieur d'ici 2050, mais cela nécessiterait la mise en œuvre d'un programme de réformes ambitieux axé sur l'amélioration de la productivité et de l'investissement privé. Le cadre politique actuel,



caractérisé par le maintien du statu quo s'est traduit par un faible niveau d'investissement privé et de capital humain, une croissance sectorielle inférieure au potentiel et aucune éradication de la pauvreté. Le maintien de ce cadre politique, qui ne permettrait pas aux Comores d'atteindre l'objectif de croissance du PIB de 7,5 pour cent d'ici 2030 tel qu'énoncé dans le plan national de développement, pourrait se traduire par un PIB par habitant de 1 890 dollars E-U et un taux de pauvreté de 22,9 pour cent d'ici 2050. En revanche, dans un cadre politique de réformes ambitieuses comprenant des mesures visant à accroître l'inclusivité, les Comores pourraient atteindre un PIB par habitant de 3 934 dollars E-U et réduire le taux de pauvreté à moins de 5 pour cent d'ici 2050. Soutenu par la mise en œuvre continue de réformes ambitieuses, un tel niveau de PIB par habitant donnerait aux Comores le statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure d'ici 2050. Dans le cadre de cet ambitieux programme de réformes, l'investissement privé atteindrait en moyenne 11,9 pour cent du PIB sur la période 2023–2050 et la croissance de la productivité totale des facteurs serait en moyenne de 1,45 point de pourcentage au cours de la même période.

La première des trois voies pour accélérer la croissance du PIB de la moyenne historique de 2,6 pour cent à 5,9 pour cent en 2023–2050 consiste à débloquer les investissements du secteur privé (Figure 2). Cela requerrait que les autorités attirent les investisseurs étrangers et nationaux. Pour attirer les investisseurs étrangers, les réformes pourraient se concentrer sur le renforcement de la définition des garanties de protection et des dispositions de protection des investissements, la réforme du marché foncier, la mise en place d'un mécanisme de rétention et la création de processus pour mieux détecter et résoudre les problèmes et les griefs des investisseurs. Pour les investisseurs nationaux, les réformes pourraient se concentrer sur l'amélioration de l'intermédiation financière (en améliorant le registre du crédit et en veillant à son utilisation adéquate par les banques commerciales, en réduisant les prêts non performants et en mettant en œuvre une stratégie d'apurement) et en créant un institut de garanties pour des catégories spécifiques de prêts. Les deux types d'investisseurs pourraient être intéressés par l'investissement dans l'infrastructure physique requise dans les secteurs du tourisme et de la pêche.

Favoriser l'investissement du secteur privé et renforcer la résilience économique pourraient aider à sortir les Comores de la trappe à faible croissance, faible productivité et pauvreté élevée dans laquelle le pays se trouve. Le potentiel de productivité du pays tient à ses abondantes ressources, notamment liées au tourisme, à la pêche et aux stratégies de diversification des exportations et des marchés d'exportation. Cependant, l'accélération de la croissance de la productivité dépend de la capacité des autorités à s'attaquer aux contraintes en matière d'infrastructures et de connectivité ainsi que d'investissement intérieur et d'IDE ; à accroître l'intermédiation financière et l'inclusion ; à approfondir le secteur financier ; à améliorer les compétences de la main-d'œuvre ; à mettre en œuvre des stratégies de développement de marché ; à tirer parti des accords commerciaux ; à accroître l'intégration de la technologie et des TIC dans les opérations sectorielles ; à promouvoir la protection de l'environnement de manière à lutter contre la dégradation et l'exploitation du sable ; et à assurer l'utilisation durable des ressources. En outre, parvenir à une plus grande réduction de la pauvreté et une plus grande inclusion dépend également d'investissements accrus dans le capital humain, d'un marché du travail plus agile et d'un meilleur développement des compétences de la main-d'œuvre.

Toutefois, pour favoriser le développement du secteur privé, il faudrait aussi s'attaquer aux externalités négatives potentielles liées à la présence d'entreprises publiques dans les activités commerciales. Il est nécessaire de concevoir un cadre institutionnel adéquat d'autant plus que des analyses récentes montrent que la présence d'entreprises publiques dans un secteur est associée à des taux plus faibles d'entrée de nouvelles entreprises et à une contribution plus faible des jeunes entreprises à la croissance. Cette situation peut s'expliquer par le fait que les entreprises publiques peuvent bénéficier d'un soutien du gouvernement ou d'un traitement réglementaire préférentiel qui peut être explicite ou implicite. Un traitement préférentiel accordé aux entreprises publiques peut créer des conditions de concurrence inégales ou réduire la concurrence pour les entreprises privées existantes et potentielles. L'application du droit de la concurrence aux entreprises publiques et la résolution des problèmes liés aux abus de position dominante—tels que la

limitation de l'accès aux infrastructures clés—pourraient contribuer à créer des conditions de concurrence équitables pour les entités existantes et potentielles du secteur privé.<sup>1</sup> En outre, l'amélioration de la gouvernance des entreprises publiques serait essentielle pour accroître la productivité, en particulier si les Comores accroissent la contestabilité du marché dans les activités commerciales qui ont connu une présence importante de l'État.<sup>2</sup>

**Les deux autres voies pour stimuler la croissance économique aux Comores consistent à renforcer les institutions fondamentales et bâtir la résilience économique.** L'amélioration de la gouvernance est essentielle pour assurer la mise en œuvre de plans et de stratégies ambitieux. Bien que les estimations d'impact sur la croissance à long terme, la réduction de la pauvreté, l'inclusion et la résilience soient encourageantes, le gouvernement doit améliorer le cadre de gouvernance des actifs et des passifs publics. Il doit également assurer une mise en œuvre efficace des réformes visant à créer un espace budgétaire et à investir dans un capital humain et physique productif. Par exemple, pour soutenir son ambitieux programme de réformes, le gouvernement devrait renforcer son cadre de redevabilité pour les hauts fonctionnaires afin de s'assurer qu'il soit axé sur les résultats, favorise le développement tiré par le secteur privé et renforce le capital humain. Le gouvernement doit également intégrer le changement climatique et la dégradation de l'environnement dans la conception des politiques sectorielles, en mettant l'accent sur les secteurs de la pêche et du tourisme qui sont présentés dans ce rapport. Le changement climatique et la dégradation de l'environnement pourraient avoir un impact négatif sur les actifs naturels des Comores. Pour améliorer le secteur de la pêche, les autorités doivent améliorer la gestion des déchets et garantir des pratiques durables.<sup>3</sup> Afin de permettre au secteur du tourisme de devenir une source de croissance à long terme, le gouvernement doit se concentrer sur l'amélioration de la connectivité interinsulaire, des offres d'hébergement de qualité et la gestion de l'environnement. La révision de la structure de gouvernance du secteur du tourisme et la garantie d'un financement public accru et cohérent seront essentielles pour mettre en œuvre efficacement les recommandations prioritaires. L'occurrence d'événements liés au changement climatique a considérablement augmenté au cours des deux dernières décennies, et ceux-ci ont eu et continueront probablement d'avoir un effet négatif sur les infrastructures du pays.

---

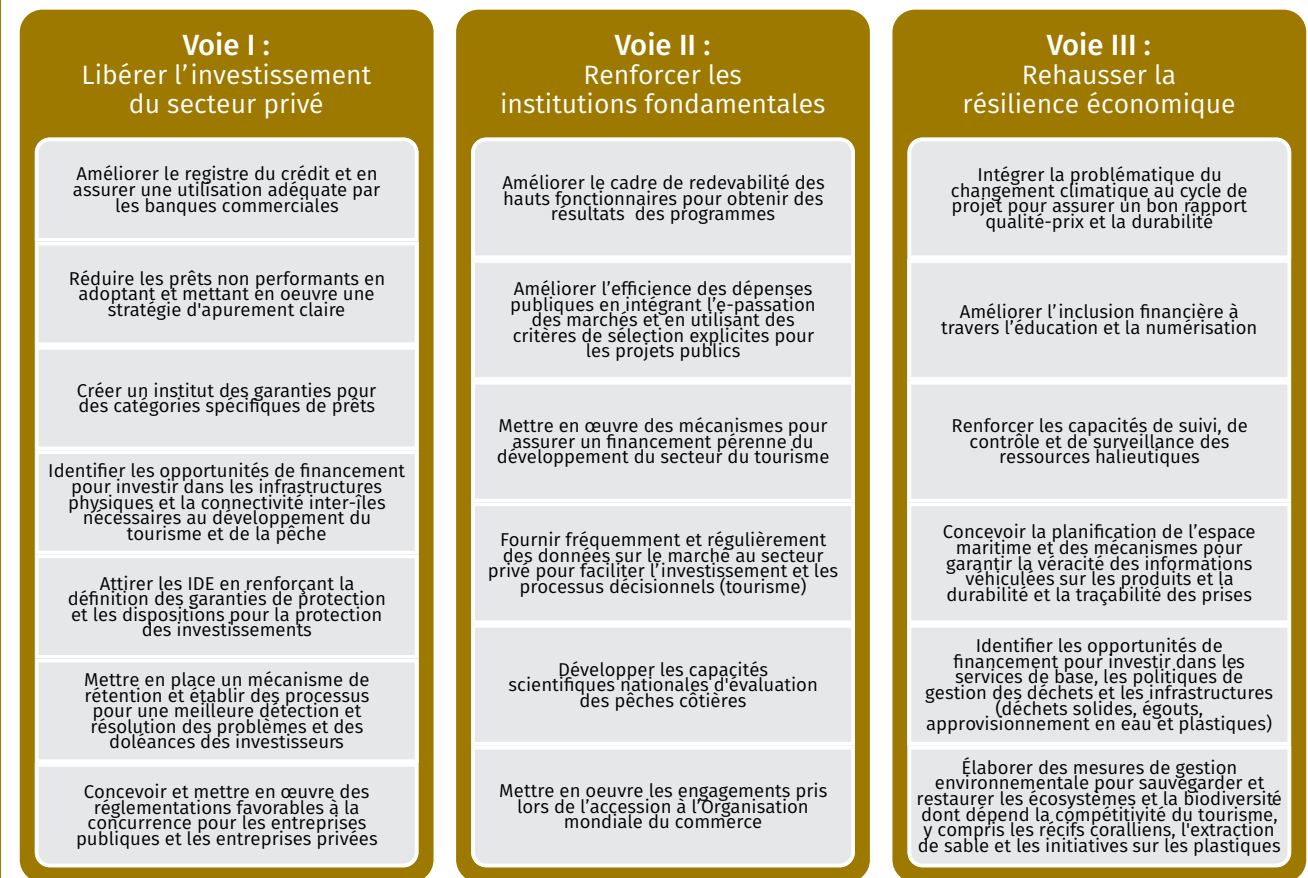
1 Les affaires d'abus de position dominante visent souvent à sanctionner les tentatives des opérateurs publics intégrés verticalement de limiter l'entrée sur les segments du marché où la concurrence est possible.

2 La contestabilité du marché contribue à améliorer l'efficacité et à prévenir les prix prédateurs par la menace perpétuelle d'entrée (ou d'entrée effective) de nouvelles entreprises. Avec l'entrée potentielle de nouvelles entreprises compétitives, facilitée par la faiblesse ou l'absence de coûts irrécupérables encourus, les entreprises rivales sont encouragées à réduire les prix excessifs, à améliorer la productivité pour éviter de perdre leur marché et à se retirer.

3 Banque mondiale. 2022e. *Comoros Country Environmental Analysis*. Washington, DC: Banque mondiale.

Figure 2. Voies pour stimuler la croissance aux Comores

## 2A. Schéma synthétique



Source : Banque mondiale.

## 2B. Priorisation des options politiques majeures

Options stratégiques	Impact sur la croissance	Coût budgétaire	Complexité	Horizon temporel
<b>Voie I : Libérer les investissements du secteur privé</b>				
Créer un institut de garanties pour des catégories spécifiques de prêts	Élevé	Élevé	Élevée	Long
Améliorer le registre du crédit et veiller à ce qu'il soit utilisé de manière adéquate par les banques commerciales	Élevé	Moyen	Moyenne	Moyen
Identifier les possibilités de financement pour investir dans les infrastructures physiques et la connectivité inter-îles nécessaires au développement du tourisme et de la pêche	Élevé	Élevé	Moyenne	Moyen
Réduire les prêts non performants en adoptant et en mettant en œuvre une stratégie d'apurement	Élevé	Moyen	Élevée	Moyen
Concevoir et mettre en œuvre des réglementations favorables à la concurrence pour les entreprises privées et les entreprises publiques	Moyen	Faible	Élevée	Moyen
Faciliter le développement d'hébergements de qualité (secteur du tourisme) en adoptant une législation secondaire pour opérationnaliser la loi sur le tourisme de 2022, en mettant en œuvre des réformes du marché foncier et en ciblant les investisseurs de la diaspora	Moyen	Faible	Moyenne	Court

<b>2B. Priorisation des options politiques majeures</b>				
<i>Options stratégiques</i>	<i>Impact sur la croissance</i>	<i>Coût budgétaire</i>	<i>Complexité</i>	<i>Horizon temporel</i>
Attirer les IDE en renforçant la définition des garanties de protection et des dispositions relatives à la protection des investissements ainsi qu'aux réformes du marché foncier	Moyen	Faible	Élevée	Court
Mettre en place un mécanisme de rétention et établir des processus pour mieux détecter et résoudre les problèmes et les griefs des investisseurs	Moyen	Faible	Élevée	Court
<b>Voie II : Renforcer les institutions fondamentales</b>				
Améliorer le cadre de redevabilité des hauts fonctionnaires afin d'obtenir des résultats par programme	Faible	Faible	Moyenne	Long
Améliorer l'efficacité des dépenses publiques en intégrant la passation électronique des marchés publics et en utilisant des critères de sélection explicites pour les projets publics	Moyen	Moyen	Moyenne	Moyen
Mettre en œuvre les engagements pris en vue de l'adhésion à l'Organisation mondiale du commerce	Moyen	Moyen	Élevée	Moyen
Mettre en œuvre des mécanismes pour assurer un financement pérenne du développement du secteur du tourisme	Moyen	Faible	Élevée	Court
Fournir fréquemment et régulièrement des données sur les marchés au secteur privé pour faciliter l'investissement et la prise de décisions (tourisme)	Faible	Faible	Faible	Court
Développer les capacités scientifiques nationales d'évaluation des pêches côtières	Faible	Faible	Moyenne	Court
<b>Voie III : Renforcer la résilience économique</b>				
Accroître l'inclusion financière grâce à l'éducation et à la numérisation	Moyen	Faible	Moyenne	Long
Identifier les opportunités de financement pour investir dans les services de base, les politiques de gestion des déchets et les infrastructures (déchets solides, eaux usées, approvisionnement en eau et plastiques)	Élevé	Élevé	Moyenne	Moyen
Intégrer les questions de changement climatique dans le cycle du projet afin d'assurer l'optimisation des ressources et la durabilité.	Moyen	Moyen	Élevée	Moyen
Concevoir une planification spatiale marine et des mécanismes pour assurer la véracité du marketing et la durabilité et la traçabilité des captures	Faible	Moyen	Élevée	Moyen
Élaborer des mesures de gestion environnementale pour sauvegarder et restaurer les écosystèmes et la biodiversité dont dépend le secteur du tourisme pour sa compétitivité, y compris les récifs coralliens, l'extraction de sable et les initiatives sur les plastiques	Faible	Moyen	Moyenne	Court
Renforcer les capacités de suivi, de contrôle et de surveillance des ressources halieutiques	Faible	Faible	Élevée	Court
<i>Source : Banque mondiale.</i>				



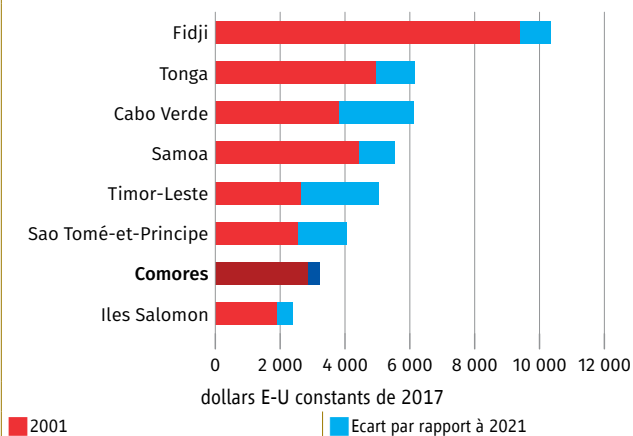


# 1. Comprendre le contexte : les Comores sont à la croisée des chemins dans la redéfinition du modèle de croissance du pays

En raison de défis structurels, les Comores, un petit archipel de l'océan Indien, ont connu une expansion économique lente et une stagnation du revenu par habitant au cours des dernières décennies. Au cours des 40 dernières années, l'économie des Comores a enregistré une croissance annuelle moyenne d'environ 2,6 pour cent. En conséquence, le PIB par habitant du pays (parité de pouvoir d'achat constante de 2017 en dollars E-U) n'a augmenté que de 357,3 dollars E-U entre 2001 et 2021, le taux le plus bas parmi les pays pairs (Figure 3), et l'incidence de la pauvreté reste élevée par rapport à ce que l'on observe dans les pays pairs (Figure 4). Étant donné que le pays est encore au début de sa transition démographique, la lenteur de la croissance du PIB s'est traduite par une croissance moyenne de 0,3 pour cent du PIB par habitant sur la période 2001–2020<sup>4</sup>, avec un PIB par habitant stagnant à 1 334 dollars E-U (dollars E-U constants) et légèrement inférieur à la moyenne de 1 362 dollars E-U sur la période de 1980 à 2000. Cette dynamique de croissance s'explique en partie par des facteurs structurels tels que la faiblesse des institutions, la faible population et l'éloignement géographique des Comores qui pèsent sur le développement du secteur privé. En revanche, le PIB par habitant des petits États insulaires pairs a augmenté de 1,8 pour cent en moyenne par an entre 2001 et 2020, et les pairs aspirationnels, dont les taux de croissance réels moyens du PIB sont similaires à ceux des Comores, ont pu tirer parti de leur dividende démographique et stimuler la croissance de leur revenu par habitant.<sup>5,6</sup>

**Figure 3. Le PIB par habitant des Comores a stagné depuis 2000**

PIB par habitant en 2001 et 2021 aux Comores et dans les pays pairs

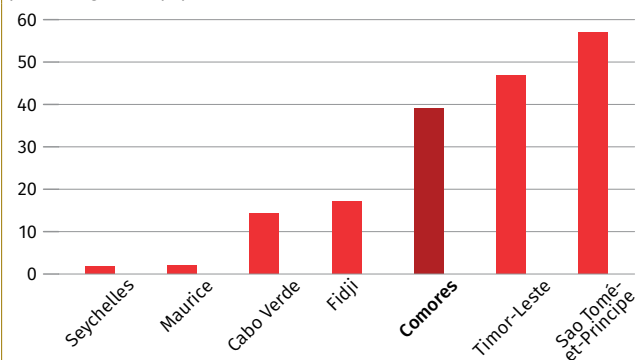


Source : INSEED, WDI et estimations des services de la Banque mondiale.

**Figure 4. Les Comores ont l'un des niveaux de pauvreté les plus élevés parmi les pays pairs**

Taux de pauvreté des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure

pourcentage de la population



Source : Données sur la pauvreté tirées de la base de données GPWG, données sur le PIB tirées du MFM.

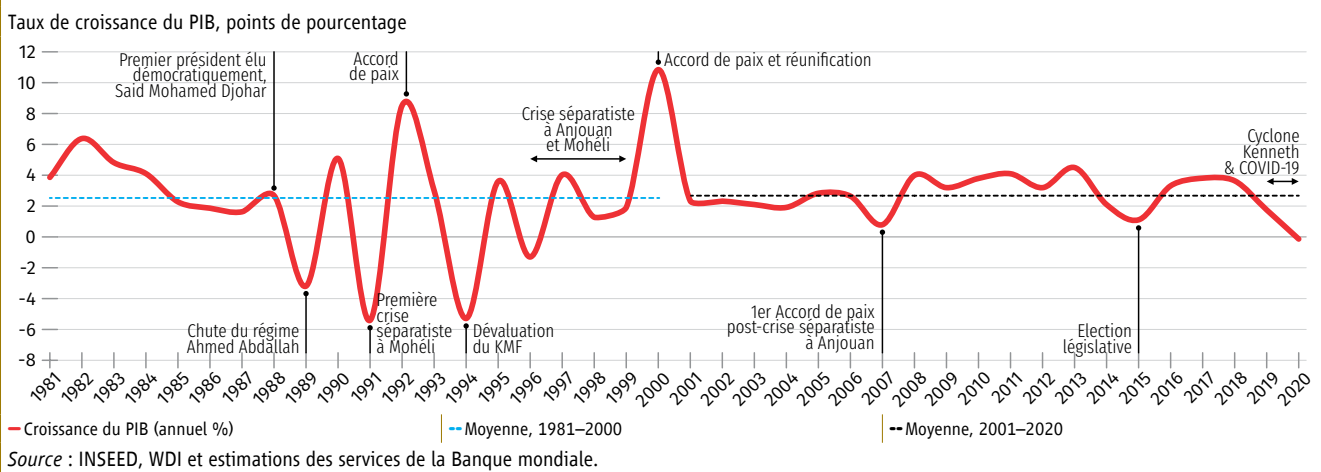
4 La croissance démographique est plus forte aux Comores (en moyenne de 2,4 pour cent entre 2001 et 2020) que dans les pays pairs structurels (2,2 pour cent) et aspirationnels (0,7 pour cent).

5 Les pays pairs structurels comprennent les petits pays insulaires qui partagent les mêmes fondamentaux économiques que les Comores : Sao Tomé-et-Principe, le Timor-Leste et les Îles Salomon. Les pays pairs aspirationnels ont des caractéristiques structurelles similaires à celles des Comores mais ont enregistré une croissance par habitant plus rapide et ont réussi à développer leur secteur touristique : Tonga, Samoa, Fidji et Cabo Verde. Les pays pairs aspirationnels++ comprennent Maurice et les Seychelles, les deux économies à la croissance la plus rapide parmi les pairs aspirationnels potentiels.

6 Les pays structurellement comparables ont connu une croissance annuelle moyenne de 4,1 pour cent entre 2001 et 2020.

Les facteurs d'économie politique ont joué, et continueront probablement de jouer un rôle important dans la détermination de la trajectoire de croissance du pays. L'histoire de la croissance économique des Comores a été fortement affectée par les événements politiques au cours des 40 dernières années qui ont contribué à la volatilité de l'expansion économique. Alors que l'amélioration de la stabilité politique au cours des 20 dernières années a contribué à réduire la volatilité économique, la croissance est restée atone (Figure 5). La gouvernance des Comores est caractérisée par la prédominance des systèmes traditionnels et des relations de pouvoir informelles qui sont en concurrence avec les institutions étatiques formelles et ont un poids dans la conception des politiques publiques.<sup>7</sup> En outre, les organisations et les investissements communautaires tiennent un rôle de premier plan, sous l'impulsion dans une large mesure des structures de gouvernance de la diaspora et des villages. Cette configuration politique contribue probablement à des niveaux élevés de corruption, à l'arbitraire et à la politisation des décisions politiques (par exemple, celles liées à l'endettement public ou à la sélection des investissements publics) et à la faiblesse de l'État de droit.

**Figure 5. Bien qu'elle soit devenue moins volatile, la croissance économique des Comores a stagné de 1981 à 2020**



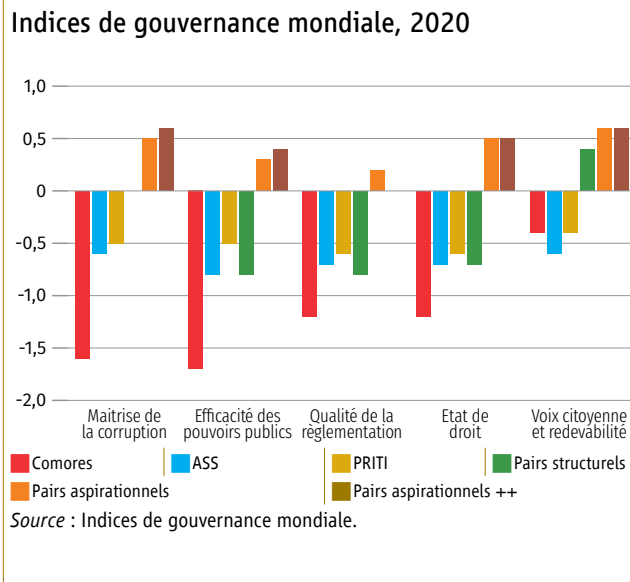
Toutefois, les faiblesses des institutions comoriennes et la forte dépendance à l'égard des dons extérieurs expliquent également le succès limité du pays dans la mise en œuvre de réformes essentielles au cours des dernières décennies et le faible niveau d'efficacité du gouvernement. Un examen des opérations de politique de développement (qui ont soutenu les réformes) et des opérations de prêts à l'investissement montre qu'elles ont été caractérisées par des revirements substantiels des politiques, des retards de mise en œuvre et des problèmes de soutenabilité. Une étude<sup>8</sup> récente suggère que les dons et les recettes fiscales aux Comores ont une relation négative significative à long terme, et elle relève les facteurs d'économie politique qui réduisent les incitations politiques à mettre en œuvre des réformes pour remédier, entre autres, au niveau élevé des dons (sans obligation de remboursement) ainsi que d'importantes aides budgétaires ponctuelles qui fournissent des ressources exceptionnelles.<sup>9</sup> Les indicateurs d'efficacité gouvernementale des Comores, qui représentent la qualité de la formulation et de la mise en œuvre des politiques, ainsi que la crédibilité de l'engagement du gouvernement envers ces politiques, sont inférieurs aux niveaux observés chez les pairs (Figure 6).

7 Les notables sont au sommet de la pyramide sociale dans les systèmes de gouvernance traditionnels. La légitimité politique et l'influence du notable peuvent prendre le pas sur celles de l'État et de ses représentants. Le rôle du notable est particulièrement important à la Grande Comore, alors qu'il est moins valorisé à Anjouan et Mohéli.

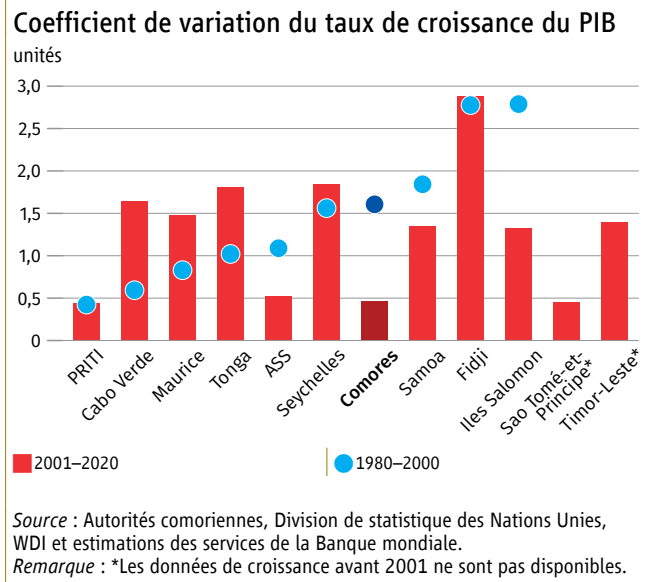
8 Diaz-Sanchez, Jose L.; Tagem, Abrams; Mota, Joana. 2021. Tax Revenue Effort and Aid in Fragile States: The Case of the Comoros. Policy Research Working Paper. No. 9550. Washington, DC: World Bank.

9 Le niveau des aides projets aux Comores est extrêmement élevé par rapport aux normes régionales, atteignant environ trois fois la moyenne de Sub-pays d'Afrique saharienne en pourcentage du PIB en 2015. Une partie des dépenses courantes continue d'être financée de l'extérieur, notamment par un appui budgétaire ponctuel du Qatar, Arabie Saoudite, ou des institutions multilatérales. En 2015, le gouvernement a utilisé une aide budgétaire de l'Arabie saoudite totalisant 40 millions d'euros (7,5 pour cent du PIB) pour régler les arriérés de salaires et traitements (UNICEF 2018). L'examen d'achèvement et d'apprentissage des Comores (CLR) de la Stratégie de partenariat pays (CPS) du Groupe de la Banque mondiale (GBM) pour les années fiscales 2014 à 2019 suggère que le décaissement de cette subvention imprévue a diminué l'incitation du gouvernement à faire les ajustements budgétaires.

**Figure 6. Comparées à ses pairs, les Comores sont à la traîne dans plusieurs domaines de gouvernance**



**Figure 7. La croissance du PIB des Comores est devenue moins volatile au cours des deux dernières décennies**



Alors que la croissance économique est devenue moins volatile, les taux de croissance sont restés faibles et la pauvreté élevée. Les Comores n’ont pas enregistré une seule période d’accélération soutenue de la croissance au cours des 20 dernières années, bien le pays ait réussi à réduire considérablement la volatilité de la production en raison d’un environnement politique intérieur plus stable (Figure 5 et Figure 7).<sup>10</sup> En conséquence, le pays n’a pas réussi à réduire substantiellement la pauvreté. Le taux de pauvreté, mesuré par rapport à un seuil de 3,65 dollars E-U par jour (parité de pouvoir d’achat de 2017), ne reculant que de 1,6 point de pourcentage entre 2004 et 2018, ce qui est bien inférieur aux 10,1 points de pourcentage observés dans les pairs aspirationnels et les 19,5 points de pourcentage dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (PRITI). En 2022, la reprise postpandémique a été contrecarrée par l’impact de l’invasion russe en Ukraine, le taux de pauvreté des Comores était estimé à 39,8 pour cent, avec un nombre total de pauvres estimé à 333 000, contre 223 000 en 2004.

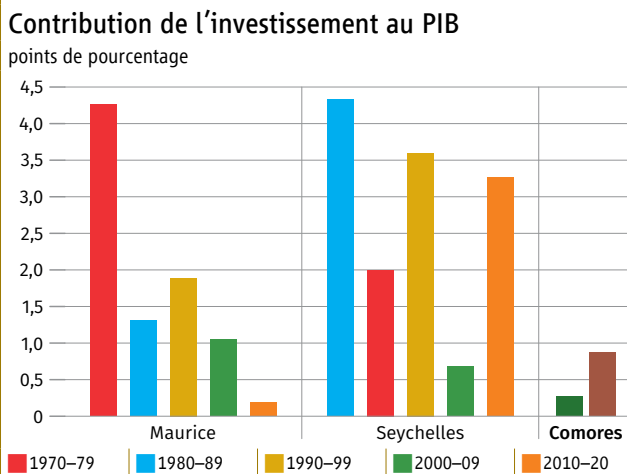
L’incidence de la pauvreté est plus élevée en milieu rural et chez les jeunes, les hommes, les personnes ayant un faible niveau d’instruction et les travailleurs des secteurs agricole et informel. La pauvreté est peu profonde étant donné que le niveau de consommation moyen d’un Comorien pauvre est d’environ 87 pour cent du seuil de pauvreté. En outre, l’incidence de la pauvreté est élevée en milieu rural, chez les personnes moins alphabétisées et moins instruites, et chez les personnes travaillant dans l’agriculture ou le secteur informel. Enfin, les ménages avec un plus grand nombre d’enfants ou avec un chef de ménage dans un mariage polygame sont plus susceptibles d’être pauvres.

10 La croissance du PIB réel des Comores ne semble pas avoir bénéficié de la moindre volatilité, même si des données empiriques indiquent qu’une moindre volatilité facilite la croissance à travers à une augmentation de la consommation et des investissements. Aucun épisode d’accélération soutenue de la croissance n’a été enregistré au cours des 20 dernières années aux Comores. Le pays a enregistré son plus long épisode de croissance sur la période 2008–2013, avec un taux de croissance moyen du PIB par habitant de 1,3 pour cent, ce qui n’est pourtant pas considéré comme un épisode d’accélération de la croissance étant donné que l’épisode a duré moins de 8 à 10 ans et le taux de croissance par habitant était inférieur au seuil de 2 points de pourcentage. Source : Aizenman, J., Marion, N., 1999. Volatility and investment: interpreting evidence from developing countries. *Economica* 66, 157–179. Malik, A., et J.R.W. Temple, 2009, “The Geography of Output Volatility,” *Journal of Development Economics*, 90, No. 2, pp. 163–78. Une accélération de la croissance est définie comme une augmentation de la croissance par habitant de 2 points de pourcentage ou plus sur au moins huit ans (Hausman et al. 2005). Pour Johnson et al. (2007), une période de croissance est soutenue lorsqu’elle dure entre 10 et 15 ans. [Hausmann, R., L. Pritchett, and D. Rodrik, 2005, “Growth Accelerations,” *Journal of Economic Growth*, 10, No. 4, pp. 303–29. Johnson, S., J. D. Ostry, et A. S. Subramanian, 2007, “The Prospects for Sustained Growth in Africa: Benchmarking the Constraints,” IMF Working Paper 07/52 (Washington: International Monetary Fund)]



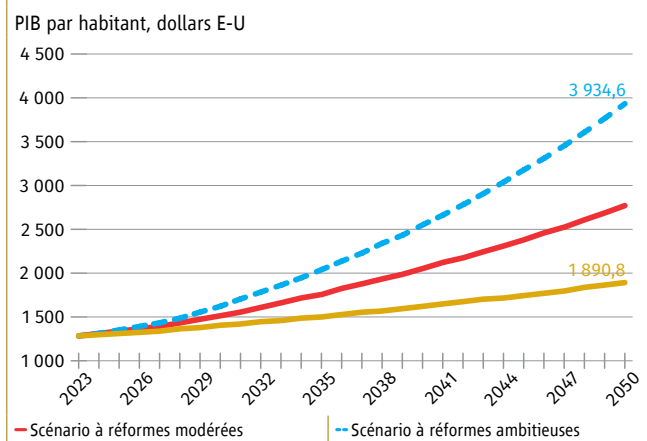
Pour accélérer la réduction de la pauvreté, les Comores doivent augmenter le niveau d'investissement, car la contribution des investissements à la croissance est bien en deçà des niveaux enregistrés dans les pairs aspirationnels lorsqu'ils étaient à une phase de développement similaire. Pour réduire la pauvreté et transformer l'économie comme envisagé dans le plan de développement national (Plan Comores Émergent, PCE), il est nécessaire d'accélérer la croissance des investissements à des niveaux qui contribueraient de manière significative à la croissance. La contribution de l'investissement à la croissance a varié entre 0,3 et 0,9 point de pourcentage sur la période 2000–2020, alors qu'elle a atteint 4 points de pourcentage dans les pairs aspirationnels sur la période de 1970–1999, période au cours de laquelle des secteurs clés tels que le tourisme se sont développés (Figure 8). Des investissements privés soutenus seront essentiels pour créer de nouveaux emplois et réduire la pauvreté, mais cela ne se produira que si les investissements sont effectués dans les secteurs porteurs, que si les investissements publics attirent les investissements privés et que si le cadre institutionnel vient en appui à une allocation efficace des facteurs de production entre les secteurs.

**Figure 8. La contribution de l'investissement à la croissance du PIB est inférieure aux niveaux enregistrés dans les pays pairs au début de leur développement**



Source : Autorités comoriennes, Division de statistique des Nations Unies, WDI et estimations des services de la Banque mondiale.

**Figure 9. Dans le cadre d'un scénario de réformes ambitieuses, les Comores pourraient augmenter leur PIB par habitant d'environ 2 000 dollars E-U d'ici 2050**



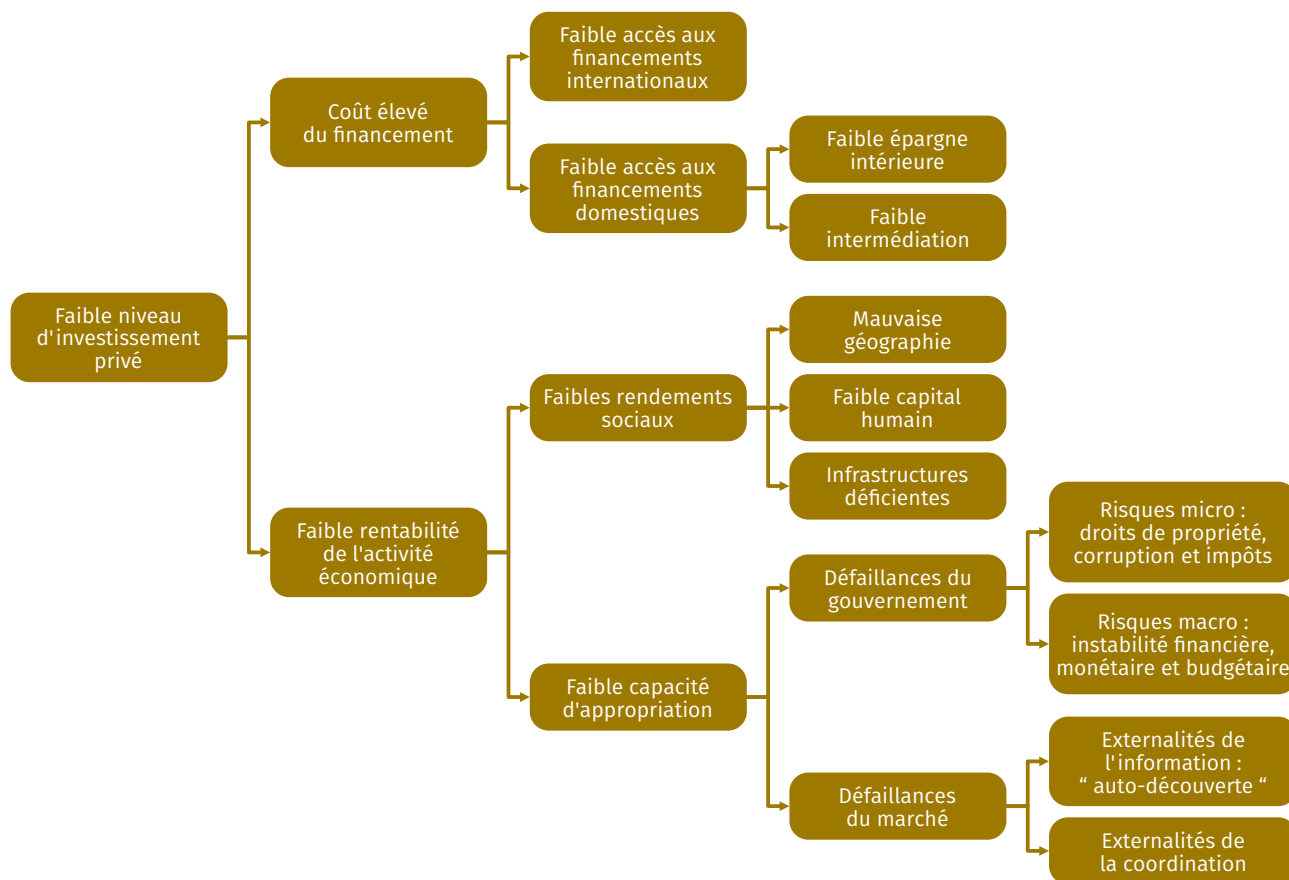
Source : Estimations des services de la Banque mondiale basées sur le modèle de croissance à long terme.

Les Comores sont à la croisée des chemins dans la mise en œuvre d'un programme de réformes ambitieux afin de parvenir potentiellement au statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure d'ici 2050. Le cadre politique actuel s'est traduit par de faibles niveaux d'investissements privés et de capital humain, une croissance sectorielle inférieure à son potentiel et aucune réduction de la pauvreté. Le pays doit redéfinir son modèle de croissance parce que sa population en âge de travailler devrait représenter environ 64 pour cent de la population d'ici 2050, contre environ 57 pour cent en 2017, ce qui augmentera la demande d'opportunités économiques plus importantes. En outre, le taux de croissance démographique devrait atteindre en moyenne environ 1,4 point de pourcentage par an sur la période de 2022–2050. Par conséquent, les politiques actuelles ne permettraient pas aux Comores d'atteindre le taux de croissance du PIB de 7,5 pour cent visé par le PCE d'ici 2030. Dans le scénario du statu quo, le PIB par habitant serait de 1 890 dollars E-U d'ici 2050 et le taux de pauvreté serait de 22,9 pour cent d'ici 2050 (Figure 9). Cependant, avec des réformes inclusives ambitieuses, les Comores pourraient atteindre un PIB par habitant de 3 934 dollars E-U et réduire le taux de pauvreté à moins de 5 pour cent d'ici 2050. Soutenu par la mise en œuvre continue de réformes ambitieuses, ce niveau de PIB par habitant donnerait aux Comores le statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure d'ici 2050.

Des politiques axées sur l'augmentation de l'investissement privé et l'accumulation de capital humain et visant à aider les Comores à récolter les bénéfices du commerce international pourraient soutenir la stratégie d'accélération de la croissance du pays. Pour soutenir un niveau élevé d'investissement, il serait essentiel de renforcer le capital humain afin de favoriser l'innovation et stimuler la productivité. De même, le commerce international pourrait contribuer à stimuler la croissance en élargissant les marchés, en diversifiant les exportations et en accélérant la croissance de la productivité, ce qui pourrait être fait en tirant parti du traité récemment ratifié sur la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) et des progrès réalisés dans le cadre de l'adhésion à l'OMC. En fait, les Comores ont déjà commencé à négocier leur accès à l'OMC alors que le traité de la ZLECAf a été ratifié en 2023.

Le faible niveau d'investissement privé des Comores pourrait également s'expliquer par le coût élevé du financement et les faibles rendements économiques. Un diagnostic de croissance révèle que le coût élevé du financement, la médiocrité de l'intermédiation et la faiblesse de l'épargne intérieure pourraient expliquer le rôle limité des banques dans le financement de l'investissement privé (Figure 10). En outre, les Comores sont soumises à de faibles rendements de l'activité économique, principalement en raison du faible niveau de capital humain du pays, de son éloignement et de la mauvaise qualité des infrastructures. Les problèmes de gouvernance et les vulnérabilités du secteur financier pèsent également sur la possibilité pour les opérateurs privés de tirer pleinement parti de leurs activités. Enfin, malgré l'importance du capital naturel des Comores, il existe des problèmes de coordination et l'accès limité à l'information entrave les investissements dans les secteurs créateurs d'emplois tels que le tourisme et la pêche.

Figure 10. Diagnostic de la croissance



Source : Hausmann R., Rodrik D., and Velasco A. 2005. Growth Diagnostics. Disponible sur <https://growthlab.cid.harvard.edu/files/growthlab/files/growth-diagnostics.pdf> (Consulté le 10 mai 2023).

Ce Mémorandum économique de pays (MEP) examine les voies pour libérer le potentiel de croissance des Comores et fournit des analyses sectorielles pour faire la lumière sur les ressources inexploitées et les opportunités du commerce international. Le Chapitre 2 examine les voies pour libérer le potentiel de croissance des Comores—y compris les moyens d'utiliser la politique budgétaire pour surmonter les contraintes liées aux appels d'offres et les moyens d'accroître l'investissement privé ; et le Chapitre 3 traite des questions commerciales et des actions visant à tirer parti des accords commerciaux régionaux et internationaux. Le Chapitre 4 examine les enjeux du tourisme et propose des options politiques pour stimuler la contribution du secteur à la croissance à long terme tandis que le Chapitre 5 examine les moyens de moderniser et de développer le secteur de la pêche. Enfin, le Chapitre 6 présente les principales options politiques pour stimuler la croissance économique aux Comores. Le rapport tente de cerner l'origine de la faible croissance dans les secteurs de la pêche et du tourisme, et se penche sur les questions de gouvernance spécifiques aux secteurs. Le MEP détermine les changements d'économie politique qui se traduiraient par un engagement crédible envers les réformes à travers une analyse coûts-bénéfices des réformes et à la mise en place de mécanismes pour changer progressivement les incitations des perdants potentiels. Il se penche également sur la fragmentation géographique à l'intérieur du pays, une problématique à laquelle il faudrait remédier pour parvenir à un consensus. Compte tenu de la disponibilité limitée des données, ce MEP ne fournit pas d'informations détaillées sur le marché du travail, la productivité du travail, la productivité des entreprises ou l'impact potentiel du taux de change réel sur la productivité, malgré leur pertinence pour le développement socioéconomique des Comores.





## 2. Voies pour libérer le potentiel de croissance des Comores

### 2.1 Améliorer les performances économiques des Comores

Étant donné qu'il n'a pas permis de générer une croissance forte et de réduire la pauvreté à long terme par le passé, le modèle de croissance des Comores devrait désormais être axé sur l'investissement privé en tant que nouveau moteur de croissance. La croissance du PIB du pays a été stagnante au cours des 40 dernières années, se situant en moyenne autour de 2 pour cent, et la pauvreté reste élevée, avec environ 39,8 pour cent de la population vivant avec moins de 3,65 dollars E-U par jour (en parité de pouvoir d'achat de 2017). La consommation privée est le plus grand moteur de la croissance aux Comores, représentant 2,3 points de pourcentage sur une croissance moyenne du PIB de 2,7 pour cent sur la période de 2001–2020 (Figure 11). L'investissement est notoirement faible par rapport à la consommation : la contribution de la formation brute de capital fixe (FBCF) à la croissance économique a été inférieure à 1 point de pourcentage par an. Sur la période de 2011–2020, le PIB était constitué en moyenne de 15,2 pour cent de la FBCF, contre 93,1 pour cent de la consommation. Le niveau d'investissement des Comores est bien inférieur à celui de ses pairs (Figure 12). De même, les entrées d'IDE se sont élevées en moyenne à 0,6 pour cent du PIB aux Comores en 2011–2020, ce qui est inférieur à la moyenne des pairs aspirationnels et structurels de 4,7 pour cent et 5,6 pour cent du PIB, respectivement. En termes de richesse par habitant, le capital physique produit du pays a diminué de 27,7 pour cent entre 1995 et 2018, alors qu'il a augmenté de 48,7 pour cent à Maurice.<sup>11</sup> Enfin, la contribution des exportations de biens et de services à la croissance a été faible par rapport aux importations.

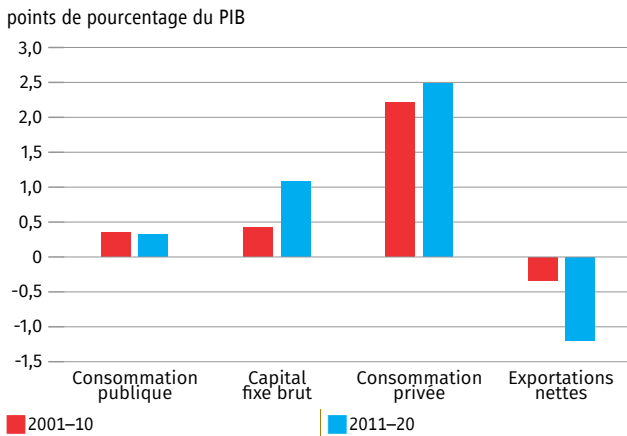
L'inefficacité de l'intermédiation financière aux Comores limite les investissements privés, tandis que le mauvais environnement des affaires réduit les investissements directs étrangers (IDE). Malgré l'insuffisance des données, le faible niveau de l'investissement total aux Comores reflète probablement celui de l'investissement privé. La faiblesse de l'investissement privé aux Comores peut s'expliquer par l'inefficacité de l'intermédiation financière, d'autant plus que les taux d'intérêt débiteurs sont élevés et les banques commerciales préfèrent prêter aux particuliers. En fin décembre 2022, les prêts bancaires aux particuliers représentaient 56 pour cent du total des prêts, et les prêts à court et moyen terme environ 63 pour cent de tous les prêts. Le faible niveau de l'IDE est dû à la mauvaise qualité de l'environnement des affaires du pays, qui sert d'indicateur de substitution à l'état de droit.

Le secteur des services est le principal moteur de croissance des Comores du côté de l'offre, mais le pays n'a pas pleinement exploité des secteurs créateurs d'emplois tels que le tourisme. Le secteur représentait 57,9 pour cent de la valeur ajoutée totale entre 2001 et 2020, avec une croissance moyenne de 2,9 points de pourcentage par an (Figure 13 et Figure 14). Alors que le commerce de gros et de détail est le principal sous-secteur, il offre peu d'opportunités d'emploi. Le tourisme, malgré son fort potentiel de transformation structurelle de l'économie, ne contribue que marginalement à la croissance économique. Sa croissance a été organique, lente et fragmentaire, se traduisant par un petit nombre d'arrivées de touristes qui dépensent peu (45 000 visiteurs en 2019). La performance du secteur du tourisme des Comores a été inférieure à celle de l'ensemble de l'économie et celle des pays pairs. En pourcentage du PIB, le secteur du tourisme représentait entre 4,2 pour cent (WTTC) et 6,0 pour cent (Banque centrale des Comores) en 2019, ce qui est bien moins que ce que l'on observe dans des pays pairs tels que Cabo Verde (17,4 pour cent), Maurice (7,2 pour cent) et les Seychelles (25,5 pour cent) dont les industries touristiques sont plus développées (WTTC 2022). En outre, la mauvaise qualité de l'environnement des affaires et les lacunes des infrastructures et des services publics font que les investisseurs et les consommateurs doivent supporter des coûts plus élevés, ce qui entraîne des externalités négatives et affaiblit la possibilité pour les Comores d'attirer les IDE. Les IDE sont importants pour augmenter le parc d'hébergement touristique de qualité du pays et créer des liens de distribution avec les principaux marchés sources.

11 Banque mondiale. 2021b. The Changing Wealth of Nations 2021: Managing Assets for the Future. Washington, DC: Banque mondiale. doi:10.1596/978-1-4648-1590-4.

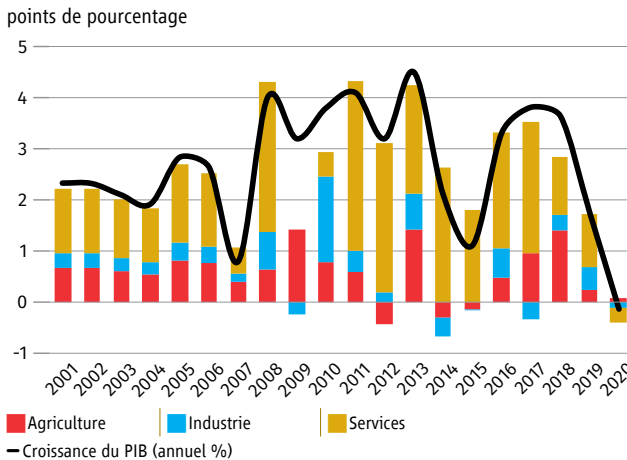
**Figure 11. La consommation privée a été le principal moteur de la croissance aux Comores**

Contribution à la croissance du PIB réel



**Figure 13. Le secteur des services a été le principal moteur de la croissance aux Comores**

Contribution à la croissance du PIB réel

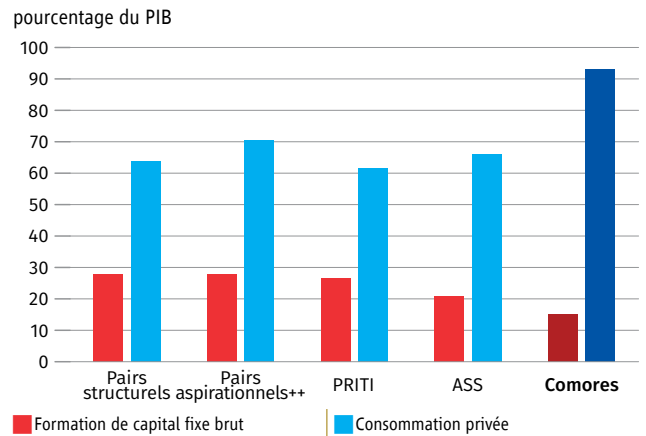


Source : CNUCED, WDI et estimations des services de la Banque mondiale.

Remarque : Les pays pairs structurels comprennent les petits pays insulaires qui partagent les mêmes fondamentaux économiques que les Comores : Sao Tomé-et-Principe, le Timor-Leste et les Îles Salomon. Les pays pairs ambitieux ont des caractéristiques structurelles similaires à celles des Comores, mais ont enregistré une croissance par habitant plus rapide et ont réussi à développer leur secteur touristique : Tonga, Samoa, Fidji et Cabo Verde. En outre, les pays pairs ++ ambitieux incluent Maurice et les Seychelles, qui sont de petites îles africaines devenues des pays à revenu élevé ces dernières années. Ce sont également les deux économies à la croissance la plus rapide parmi leurs pairs ambitieux.

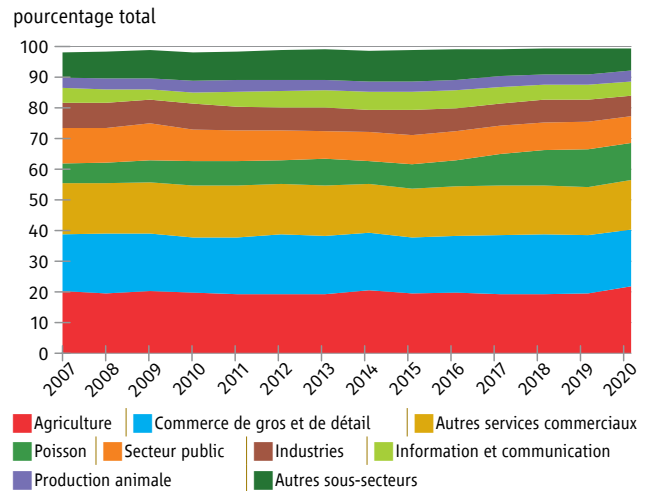
**Figure 12. Le niveau d'investissement des Comores est bien inférieur à celui enregistré chez ses pairs**

Moyenne de la formation brute de capital fixe et de la consommation privée, 2011-2020



**Figure 14. L'agriculture et le commerce représentent environ 40 pour cent de la valeur ajoutée des Comores**

Part des secteurs



## 2.2 Résoudre les déficits de capital humain et physique pourrait générer une forte croissance ?

En raison de la productivité intra-sectorielle négative et de la croissance de la productivité dans les secteurs des services et de l'industrie, la valeur ajoutée par habitant n'a augmenté que marginalement aux Comores entre 1991 et 2019. La valeur ajoutée par habitant, une mesure indicative de la productivité, n'a augmenté que de 0,25 point de pourcentage aux Comores entre 1991 et 2019, bien en deçà de la moyenne mauricienne de 3,9 points de pourcentage. L'évolution de la productivité a été entravée par la baisse persistante de la productivité intra-sectorielle et une réaffectation inadéquate

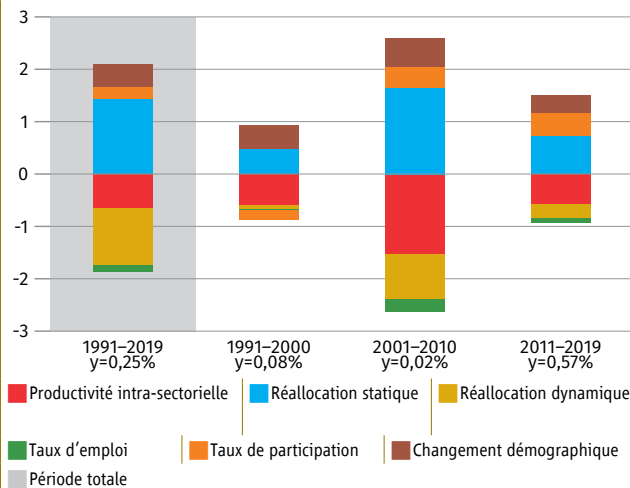


de la main-d'œuvre (Figure 15). Alors que l'évolution de la productivité du pays dans l'agriculture a eu une contribution globalement positive à la productivité, l'évolution de la productivité dans le secteur des services (principale source de croissance) a eu une contribution négative (Figure 16). Cette croissance négative de la productivité pourrait s'expliquer par la saturation du secteur, avec peu d'innovation dans l'industrie du commerce, et un secteur informel important qui pèse sur la croissance de la productivité. La croissance limitée de la productivité peut également s'expliquer par la présence d'entreprises publiques dans plusieurs activités commerciales car elles sont financièrement fragiles<sup>12</sup>, et leur présence peut limiter l'entrée de nouvelles entreprises ou l'expansion d'entreprises existantes en raison de pratiques non concurrentielles et de réglementations de la concurrence qui ne sont pas adéquatement conçues et/ou mise en œuvre. Le soutien de l'État, à travers des canaux directs et indirects, procure également des avantages aux entreprises publiques, ce qui peut se traduire par des conditions défavorables pour les entreprises privées.

**Figure 15. La croissance globale de la productivité a été entravée par une réaffectation inefficace de la main-d'œuvre et une croissance négative de la productivité intra-sectorielle**

#### Décomposition de la croissance de la valeur ajoutée par habitant aux Comores

points de pourcentage

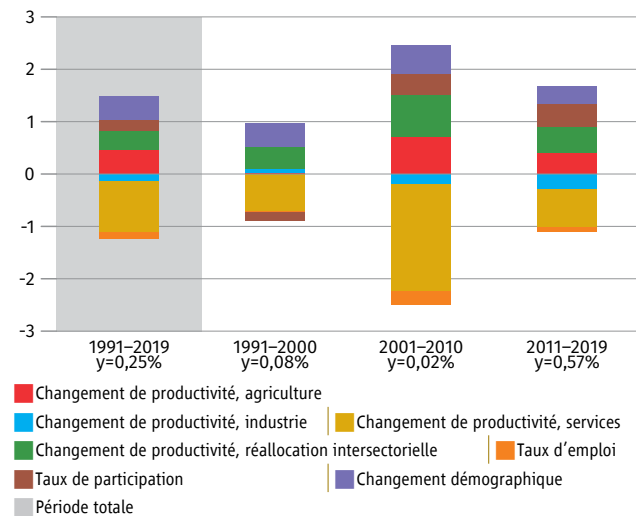


Source : WDI et estimations des services de la Banque mondiale.

**Figure 16. La croissance négative de la productivité dans le secteur des services a pesé sur la croissance globale de la productivité**

#### Décomposition de la croissance de la valeur ajoutée par habitant par secteur

points de pourcentage



Bien qu'il y ait eu des améliorations, le faible niveau de capital humain du pays sape la productivité. Les Comores ont la pire performance à l'indice du capital humain (ICH) parmi les pays pairs, bien que le score du pays à l'ICH soit similaire à la moyenne de l'Afrique subsaharienne (ASS) (Figure 17). Si l'on se réfère à l'ICH du pays, les enfants nés aux Comores aujourd'hui auraient à l'âge adulte une productivité qui ne serait que de 40 pour cent de ce qu'elle aurait été s'ils avaient bénéficié d'une éducation complète et d'une pleine santé.<sup>13</sup> Les jeunes Comoriens n'auront achevé qu'une moyenne de 8,2 années de scolarité lorsqu'ils atteignent l'âge de 18 ans, bien en deçà de la moyenne de 11,9 années des pays pairs. Ajustés du facteur qualité de l'apprentissage, les 8,2 années de scolarité équivalent à seulement 5,1 années, ce qui donne un écart d'apprentissage de 3,1 années. L'accumulation de capital humain par habitant (en dollars E-U

12 Pour plus de détails, voir : Banque mondiale. 2023. Revue des dépenses publiques des Comores 2022. Washington DC : Banque mondiale.

13 L'ICH varie de 0 à 1 et mesure la productivité de la prochaine génération de travailleurs par rapport à une référence où elle aurait bénéficié d'une éducation complète et d'une pleine santé. Une économie dans laquelle les enfants nés aujourd'hui peuvent s'attendre à atteindre une éducation complète et une parfaite santé obtiendra une valeur de 1 à l'ICH (voir Banque mondiale (2020a) pour plus de détails).

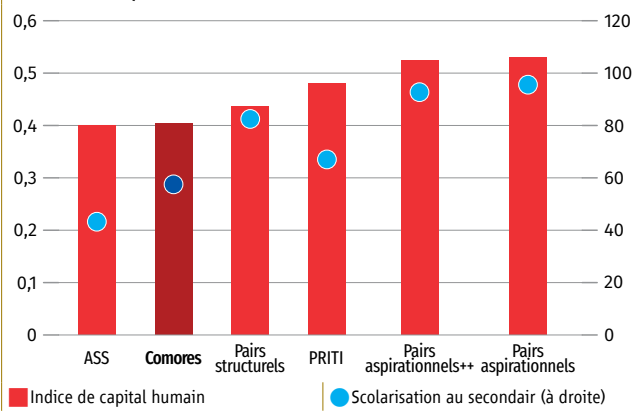
constants de 2018) a augmenté d'un maigre 0,2 pour cent entre 2002 (9 917 dollars E-U) et 2018 (9 932 dollars E-U) (CWON 2021).

La contribution du travail à la croissance économique est limitée par le faible taux d'activité, qui est le plus faible parmi les pays pairs. Alors que la contribution du travail à la croissance économique réelle a été constamment positive entre 2000 et 2019 et supérieure à celle de pays pairs aspirationnels tels que Maurice, la faible participation à la population active freine toujours la croissance. Le taux de participation au marché du travail de 46,0 pour cent de la population âgée de 15 à 64 ans aux Comores est bien inférieur aux moyennes de 68,4 pour cent et 71,1 pour cent des pays d'Afrique subsaharienne et des pairs structurels, respectivement (Figure 18). La participation au marché du travail est encore plus faible chez les femmes, avec un taux de participation de 34,6 pour cent en moyenne entre 2011 et 2020, inférieur aux moyennes de 63,0 pour cent et 62,7 pour cent des pays d'ASS et des pairs structurels respectivement.

Selon les estimations de l'Enquête auprès des ménages de 2020, la participation des femmes au marché du travail est de 40 pour cent. La faible participation au marché du travail aux Comores est principalement due à la faible demande de main-d'œuvre (côté demande), aux défaillances du marché du travail, et à la volonté de participer au marché du travail (côté offre) pour des raisons sociologiques (par exemple, le genre ou la tradition) ou économiques (par exemple, les envois de fonds) (Encadré 1).

**Figure 17. Le niveau de capital humain des Comores est bien inférieur aux niveaux observés chez les pairs**

Indice de capital humain et scolarisation au secondaire, 2020



Source : WDI et estimations des services de la Banque mondiale.

### Encadré 1. Facteurs entravant la participation au marché du travail aux Comores

#### Du côté de la demande

La faible croissance économique persistante limite la demande de main-d'œuvre. Alors que la croissance est devenue moins volatile aux Comores, le modèle de croissance structurelle faible sape la capacité de l'économie, en particulier du secteur privé, à créer des emplois. La croissance sans emploi est principalement due au fait que l'économie est tirée par une consommation soutenue par les envois de fonds et fortement dépendante des importations pour satisfaire la demande. Les faibles niveaux d'investissement et le mauvais environnement des affaires ne sont pas propices à une croissance tirée par le secteur privé, en particulier dans le secteur manufacturier, une source importante de création d'emplois. Les efforts pour accroître la demande par le biais d'emplois dans le secteur public ont abouti à sur un sureffectif dans la fonction publique (12 pour cent des employés publics sont sous-employés) qui pèse sur les finances publiques et sape la croissance tirée par le secteur privé. Le secteur public évince également le secteur privé en attirant les quelques travailleurs hautement qualifiés du pays, ce qui affaiblit la productivité du secteur privé. Plus de 65 pour cent des employés du secteur public ont un diplôme universitaire, ce qui est supérieur aux 34 pour cent et 7 pour cent dans le secteur privé formel et informel, respectivement.

Suite à la page suivante

Encadré 1. Facteurs entravant la participation au marché du travail aux Comores (suite)

### ***Du côté de l'offre***

Les femmes comoriennes, qui représentent la moitié de la population, ont un taux d'activité particulièrement faible. Le taux de participation des femmes était en moyenne de 34,6 pour cent en 2011–2020 (moins de 4 femmes sur 10 participent au marché du travail), ce qui est bien inférieur aux moyennes de 61,5 pour cent et 62,7 pour cent des petits États insulaires pairs et de l'ASS, respectivement. Le taux de participation des hommes à la population active est supérieur de 22,6 points de pourcentage à celui des femmes, ce qui est révélateur des problèmes structurels liés au genre dans le pays. Le retrait du marché du travail s'explique principalement par des facteurs sociaux, culturels et religieux, notamment la place de la femme dans le monde professionnel et dans la société en général, quel que soit le statut matrimonial. Peu de femmes (3,3 pour cent) mentionnent le refus de leur conjoint comme raison de leur inactivité.

Les envois de fonds expliquent en partie le faible taux de participation. Si les envois de fonds jouent un rôle essentiel dans la subsistance des ménages, en particulier lors de chocs (par exemple, COVID-19 et la guerre de la Russie en Ukraine), ils sont associés à une participation plus faible à la population active. La participation au marché du travail est plus élevée (54,7 pour cent) chez les personnes qui n'ont pas reçu de envois de fonds que chez celles qui en ont reçu de l'étranger (49,2 pour cent). Cette situation est conforme aux constats empiriques de la Banque mondiale (2019), indiquant que l'effet des envois de fonds aux Comores est statistiquement significatif mais très faible au niveau des ménages<sup>a</sup>. Néanmoins, les conclusions de Keller (2022) montrent que ceux qui reçoivent des envois de fonds sont plus susceptibles d'être en auto-emploi dans le secteur informel, mais ne constatent qu'un faible impact sur la participation à la population active. Les envois de fonds sont également associés à une forte émigration, ce qui réduit la participation au marché du travail.

### ***Réglementation du marché***

Les défaillances du marché du travail (c'est-à-dire la détermination des salaires et l'asymétrie de l'information) expliquent également la faible participation au marché du travail du pays. Des salaires inférieurs par rapport au salaire de réserve de la population au chômage constituent une cause potentielle de retrait volontaire du marché du travail. Cela est principalement dû aux problèmes liés aux difficultés d'accès aux informations sur les salaires dans les différents emplois. En 2021, le salaire de réserve était estimé à 74 000 KMF aux Comores, ce qui est presque l'équivalent du salaire médian des employés (estimé à 75 000 KMF). Chez les employés débutants/en début de carrière (niveau 1), la moitié gagnent moins de 65 000 KMF, soit 15 pour cent de moins que le salaire de réserve. De plus, dans la plupart des activités économiques, y compris l'agriculture, l'industrie manufacturière, les transports et l'éducation, le salaire médian est bien inférieur au salaire de réserve. Ainsi, les chômeurs choisissent de rester dans leur situation actuelle en attendant de trouver un emploi dans l'administration publique ou la construction. Le salaire médian des travailleurs en auto-emploi aux Comores est de 43 000 KMF, soit 43 pour cent de moins que le salaire de réserve.

Les formes persistantes de discrimination salariale à l'égard des femmes sur le marché du travail découragent également la participation des femmes au marché du travail. Plus de 69 pour cent de l'écart salarial (au détriment des femmes) n'est pas justifié par des différences de dotation en capital humain ou d'autres caractéristiques observables. Cette situation persiste bien qu'il y ait eu une légère amélioration au cours de la dernière décennie

*Suite à la page suivante*

Encadré 1. Facteurs entravant la participation au marché du travail aux Comores (suite)

(73 pour cent en 2013). Le peu de progrès reflète la lenteur des changements dans les normes socioculturelles et les facteurs religieux.

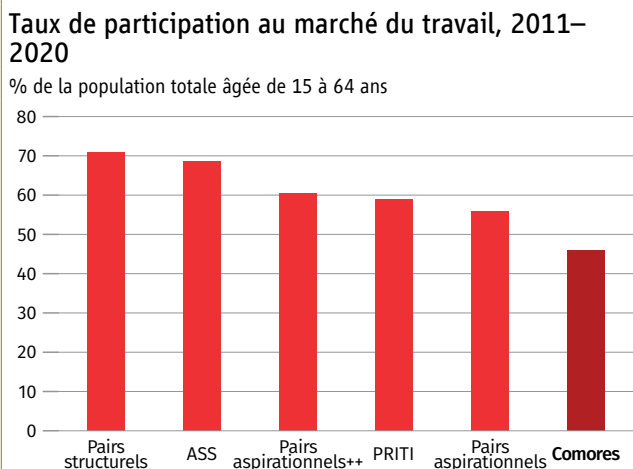
Les travailleurs découragés devenus inactifs en raison de défaillances du marché du travail représentent une proportion importante de la population inactive. En 2021, plus d'un quart des individus âgés de 15 à 64 ans ne souhaitent pas chercher d'emploi en raison d'un manque chronique d'opportunités d'emploi, ignoraient les procédures de recherche d'emploi ou étaient découragés à la suite de recherches d'emploi infructueuses. Cette part atteint plus de 37 pour cent lorsqu'on ne considère que les personnes âgées de 25 à 64 ans qui ne sont plus concernées pour des motifs en rapport avec les études. Les défaillances du marché du travail entravent également la participation des femmes au marché du travail. Près de 30 pour cent des femmes chefs de famille évoquent le découragement face au mauvais fonctionnement du marché du travail comorien.

Source : Banque mondiale 2019a et Banque mondiale 2022g.

Remarque : a) Les personnes appartenant à des ménages recevant des envois de fonds ne sont que 2,1 points de pourcentage moins susceptibles de participer au marché du travail que les personnes appartenant à des ménages ne recevant pas d'envois de fonds. Cependant, les ménages recevant des envois de fonds ont une part plus faible de personnes participant au marché du travail que les ménages qui ne reçoivent pas d'envois de fonds (5,1 points de pourcentage de moins).

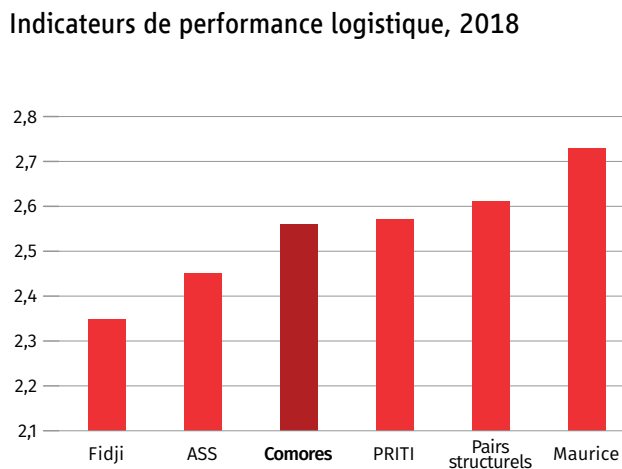
La faiblesse des investissements publics, sans évaluation et planification adéquates, s'est traduite par un stock d'infrastructures insuffisant, ce qui limite les gains d'efficacité opérationnelle des entreprises. La plupart des projets financés sur fonds publics font l'objet d'un examen limité de leur viabilité, y compris des évaluations économiques et financières des coûts-bénéfices, ce qui affecte gravement la qualité et l'efficacité des infrastructures publiques. Les scores de performance du secteur public et d'efficacité des investissements des Comores sont nettement inférieurs à ceux des pays pairs, bien que leur score d'efficacité des investissements se soit légèrement amélioré, passant de 57,0 en 2010–15 à 60,3 en 2016–20.<sup>14</sup> Les lacunes en matière d'infrastructures qui en résultent, en particulier en matière de connectivité, limitent l'accès du pays aux marchés mondiaux. De plus, la connectivité commerciale des Comores est relativement faible par rapport à celle des pays pairs et est en baisse depuis 2020 (Figure 19).

**Figure 18. Les Comores pourraient augmenter considérablement le taux de participation au marché du travail dans le pays**



Source : WDI, WGI et estimations des services de la Banque mondiale.

**Figure 19. La qualité des infrastructures logistiques aux Comores est proche de la moyenne des pays à revenu intermédiaire inférieur**

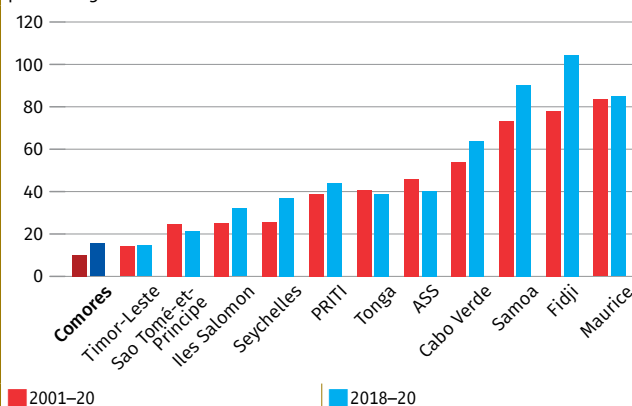


La productivité est également limitée par la faible qualité et la faible utilisation des services TIC, entravant l'efficacité opérationnelle et les capacités d'innovation des entreprises. Alors que la numérisation peut permettre au pays de dépasser certains défis tels que la petite taille, l'éloignement et l'inaccessibilité des marchés intérieurs, les Comores n'ont pas été en mesure de tirer parti de l'utilisation productive des technologies numériques pour générer des effets d'entraînement en termes d'emploi et de gains de productivité. L'intégration du pays dans le marché numérique régional s'est accrue avec les nouvelles connexions devenues possibles avec les câbles à fibres optiques FLY-LION et 2Africa. Cependant, le coût d'accès à un Internet rapide et fiable reste élevé et la disponibilité est entravée par un environnement réglementaire défavorable qui a étouffé la concurrence. La productivité totale des facteurs est limitée par la faible qualité et le prix élevé des services TIC, empêchant les entreprises de réaliser des gains d'efficacité opérationnelle. L'absence de développement d'un marché de l'Internet fixe fort signifie que les prix sont restés élevés pour les entreprises, entravant l'adoption de la technologie par les entreprises. En 2021, environ 40 pour cent de la population utilisait Internet, un taux similaire à celui des pairs structurels (36,6 pour cent) et inférieur à celui des aspirationnels (55,0 pour cent) (Data Reportal 2021). La même année, le coût des services haut débit d'entrée de gamme aux Comores représentait 7,9 pour cent du Revenu national brut (RNB), ce qui constitue une amélioration majeure par rapport aux 30,7 pour cent de 2014. Cependant, un tel niveau de prix est toujours bien supérieur à l'objectif de 2 pour cent pour un haut débit abordable tel que fixé par la Commission sur le haut débit pour le développement durable.

**Figure 20. La taille du secteur financier des Comores représente environ un tiers de la moyenne des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure**

#### Crédit intérieur au secteur privé

pourcentage du PIB

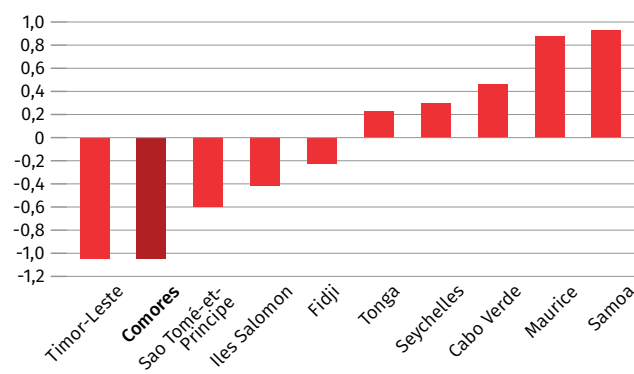


Source : WDI, WGI et estimations des services de la Banque mondiale.

Remarque : L'état de droit reflète les perceptions de la mesure dans laquelle les agents ont confiance dans les règles de la société et les respectent, en particulier en ce qui concerne la qualité de l'exécution des contrats, les droits de propriété, la police et les tribunaux, ainsi que la probabilité de crimes et de violence. Les estimations de la performance de la gouvernance vont de -2,5 (faible) à 2,5 (fort).

**Figure 21. Les Comores sont en deçà de la plupart des pays pairs en matière d'état de droit**

#### Indicateur de l'état de droit, 2002-20



La mauvaise qualité de l'environnement des affaires limite le rôle du secteur financier dans l'économie. Le secteur financier des Comores souffre des vulnérabilités actuelles du secteur et du faible niveau de ressources à long terme. Il joue un rôle limité dans le financement de l'économie, le crédit à l'économie restant relativement modeste à environ 10,1 pour cent du PIB sur la période 2001-2020, ce qui est bien inférieur à la moyenne des pairs structurels et aspirationnels de 21,6 pour cent et 59,1 pour cent, respectivement (Figure 20). La structure du crédit à l'économie est biaisé vers les prêts à court terme (48 pour cent des prêts en 2022) et de prêts individuels (57 pour cent des prêts en 2022), tandis que les dépôts de la clientèle représentent l'essentiel des passifs (84 pour cent en 2022), dont 95 pour cent font l'objet de retraits. La capacité du secteur financier à mobiliser des ressources est également limitée par un faible taux d'épargne nette, qui a atteint en moyenne de 3,0 pour cent du RNB en 2001-2020, bien en deçà de la moyenne de l'ASS et des pairs aspirationnels de 10,5 pour cent et 17,5 pour cent du RNB, respectivement. Le

mécanisme national de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et de respect de l'État de droit présente également des faiblesses, ce qui affaiblit la confiance dans le secteur bancaire (Figure 21). Les prêts non performants (PNP) représentaient en moyenne 21,3 pour cent en 2011–2020, bien plus que les 5,4 pour cent des pays pairs, contribuant au niveau élevé des taux d'intérêt sur les prêts. Le niveau élevé des taux d'intérêt sur les prêts souligne la nécessité de réduire les risques de crédit et d'améliorer le registre des crédits, celui-ci ayant été créé en 2011 pour réduire l'asymétrie de l'information.

La nouvelle loi sur les investissements, qui a été promulguée en 2020, pourrait bénéficier d'améliorations.<sup>15</sup> La nouvelle loi sur l'investissement s'appuie sur une définition qualifiée de l'investissement basée sur les actifs et offre aux Comores la flexibilité nécessaire pour attirer les activités économiques les mieux adaptées au pays. Selon cette loi, tous les investisseurs peuvent entrer sur le marché sans approbation préalable et ne doivent enregistrer leur société qu'avant de commencer leurs activités. Elle prévoit également une protection des investissements proche des meilleures pratiques internationales. Cependant, la loi n'est pas claire sur les secteurs ouverts ou fermés aux IDE, n'offrant donc pas la transparence nécessaire aux investisseurs. En outre, il existe différents types d'incitations fiscales qui peuvent avoir des externalités négatives si elles ne sont pas basées sur des analyses coûts-avantages approfondies. Bien qu'il existe une protection contre la discrimination dans la loi, il est nécessaire de renforcer le cadre institutionnel en y intégrant des considérations plus approfondies en matière de protection contre la discrimination dans la garantie du Traitement National. A moyen terme, les Comores peuvent évoluer vers l'intégration et la mise en œuvre d'une garantie de Traitement Juste et Équitable.<sup>16</sup> Enfin, la mission de l'Agence Nationale de Promotion des Investissements peut être davantage rationalisée et davantage axée sur la promotion des investissements et moins sur la réglementation.

### 2.3 Mettre en œuvre un programme de réforme ambitieux pour favoriser la croissance de la productivité

La mise en œuvre d'un ensemble de réformes favorables à la croissance pourrait permettre aux Comores d'augmenter la croissance du PIB de 5,1 à 6,7 points de pourcentage d'ici 2031. Dans le scénario du statu quo, les Comores pourraient augmenter la croissance du PIB de 3,2 points de pourcentage en moyenne entre 2023 et 2050, et son RNB par habitant pourrait atteindre 2 201 dollars E-U d'ici 2050, ce qui est bien en dessous du seuil 4 256 dollars E-U des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. Avec un ensemble de réformes favorables à la croissance, la croissance du PIB des Comores pourrait augmenter de 5,0 à 6,7 points de pourcentage d'ici 2031 et en moyenne de 4,6 à 5,9 points de pourcentage entre 2023 et 2050 (Figure 22). L'ensemble de réformes favorables à la croissance se traduirait par une augmentation substantielle de l'investissement privé, de la productivité totale des facteurs, de l'investissement public et du capital humain. L'augmentation de l'investissement privé pourrait être soutenue par les entrées d'IDE et un secteur financier plus favorable. La réalisation de ces objectifs de croissance dépend toutefois de la capacité du pays à maintenir l'investissement privé à une moyenne de 11,9 pour cent du PIB sur la période 2023–2050 dans le cadre de réformes ambitieuses, et de 9,4 pour cent du PIB avec des réformes modérées (Tableau 1).

Les ensembles de réformes politiques éventuels visant à accélérer la croissance s'attaqueraient aux problèmes d'accumulation de capital humain et physique et favoriseraient la croissance de l'investissement privé. Les programmes de réforme discutés dans ce rapport sont basés sur le modèle de croissance de Solow, avec ses variables clés : le capital, la productivité et le travail (capital humain) (Figure 23). Plus précisément, les réformes devraient créer l'espace budgétaire nécessaire pour renforcer le capital humain et accroître l'investissement public productif. En outre,

15 Loi n°29-035/AU du 28 décembre 2020 portant Code des Investissements promulguée par le Décret n°21-006/PR du 30 janvier 2021.

16 La garantie de Traitement juste et équitable est devenue la norme la plus importante dans les différends en matière d'investissement, mais n'est pas définie dans la loi sur l'investissement de 2021 des Comores.



elles devraient viser à stimuler l'investissement privé en attirant les IDE, en augmentant l'intermédiation financière ou en améliorant l'environnement des affaires. Il serait possible d'améliorer indirectement la productivité à travers le transfert technologique associé aux entrées d'IDE, l'intensification du commerce international, un meilleur accès au financement et un meilleur capital humain et physique. Les sections restantes traitent des réformes visant à accélérer la croissance de la productivité : (i) réformes ciblant la politique budgétaire ; et (ii) réformes visant à stimuler l'investissement privé.

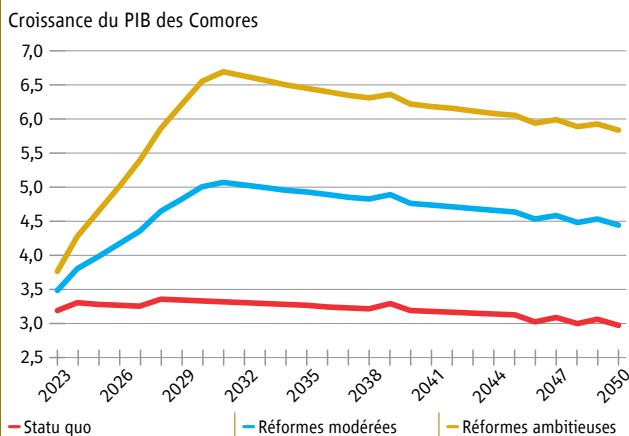
**Tableau 1. Principales hypothèses pour les trajectoires potentielles de croissance à long terme des Comores**

Moyenne: 2023–2050

Scénarios/Variables	Croissance de la PTF (%)	Croissance du capital humain (%)	Investissement public (% du PIB)	Investissement privé (% du PIB)
Statu quo	0.35	1.00	5.4	6.6
Réformes modérées	0.89	1.25	6.7	9.4
Réformes ambitieuses	1.45	1.50	7.6	11.9

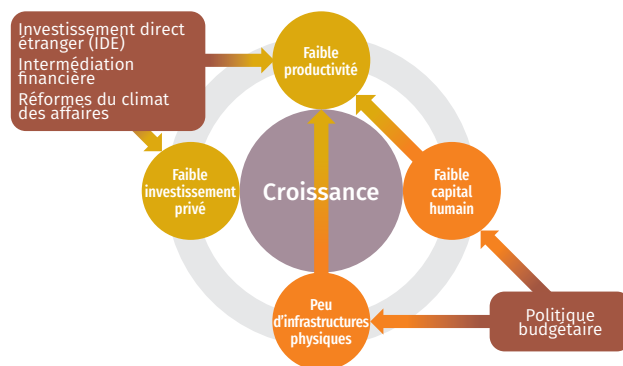
Source : Estimations de la Banque mondiale basées sur le modèle de croissance à long terme.

**Figure 22. Un programme de réforme ambitieux pourrait stimuler la croissance du PIB de 3,5 points de pourcentage**



Source : Estimations des services de la Banque mondiale basées sur le modèle de croissance à long terme.

**Figure 23. Analyse de la croissance des Comores : Points d'entrée pour l'accélération de la croissance à long terme**



Source : Services de la Banque mondiale.

### 2.3.1 Créer un espace budgétaire pour accroître l'investissement public productif

Il est essentiel d'assurer une mobilisation solide et soutenue des ressources intérieures pour accroître l'investissement public productif. Les Comores ne mobilisent pas suffisamment de ressources nationales. Entre 2016 et 2019, les Comores ont mobilisé des recettes—dons compris—d'une valeur de 16,8 pour cent du PIB, ce qui est bien inférieur à la moyenne des petits pays insulaires pairs de 31,4 pour cent (Figure 24). Environ les quatre cinquièmes des recettes intérieures du pays proviennent des impôts et taxes, ce qui est également inférieur aux niveaux enregistrés chez les pairs structurels et aspirationnels. Il existe des possibilités d'augmenter les impôts directs (impôts sur les sociétés et impôts sur le revenu des particuliers) et indirects (taxes sur la consommation et droits d'accise), qui sont tous particulièrement faibles ou sous-exploités aux Comores. La fiscalité foncière pourrait également être développée à long terme, y compris pour financer l'administration publique locale. Pour créer de l'espace budgétaire à travers la mobilisation des recettes intérieures, le pays pourrait renforcer la capacité des administrations douanières et fiscales,

réduire les dépenses fiscales, élargir l'assiette fiscale, faciliter la conformité fiscale et améliorer la confiance des citoyens à travers une plus grande transparence budgétaire.<sup>17</sup>

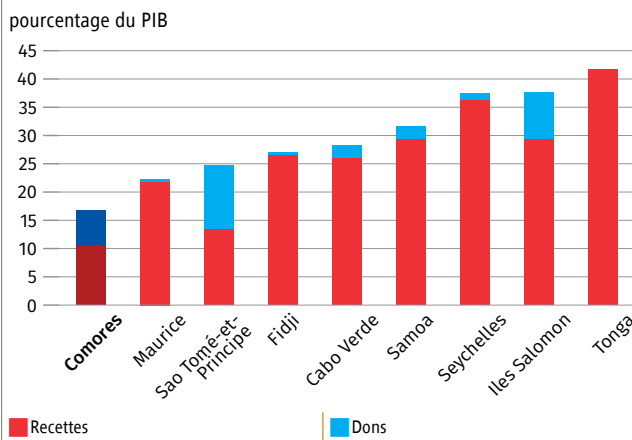
La création d'espace budgétaire pour améliorer la prestation de services devrait également impliquer la mise en œuvre de réformes de la Gestion des finances publiques (GFP) et l'amélioration de l'efficacité des investissements publics. Selon les constats de la Banque mondiale (2023), le système de GFP des Comores ne permet pas de mettre en œuvre les politiques de manière efficace et la Banque mondiale recommande : (i) d'améliorer la transparence budgétaire en publiant des données et des rapports budgétaires et en préparant des budgets citoyens ; (ii) d'améliorer l'efficacité des dépenses publiques par le déploiement d'un système d'e-passation des marchés et assurer son utilisation obligatoire ; (iii) créer une fonction

d'audit interne au sein du Ministère des Finances ; (iv) d'accroître l'indépendance de l'institution supérieure de contrôle des finances publiques ; et (v) d'utiliser de manière adéquate le Système intégré de gestion et d'information financière (SIMBA) pour améliorer l'exécution du budget. En outre, pour accroître l'efficacité des investissements publics, le gouvernement devrait envisager : (i) d'appliquer des critères explicites de sélection des projets pour garantir que les projets sont prêts pour la mise en œuvre ; (ii) d'intégrer les questions de passation des marchés et de changement climatique dans le cycle de projet pour garantir l'optimisation des ressources et la pérennité/durabilité ; et (iii) d'élaborer une programmation budgétaire pluriannuelle. Pour créer un espace budgétaire supplémentaire, les réformes de la GFP devraient également viser à améliorer la gouvernance des entreprises publiques (EP). Alors que les entreprises publiques du pays contribuent aux recettes fiscales et non fiscales, elles ont également absorbé des fonds publics (y compris à travers des subventions) pour faire face à la détérioration de leur situation financière au cours des cinq dernières années.

Les réformes de la GFP pourraient générer des ressources budgétaires à utiliser pour des programmes publics prioritaires visant à accélérer la croissance économique. Ces réformes pourraient améliorer l'efficacité des dépenses publiques et la performance budgétaire. Une amélioration de l'efficacité des dépenses publiques—grâce à une meilleure gestion des investissements publics ou à une meilleure allocation des ressources—pourrait générer entre 0,03 et 0,15 point de pourcentage de croissance supplémentaire du PIB entre 2022 et 2050 (Figure 26). Des analyses empiriques récentes ont permis d'établir une relation entre la performance budgétaire et certaines composantes de la GFP telles que la prévisibilité de la disponibilité des fonds pour les engagements de dépenses ; l'enregistrement et la gestion des soldes de trésorerie; la dette et les garanties; l'efficacité des audits internes; et la disponibilité d'informations sur les ressources reçues par les unités de prestation de services.<sup>18</sup> L'impact de ces types de réformes varie de 0,27 pour cent à 1,76 pour cent du PIB (Figure 25). Les économies réalisées grâce aux réformes de la GFP pourraient être utilisées pour accroître le niveau d'investissement public. Dans un scénario où l'investissement public augmenterait lentement de 2,3 points de pourcentage du PIB entre 2022 et 2030, et l'investissement public bien au-dessus de 8 pour cent du PIB entre 2030 et 2050, le taux de croissance du PIB pourrait augmenter en moyenne de 0,07 à 0,11 point de pourcentage entre 2022 et 2050, s'accompagnant en plus de gains d'efficacité.

**Figure 24. Les recettes publiques des Comores sont inférieures aux niveaux observés dans les pays pairs**

**Recettes totales et dons, 2016–2019**



Source : Autorités nationales, estimations des services du FMI et de la Banque mondiale.

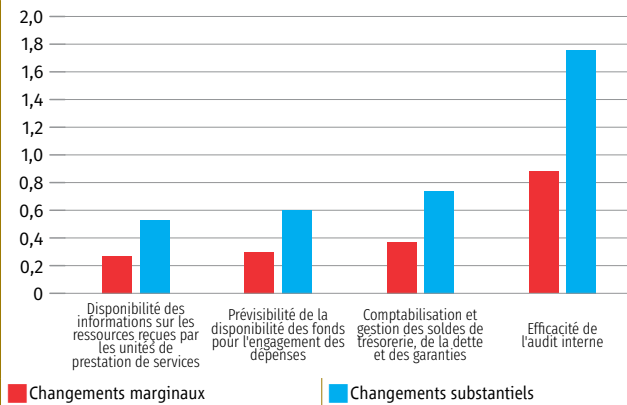
17 Pour de plus amples informations, voir le chapitre II, Revue des dépenses publiques des Comores 2022.

18 Gui-Diby, Steve Loris. 2022. "Public Financial Management and Fiscal Performance: Evidence from Panel Data Analyses." *Applied Economics Letters* 29 (19): 1784–90. <https://doi.org/10.1080/13504851.2021.1962506>.

**Figure 25. Les réformes de la GFP pourraient contribuer à créer de l'espace budgétaire**

### Impact des réformes de la GFP sur la performance budgétaire

pourcentage du PIB



■ Changements marginaux

■ Changements substantiels

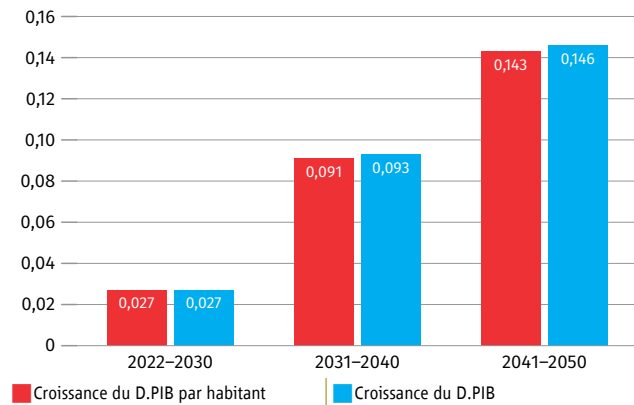
Source : Estimations de la Banque mondiale basées sur les projections du modèle de croissance à long terme et Gui-Diby (2022).

Remarque : Les évolutions marginales et substantielles se réfèrent à une augmentation de 0,5 point et 1 point complet du score PEFA, respectivement. «D» fait référence à la variation.

**Figure 26. Une amélioration de l'efficacité de l'investissement public peut avoir un effet positif sur la croissance à long terme**

### Impact de l'amélioration de l'efficacité des dépenses publiques sur la croissance à long terme

points de pourcentage



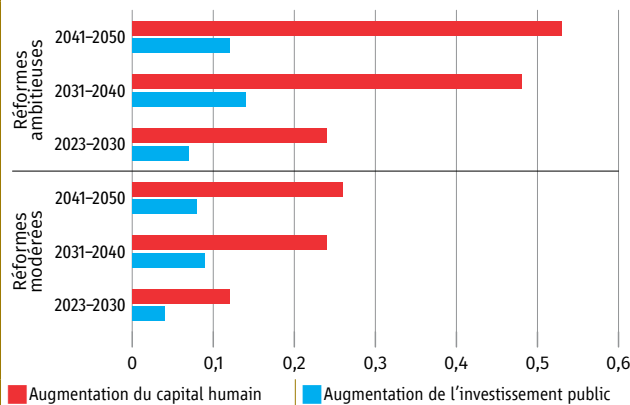
■ Croissance du D.PIB par habitant

■ Croissance du D.PIB

**Figure 27. Une augmentation du capital humain a un impact plus important sur la croissance qu'une augmentation de l'investissement public**

### Impact d'une augmentation du capital humain et de l'investissement public sur la croissance du PIB

points de pourcentage



■ Augmentation du capital humain

■ Augmentation de l'investissement public

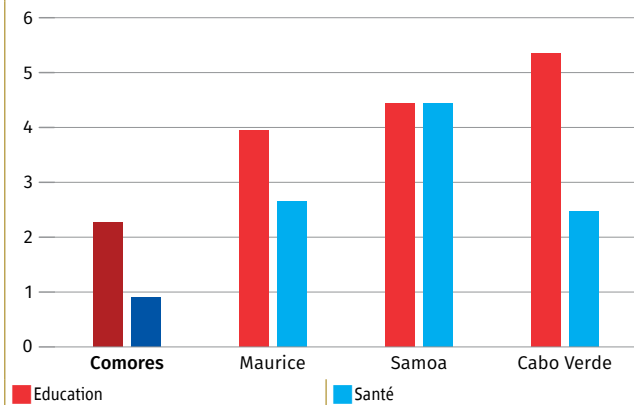
Source : Estimations des services de la Banque mondiale basées sur le modèle de croissance à long terme.

Remarque : Un programme de réformes modérés (toutes choses étant égales par ailleurs) permettrait : (i) d'accélérer la croissance du capital humain de 1,3 point de pourcentage d'ici 2030, avant de rester à ce niveau sur la période 2031-2050 ; et (ii) porter l'investissement public à 7 pour cent du PIB d'ici 2030, avant de rester à ce niveau sur la période 2031-2050 (en volume). En revanche, un programme de réformes ambitieuses (toutes choses étant égales par ailleurs) permettrait : (i) d'accélérer la croissance du capital de 1,6 point de pourcentage d'ici 2030, avant de rester à ce niveau sur la période 2031-2050 ; et (ii) porter l'investissement public à 8 pour cent du PIB d'ici 2030, avant de rester à ce niveau sur la période 2031-2050 (en volume).

**Figure 28. Le niveau des dépenses publiques sociales est faible aux Comores par rapport à ce que l'on observe dans les pays pairs**

### Dépenses publiques d'éducation et de santé aux Comores et pairs, 2016-20

pourcentage du PIB



■ Education

■ Santé

Source : Autorités comoriennes et estimations des services de la Banque mondiale.

Les investissements publics dans les transports, l'énergie, la gestion des déchets et les infrastructures hydrauliques pourraient soutenir la croissance des secteurs de la pêche et du tourisme, car ces domaines constituent des contraintes majeures à la croissance de ces secteurs. Les analyses sectorielles montrent que le développement du secteur privé aux Comores est entravé par la faible qualité des infrastructures (voir sections 4 et 5). Les investissements publics financés sur ressources extérieures représentent environ les trois quarts des dépenses totales d'investissement public du pays. Alors qu'environ 36 pour cent des investissements financés sur ressources extérieures ont soutenu des projets de transport et d'eau et d'assainissement en 2016–20, davantage pourrait être fait pour améliorer l'efficacité et l'exécution budgétaire adéquate de ces projets. Seuls 2,6 pour cent des projets financés sur ressources extérieures soutiennent le secteur de l'énergie.

L'amélioration du capital humain à travers des dépenses de santé et d'éducation plus élevées, meilleures et soutenues pourrait aider à sortir les Comores de la trajectoire de faible croissance économique persistante. Comparé aux pays pairs, le budget des Comores pour la santé et l'éducation est faible. Des pairs aspirationnels sont parvenus à établir un capital humain solide grâce à des investissements soutenus dans l'éducation et la santé sur plusieurs décennies. Aux Comores, les dépenses de santé et d'éducation en pourcentage des dépenses publiques totales ont varié de 15,8 à 32,1 pour cent sur la période 2015–2020, tandis qu'à Maurice, elles constituaient environ 25 pour cent sur la période 2001–2020, avant d'atteindre un pic de 29,9 pour cent sur la période 2015–2020 (Encadré 2). En 2016–2020, Cabo Verde, Samoa et Maurice ont consacré environ 4,6 pour cent du PIB à l'éducation et 3,2 pour cent du PIB à la santé, tandis que les Comores n'ont dépensé que 2,3 pour cent du PIB pour l'éducation, et les dépenses de santé du pays sont passées de 0,3 pour cent du PIB en 2016 à 1,8 pour cent du PIB en 2019, pour s'établir à 1,2 pour cent du PIB en 2020 (Figure 28).<sup>19</sup> Ce faible niveau de dépenses publiques pour le développement du capital humain se reflète dans la mauvaise performance du pays à l'ICH. Les efforts pour combler l'écart de capital humain par rapport aux pairs aspirationnels pourraient aider les Comores à améliorer la productivité du pays et à accélérer la croissance et l'inclusion sociale (Figure 27). Ces efforts devraient être axés sur la réduction de la mortalité infantile et du retard de croissance grâce à un meilleur accès à des aliments nutritifs, ainsi que sur l'amélioration de la qualité de l'éducation et la réduction de l'écart entre les sexes afin d'accroître la participation des femmes au marché du travail grâce à davantage d'investissement dans l'éducation. Cela pourrait avoir un impact plus important sur la croissance qu'une augmentation directe des dépenses d'investissement public.

### Encadré 2. Améliorer les résultats scolaires – le cas de Maurice

L'expérience de Maurice montre que l'amélioration du capital humain devrait se trouver au cœur des politiques du gouvernement. Maurice est parvenu à des taux d'inscription soutenus à l'enseignement supérieur grâce à d'importants investissements et à des réformes continues de l'éducation depuis l'indépendance. Pour assurer l'accès au système éducatif, les frais de scolarité pour le primaire et le secondaire ont été supprimés en 1976, moins d'une décennie après l'indépendance. Ces mesures ont été particulièrement utiles pour soutenir la scolarisation des enfants, en particulier pour les jeunes filles.

La deuxième stratégie importante du pays en matière d'éducation et de ressources humaines (2008–2020) était axée sur l'amélioration de la qualité et de l'accessibilité du système éducatif, avec des inscriptions plus élevées et plus équitables à tous les niveaux d'enseignement, en particulier au préscolaire et au supérieur. Pour améliorer l'accès à l'éducation, le gouvernement s'est engagé dans un plan décennal de développement

*Suite à la page suivante*

19 En 2016–2019, le taux d'exécution des dépenses d'éducation, de santé et de protection sociale était de 72,7, 62,1 et 30,2 pour cent, respectivement, tandis que le taux d'exécution des services publics généraux et des dépenses de défense était de 105,4 et 103,2 pour cent, respectivement.

**Encadré 2. Améliorer les résultats scolaires – le cas de Maurice (suite)**

des infrastructures et a développé les écoles en Zones d'éducation prioritaire (ZEP). Il a adopté des réformes pour accroître la protection et l'éducation de la petite enfance et établir des bases solides pour l'apprentissage. Il a également poursuivi des mesures ciblant la confiance dans l'apprentissage au niveau primaire (c'est-à-dire des programmes de rattrapage) et secondaire pour s'assurer que les étudiants puissent achever l'enseignement supérieur. Enfin, les autorités ont instauré et rendu obligatoire un cycle d'enseignement obligatoire et fondamental de neuf ans (UNESCO 2007 ; MECHR 2009).

Sur la période de 2010–2017, un solide système d'assurance qualité a été mis en place pour améliorer la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage. Une division de l'assurance qualité a été créée au Ministère de l'Éducation et la qualité du système éducatif a été assurée à travers une meilleure formation des enseignants. Un bon enseignement et un bon apprentissage se sont avérés essentiels pour l'amélioration de la qualité de l'éducation et la réduction des écarts d'apprentissage. A cette fin, tous les éducateurs (y compris ceux du préprimaire) étaient pleinement formés et qualifiés et avaient la possibilité d'améliorer leurs compétences techniques et pédagogiques (Neeliah et Seetanah 2019).

Le système éducatif, ainsi que les politiques associées, prennent désormais en compte l'évolution des activités économiques et du marché du travail. Avec la demande croissante de compétences en technologie numérique, le gouvernement a investi considérablement dans les sciences, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques pour améliorer l'employabilité. Toutes les écoles sont équipées en technologies depuis 2015 pour accroître l'utilisation des TIC dans l'éducation et améliorer l'intégration sur le marché du travail. En outre, le programme d'enseignement offre des possibilités d'amélioration des compétences ; la formation professionnelle est axée sur les secteurs émergents dotés d'un avantage concurrentiel ; et les frais de scolarité pour les certificats sont subventionnés pour accroître l'éducation au niveau supérieur.

### 2.3.2 Mettre en œuvre des réformes pour stimuler le développement du secteur privé

Il existe de nombreuses possibilités d'accélérer l'investissement privé national et étranger, ce qui pourrait contribuer fortement à la croissance du PIB. Entre 2000 et 2019, l'investissement privé se situait à moins de 8 pour cent du PIB, en moyenne, aux Comores, bien en deçà de la moyenne des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure de 18 pour cent du PIB. Des réformes seraient nécessaires pour accroître le niveau d'investissement de manière à atteindre celui des pays pairs, mais l'impact potentiel sur la croissance pourrait être considérable. Dans le cadre d'un scénario de réforme modeste, porter l'investissement privé à 10 pour cent du PIB d'ici 2030 (premier quartile de la région ASS) et le maintenir à ce niveau sur la période 2031–2050 pourrait augmenter le taux de croissance du PIB de 0,37 point de pourcentage sur la période 2023–2050 (Figure 29). Dans le cadre d'un scénario de réformes ambitieuses, porter l'investissement privé à 13 pour cent du PIB d'ici 2030 (moyenne entre le premier quartile des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et les Fidji) et le maintenir jusqu'en 2050 pourrait stimuler le taux de croissance du PIB de 0,62 point de pourcentage.

Le développement du secteur financier serait un pilier stratégique crucial pour stimuler l'investissement privé et l'entrepreneuriat, mais il nécessiterait de réduire le risque de crédit et de faire respecter l'État de droit. Le stock de crédit des Comores à l'économie est actuellement orienté vers les prêts aux particuliers et à court terme. Cela signifie que le développement du secteur financier nécessiterait de réduire le risque de crédit perçu par les banques commerciales, représenté par le niveau des prêts non performants (PNP), qui s'élevait à 13,9 pour cent à fin décembre 2022. Pour réduire le risque de crédit, les Comores doivent faire respecter l'État de droit, les banques commerciales



ayant été confrontées par le passé à des difficultés pour recouvrer des créances impayées, et une stratégie nationale d'apurement des PNP s'impose pour que les banques commerciales puissent élaborer leurs propres stratégies en matière de PNP. À l'avenir, la réduction de l'asymétrie de l'information par une utilisation adéquate des registres de crédit et de garantie et la mise en place de mécanismes de garantie pourraient : (i) augmenter les prêts à moyen et long terme aux entreprises privées ; et (ii) réduire la pression pour une hausse des taux de prêts nominaux pratiqués par les banques commerciales. La numérisation des services financiers pourrait également faciliter la réduction des coûts opérationnels, étant donné qu'ils contribuent à la conception des taux d'intérêt.<sup>20</sup>

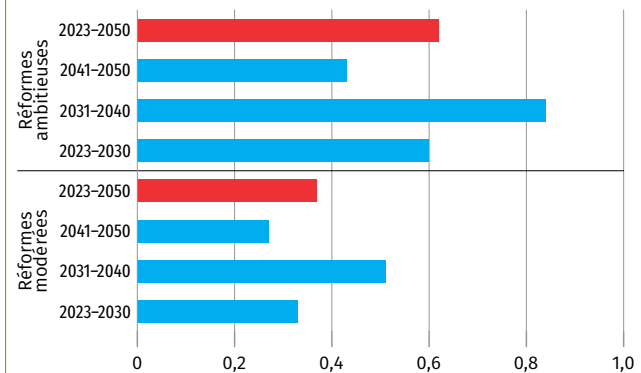
L'augmentation de l'épargne intérieure et de l'intermédiation financière renforcerait le financement des investissements privés. Les taux agrégés d'épargne intérieure des Comores ont toujours été négatifs et se sont détériorés, passant de -0,1 pour cent du PIB sur la période 1980–2011 à -5,2 pour cent du PIB sur la période 2011–2020, ce qui indique que les dépenses de consommation du pays sont de plus en plus élevées par rapport au revenu disponible et aux transferts nets.<sup>21</sup> Les pays pairs aspirationnels ont démontré qu'une plus grande mobilisation de l'épargne intérieure et un secteur financier dynamique et performant constituaient une base solide pour le développement économique à long terme (Encadré 3). Par exemple, la stratégie de développement de Maurice a été principalement financée par l'épargne intérieure issue de l'industrie sucrière et de l'habillement (Seetanah et al. 2019). Alors que l'épargne intérieure de Maurice a chuté à une moyenne de 11,1 pour cent du PIB sur la période 2007–2021, elle a atteint 22,2 pour cent du PIB sur la période 1976–2007. Une mobilisation accrue et durable de l'épargne intérieure aux Comores nécessiterait des incitations et des réformes appropriées, à la mesure des contraintes qui pèsent sur l'épargne et l'investissement dans le pays.

Une plus grande inclusion financière et une meilleure éducation financière accroîtraient les ressources bancaires et permettraient aux emprunteurs de profiter de plus d'opportunités offertes par les banques. L'inclusion financière aux Comores est fortement à la traîne par rapport à ce que l'on observe chez les pairs : le nombre de comptes pour 1 000 adultes dépasse à peine 135, bien en deçà de la moyenne de 712 et 2 167 chez les pairs structurels et aspirationnels, respectivement. Une croissance significative et durable de l'inclusion financière permettrait d'accroître la réserve de ressources de prêt dans le système bancaire, en particulier si elle s'accompagne d'une plus grande confiance de la part du public. Les autorités pourraient davantage stimuler cette confiance en s'attaquant aux vulnérabilités existantes, notamment les PNP, et aux problèmes de solvabilité rencontrés par certaines banques commerciales. En outre, le gouvernement pourrait encourager l'utilisation des services numériques et favoriser l'inclusion financière dans le cadre de ses opérations courantes avec les particuliers et les entreprises, ainsi que par le biais de l'éducation financière des enfants et des jeunes.

**Figure 29. Une hausse de l'investissement privé pourrait accroître le taux de croissance du PIB de 0,6 point de pourcentage en moyenne sur la période 2023–2050**

**Impact d'une hausse de l'investissement privé sur la croissance du PIB**

points de pourcentage



Source : Estimations des services de la Banque mondiale basées sur le modèle de croissance à long terme.

Remarque : Un programme de réformes modérées (toutes choses étant égales par ailleurs) permettrait de porter progressivement l'investissement privé en pourcentage du PIB à 10 pour cent d'ici 2030 (premier quartile de l'ASS) et de le maintenir à ce niveau en 2031–50. Un programme de réformes ambitieuses permettrait de porter progressivement l'investissement privé à 13 pour cent du PIB d'ici 2030 (moyenne entre le premier quartile des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et les Fidji) et de le maintenir à ce niveau jusqu'en 2050.

20 Banque mondiale. 2019c. Macro-Financial Review. Washington, D.C. : Banque mondiale.

21 L'épargne intérieure est généralement plus faible dans les petits pays insulaires que dans les autres pays en développement. PNUD. 2015. "Financing for Development and Small Island Developing States: A Snapshot and Ways Forward." UNDP & UN-OHRLS Discussion Paper. <https://www.undp.org/publications/financing-development-and-small-islanddeveloping-states-snapshot-and-ways-forward>.

### Encadré 3. Politiques adoptées pour développer le secteur financier à Maurice

Après son indépendance, Maurice a entrepris de nombreuses réformes pour accélérer le développement de son secteur financier. Les réformes du secteur financier ont joué un rôle essentiel dans le développement socioéconomique du pays et dans sa diversification par rapport à l'industrie sucrière, qui représentait 96,2 pour cent des exportations dans les années 1960 (Matadeen et Fauzel, 2019 ; Moreno et al. 2019). La première phase de réformes (1965 à 1990) a été axée sur la consolidation du secteur financier par la création (ou le renforcement) d'institutions essentielles et la garantie du bon fonctionnement du secteur financier. En 1967, un cadre bancaire a été établi pour allouer efficacement les ressources pour financer les besoins de développement du pays, et une banque de développement a été créée en 1970 pour financer le développement de l'agriculture et de l'industrie manufacturière. Parmi les autres nouvelles institutions indispensables figuraient la Banque d'Etat de Maurice, la Compagnie d'assurance de Maurice, le Fonds de pension national (1976) et la Bourse des valeurs de Maurice (1989).

La deuxième phase des réformes a été axée sur la libéralisation du secteur financier par le biais d'une concurrence accrue et du développement des marchés de capitaux. Les autorités ont libéralisé les taux d'intérêt et introduit des mesures visant à accroître l'allocation de l'épargne en fonction du marché. Les directives relatives au taux de dépôt minimum et au taux de prêt maximum ont été abrogées en 1988, suivies par la suppression des plafonds de crédit aux secteurs prioritaires et du contrôle des changes sur la période de 1991–1994. Des mesures visant à développer des compétences financières compétitives et à créer ou attirer des institutions financières et des prestataires de services financiers ont favorisé le développement du secteur financier. Des incitations fiscales telles que les obligations exonérées d'impôts ont également été introduites pour encourager l'épargne à long terme, dans le but d'appuyer les investissements à long terme nécessaires.

La troisième phase des réformes était axée sur l'inclusion. L'accès au financement reste difficile à Maurice, même si le pays dispose de l'un des marchés financiers les plus profonds de l'Afrique subsaharienne. Les mesures visant à accroître l'accès des PME au financement comportaient des incitations fiscales et des programmes de financement, avec la participation du secteur bancaire. En outre, le gouvernement vise à réduire le recours à la dette pour financer le développement des entreprises et à développer le financement par actions avec la multiplication du nombre d'entreprises cotées en bourse.

Une meilleure application de l'État de droit, la stabilité politique, la réduction des formalités administratives, la stabilité macroéconomique et un secteur financier performant pourraient attirer les IDE. Il existe un énorme potentiel d'accroissement de l'investissement privé en attirant l'IDE, qui s'est élevé en moyenne à 0,6 pour cent du PIB aux Comores sur la période 2011–2020, mais encore inférieur à la moyenne des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et des pays pairs aspirationnels de 1,9 pour cent du PIB et de 6,0 pour cent du PIB, respectivement (Figure 30). Cependant, pour accroître les IDE aux Comores, des réformes sectorielles s'imposent afin d'améliorer le cadre politique et de faciliter les affaires.<sup>22</sup> L'amélioration du cadre politique pourrait être réalisée à travers le renforcement de l'État de droit, la stabilité politique, la promotion de la transparence dans l'administration publique, l'absence de pouvoir discrétionnaire et de traitement imprévisible et inégal des entreprises, ainsi que la stabilité macroéconomique.<sup>23</sup>

22 Voir Kinda, T. 2010. Investment Climate and FDI in Developing Countries: Firm-Level Evidence. *World Development*, 38(4), pp. 498-513; and Akisik, O. 2020. The impact of financial development, IFRS, and rule of law on foreign investments: A cross-country analysis. *International Review of Economics and Finance*, 69, pp. 815-838.

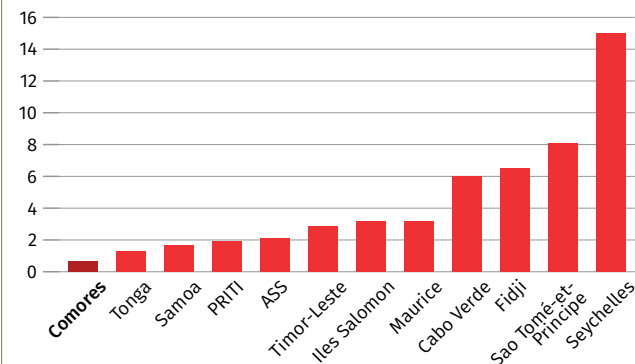
23 De plus amples informations sur la stratégie de Maurice pour attirer les IDE sont présentées dans l'Encadré 4.

La réduction des formalités administratives, la lutte contre la corruption et le développement des services financiers, juridiques et comptables pourraient faciliter les activités des entreprises.

Le pays doit tirer parti des accords commerciaux pour surmonter l'étroitesse des marchés locaux. L'intégration des Comores à l'OMC, à la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) et à d'autres organisations commerciales régionales offre la possibilité de s'élargir au-delà du petit marché intérieur. Il est prouvé que l'ouverture commerciale a un impact significatif et positif sur les entrées d'IDE (Read 2007). Maurice a mis en œuvre sa première stratégie d'IDE en 1970 (dans le cadre de la loi sur les zones franches industrielles), suivie par l'adoption de plusieurs plans d'investissement révisés (par exemple, *Export Processing Zone Act* de 1990). Ces mesures visaient à fournir au pays un accès préférentiel aux marchés européen et américain de l'habillement. Maurice a également tiré parti d'accords de coopération régionaux et de traités bilatéraux en matière de fiscalité et d'investissement (Seetanah 2013). Avec la hausse des salaires mais la perte de compétitivité, les industries locales se sont reconverties dans la production de vêtements moyen et haut de gamme ainsi que dans la fabrication de bijoux, de montres et d'équipements sportifs. Les entreprises d'externalisation des processus d'affaires opérant dans le pays incluent les centres d'appel (22 000 emplois), les services financiers, l'informatique et l'assistance à la maintenance (CNUCED 2017b). Au cours des dernières années, Maurice a tiré parti de son avantage comparatif par rapport aux pays africains pour attirer les investissements étrangers et devenir une plateforme pour l'investissement en Afrique. Le pays aspire également à devenir un centre de tourisme médical et d'éducation pour le continent.

Figure 30. Le niveau d'IDE des Comores se situe en deçà de celui des pays pairs

Investissement direct étranger, entrées nettes  
pour cent du PIB



Source : INSEED, WDI et estimations des services de la Banque mondiale.

#### Encadré 4. Stratégie de Maurice pour attirer les investissements directs étrangers

La stratégie de Maurice pour attirer les IDE a été conçue pour tirer parti de l'avantage comparatif du pays et adapter l'économie à la dynamique de l'industrie et du marché mondial. Alors que les premières mesures visaient à diversifier l'économie du secteur du sucre en développant le secteur manufacturier (par exemple, en intégrant la chaîne de valeur de l'industrie de l'habillement), Maurice a réalisé qu'il devait adapter ses politiques aux secteurs stratégiques tels que le tourisme et les services de santé, ainsi qu'à d'autres secteurs émergents tels que les services financiers, numériques et d'enseignement supérieur. Au cours des premières étapes, les politiques se sont principalement concentrées sur l'accélération de l'industrialisation du pays. L'adoption de la loi sur les zones franches industrielles en 1970, suivie de ses amendements dans les années 1980 et 1990 (*Industrial Expansion Act 1993* et *Export Processing Zone Development Authority*), visait à améliorer l'efficacité des mesures d'incitation et la compétitivité des entreprises. Les incitations prévoyaient : des exonérations fiscales sur l'impôt sur les bénéfices des sociétés, des dividendes exonérés d'impôts pendant cinq ans, le libre rapatriement des bénéfices et des dividendes, des importations d'intrants en franchise de droits et des prêts concédés à des taux préférentiels (Gunessee et Sooreea-Bheemul 2019).<sup>a</sup> En 1996 et les années suivantes, le gouvernement, dans le cadre de la loi sur l'Autorité de promotion du tourisme de Maurice (MTPA), a élargi les incitations au secteur du tourisme et a supprimé certaines mesures restrictives à l'endroit des investissements étrangers. Les investissements étrangers étaient limités à 49 pour cent des parts dans les petits hôtels (CNUCED 2001).<sup>b</sup> Plus récemment, le pays tire parti de ses travailleurs hautement qualifiés (dont beaucoup sont bilingues) et de ses investissements dans les sciences, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques pour attirer les IDE liés aux TIC. De nombreuses firmes investissent dans le pays pour externaliser certaines parties de leurs activités (par exemple, Accenture, Huawei et Orange). Tous ces différents régimes sont supervisés par un guichet unique, le Conseil de l'investissement de Maurice (Board of Investment of Mauritius), qui vise à promouvoir et à faciliter l'investissement dans le pays.<sup>c</sup>

*Remarque:*

(a) Gunessee, Saileshsingh et Sooreea, Brinda. 2019. Harnessing FDI for growth in Mauritius. 10.4324/9780429262357-7.

(b) CNUCED. 2001. "Investment Policy Review: Mauritius." No. E.01. II. D.11. New York et Genève : Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED). [https://unctad.org/system/files/official-document/iteipcmisc1\\_en.pdf](https://unctad.org/system/files/official-document/iteipcmisc1_en.pdf).

(c) Le Board of Investment a été créé en 2001 pour remplacer l'Autorité mauricienne des exportations, du développement et des investissements (Mauritius Export and Development and Investment Authority (MEDIA)) au début de la mise en œuvre de la stratégie.



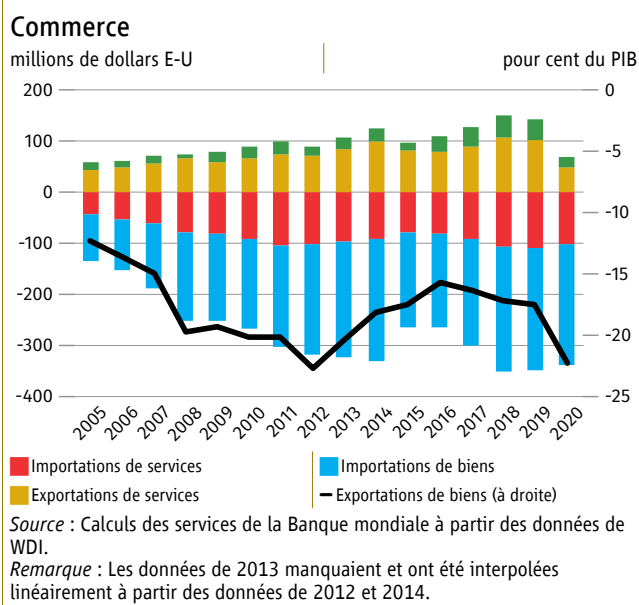


## 3. Récolter les avantages de la mondialisation et de la régionalisation

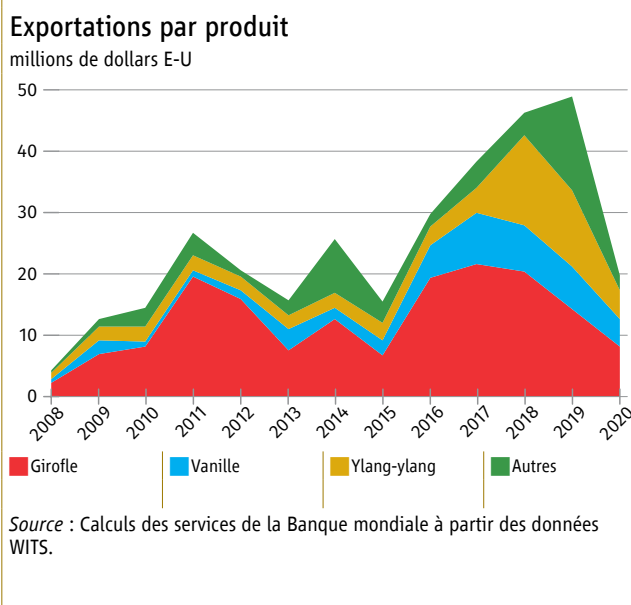
### 3.1 Les Comores se caractérisent par un déficit commercial structurel, des exportations de marchandises peu diversifiées et des exportations de services de voyage élevées

Les Comores ont systématiquement enregistré des déficits commerciaux ces dernières années. Aux Comores, le niveau des exportations de biens est inférieur à celui des exportations de services, tandis que le niveau des importations de biens est supérieur à celui des importations de services (Figure 31). Les principales exportations de biens sont les clous de girofle, la vanille et l'huile d'ylang-ylang, et les principales exportations de services sont concentrées dans les secteurs des voyages, de l'information et des transports. Les exportations et les importations ont augmenté de manière constante entre 2005 et 2014, avant de baisser en 2015. Si le niveau des exportations et des importations s'est redressé sur la période de 2016–2019, les exportations de biens et de services ont été presque réduites de moitié à la suite de la pandémie de COVID-19 en 2020, alors que les importations n'ont que légèrement fléchi, creusant ainsi le déficit commercial et impactant la balance courante. Le déficit commercial a été principalement financé par les envois de fonds, qui représentaient environ 12,0 pour cent du PIB entre 2011 et 2020 (avec un pic de 18,6 pour cent en 2020).

**Figure 31. Les Comores ont enregistré des déficits commerciaux ces dernières années**



**Figure 32. Les exportations des Comores se concentrent sur les clous de girofle, la vanille et l'huile d'ylang-ylang**



Les exportations des Comores ont été volatiles et fortement concentrées sur trois produits : les clous de girofle, la vanille et l'huile d'ylang-ylang. Les exportations de clous de girofle, de vanille et d'huile d'ylang-ylang représentaient 68 à 95 pour cent de toutes les exportations entre 2008 et 2020 (Figure 32). Les autres exportations se composaient de déchets ferreux et de produits d'occasion tels que les bateaux à moteur et les navires, mais leur valeur ajoutée au niveau national restait faible. Les exportations du pays ont été très volatiles étant donné que les produits d'exportation



dépendaient fortement de l'impact des conditions météorologiques sur la récolte. Le clou de girofle a été considéré comme la plus importante exportation, mais il est en recul en termes de volume et de place depuis 2018. L'Union européenne (UE) a été la première destination des exportations comoriennes.

Aux Comores, les voyages constituent la principale catégorie d'exportations de services, mais les exportations de services de voyage a considérablement diminué au début de la crise du COVID-19 en 2020. Elles sont passées de 72 millions de dollars E-U en 2019 à 18 millions de dollars E-U en 2020, soit une diminution de 75 pour cent sur un an. Le panier global des exportations de services a baissé de 58 pour cent au cours de la même période. Aucun changement ne s'est produit dans les télécommunications et autres services financiers, mais les exportations de services de transport ont diminué de 50 pour cent, passant de 6 millions de dollars E-U en 2019 à 3 millions de dollars E-U en 2020.

### 3.2 Augmenter l'intégration dans les chaînes de valeur mondiales et la diversification des exportations de services pourraient stimuler les exportations

Les Comores pourraient accroître la valeur de leurs exportations en s'intégrant davantage dans la chaîne de valeur mondiale (CVM) des clous de girofle. Le potentiel d'exportation des clous de girofle est prometteur, en particulier dans les domaines de la médecine, de l'agroalimentaire et de l'agronomie (Encadré 5). Le giroflier, cultivé en Indonésie, à Madagascar, aux Comores, en Tanzanie et au Sri Lanka, permet de produire deux produits d'exportation essentiels : le clou de girofle et son huile essentielle. Actuellement, les clous de girofle approvisionnent le marché des épices, concentré en Inde, ainsi que le marché indonésien des cigarettes. L'huile essentielle est exploitée pour ses diverses propriétés anesthésiques, antimicrobiennes et organoleptiques dans les secteurs de la cosmétique, de la dentisterie et de l'agroalimentaire. Les vertus antivirales, anticancéreuses, anti-inflammatoires et analgésiques de l'huile essentielle de clou de girofle, de l'eugénol et de ses dérivés font actuellement l'objet de recherches.

La chaîne de valeur des clous de girofle aux Comores se compose de producteurs, de collecteurs et d'exportateurs. Les collecteurs livrent les clous de girofle secs aux exportateurs, mais ce sont les producteurs propriétaires des girofliers qui fournissent les clous de girofle secs aux collecteurs. La récolte des clous de girofle s'opère généralement sous contrat, les cueilleurs étant payés au poids des clous de girofle récoltés. Le producteur s'occupe du séchage (réalisé sous contrat), assuré principalement par des femmes. Au prix d'exportation FOB actuel estimé à 7,80 dollars E-U/kg, le producteur obtient 78 pour cent du prix d'exportation (Banque mondiale 2017). Il s'agit d'une part élevée, compte tenu des pertes de poids supportées par les exportateurs dues aux activités de collecte. Cependant, les coûts de récolte, de séchage et de nettoyage (et de collecte) sont en grande partie déterminés avec des prix à l'exportation nettement inférieurs ; les producteurs ne tirent donc que des marges réduites et peu attrayantes, ce qui fait qu'ils laissent une grande partie de leur production sur pied. Les exportateurs se plaignent principalement de la pratique des collecteurs qui manipulent le produit pour le rendre plus lourd, l'endommagent lors de la manipulation afin d'en baisser la qualité et majorer les pertes, et baisser le prix aux producteurs indiqué. Cette pratique gonfle considérablement les marges des collecteurs aux dépens des producteurs et des exportateurs. Remédier aux déficiences de la chaîne d'approvisionnement, principalement au niveau de la collecte, permettrait d'augmenter les marges de production, mais il faudrait également valoriser les flux de déchets et développer des produits à plus haute valeur ajoutée. En comparaison, les petits producteurs d'ylang-ylang perçoivent environ 62 pour cent des revenus d'exportation en cas de conjoncture favorable sur le marché. En revanche, les producteurs de vanille perçoivent des parts beaucoup plus faibles des prix à l'exportation, étant donné leur faible pouvoir de négociation en raison de l'existence d'un oligopole d'exportateurs et d'une structure de prix fixée par le gouvernement.

### Encadré 5. La chaîne de valeur mondiale des clous de girofle

Les clous de girofle peuvent être utilisés de diverses manières, en plus de leur potentiel aromatique. L'huile de clou de girofle est utilisée pour ses propriétés antibactériennes et antifongiques afin de prévenir la détérioration des aliments sous l'action de bactéries, d'agents pathogènes ou de champignons. Elle est également utilisée en cas d'infection dentaire, de maux de dents et d'hépatite V, entre autres, tandis que l'eugénol est utilisé en dentisterie sur la pulpe dentaire comme anesthésique et anti-inflammatoire (Markowitz et al. 1992 ; Barja-Fidalgo et al. 2010 ; Pavithra 2014). En outre, l'eugénol est utilisé en pisciculture comme anesthésiant pour apaiser les poissons avant leur manipulation. Les propriétés germicides des huiles essentielles de clou de girofle sont utilisées pour empêcher la germination des pommes de terre. Les produits à base de clou de girofle sont généralement biologiques, les producteurs ne recourant pas aux produits chimiques ni même aux engrais pour la production, et l'ensemble de la chaîne de valeur est également biologique. Son utilisation est donc compatible avec le développement de produits biologiques destinés à la chimie verte, à la lutte écologique contre les ravageurs et à l'agroécologie.

L'Indonésie reste le principal producteur d'huile essentielle de clou de girofle. Les Comores ne produisent pas d'huile essentielle de girofle, préférant distiller les fleurs d'ylang-ylang, dont l'huile essentielle est plus rentable que celle du clou de girofle (Penot et Danthu 2019). La production d'huile essentielle de clou de girofle et de dérivés d'eugénol à Madagascar et en Indonésie se pratique dans de petites distilleries simples utilisant une main-d'œuvre à faible coût. L'huile de clou de girofle et l'eugénol sont propres à la consommation humaine à des doses infimes, à hauteur de 2,5 mg kg<sup>-1</sup> de poids corporel (Gardner et Mac Guffin 2013 ; Raja et al. 2015). Les notes aromatiques exprimées par les huiles essentielles de clou de girofle sont utilisées dans des parfums populaires tels que Coco by Chanel.

Les îles d'Anjouan et de Mohéli aux Comores figurent parmi les six principales zones de production de clous de girofle dans le monde. Le principal exportateur de clous de girofle est l'Indonésie, et les Comores occupent le sixième rang de plus grand exportateur, tandis que l'Inde, les Émirats arabes unis et l'Indonésie restent les principaux importateurs. Le commerce des clous de girofle représente 4 pour cent (en valeur) du commerce international des épices (Danthu et al. 2020). La plus grande majorité du commerce mondial de clous de girofle transite par deux plaques tournantes: les Émirats arabes unis et Singapour. La principale utilisation commerciale consiste en la fabrication de la cigarette traditionnelle indonésienne, la kretek. Selon les années, une forte proportion de clous de girofle produits aux Comores est exportée vers l'Indonésie pour compenser les déficits de la production nationale indonésienne. L'industrie agroalimentaire est la deuxième destination des clous de girofle et l'Inde occupe la place de leader mondial des exportations d'épices, y compris les réexportations. La majeure partie des clous de girofle que l'Inde importe sont destinées aux réexportations.

Des incitations pour favoriser la différenciation de la qualité des clous de girofle sont nécessaires pour accéder à des marchés de niche plus lucratifs. Comme tous les clous de girofle sont regroupés dans l'offre générale de qualité minimale au stade de l'exportation, la structure actuelle de la chaîne de valeur ne récompense pas les améliorations de la qualité. Pour accéder à des marchés de niche plus lucratifs, les exportateurs agréés doivent identifier des acheteurs, et ils ont besoin d'une assistance technique et financière pour développer des systèmes de traçabilité post-récolte.

La diversification des services pourrait considérablement accélérer la croissance des exportations. Les services permettent d'élargir la gamme des exportations et la palette des activités nationales. De nombreux pays en développement se sont diversifiés dans les exportations de tourisme, et certains exportent des services professionnels dans des secteurs tels que

la santé et l'éducation. Les services jouent également un rôle déterminant en tant qu'intrants dans d'autres secteurs. Par exemple, la qualité et la disponibilité des services de santé et d'éducation sont essentielles pour évaluer la productivité et la capacité des travailleurs. L'accès à une énergie, des transports, des TIC et des services financiers efficaces peut être décisif pour la diversification des exportations. Une autre transformation clé de l'économie mondiale réside dans la « servicification » croissante du secteur manufacturier, qui consiste pour les entreprises manufacturières à acheter, produire, vendre et exporter de plus en plus de services. La complémentarité croissante entre les échanges de services et de biens implique que les politiques commerciales des biens et des services doivent être définies conjointement.

### 3.3 Tirer parti des opportunités offertes par l'intégration au commerce mondial

L'accession à l'OMC peut accroître la croissance économique de diverses manières. Elle peut accroître l'ouverture commerciale, qui à son tour peut stimuler la croissance économique dans les pays en développement en les aidant à améliorer l'efficacité de l'allocation des ressources, à exploiter les avantages comparatifs et à favoriser la croissance parmi les secteurs et les entreprises nationales les plus compétitifs au niveau mondial. L'ouverture commerciale permet également de réaliser davantage d'économies d'échelle, influe sur le retour sur investissement (les économies fermées peuvent être confrontées à des taux de retour sur investissement en baisse), génère de nouvelles sources de demande pour d'autres pays en développement et permet aux entreprises d'accéder à des intrants non disponibles sur le marché intérieur, ce qui contribue à stimuler la productivité. L'adhésion à l'OMC peut inclure une réforme commerciale qui induit une efficacité dans l'utilisation et l'allocation des ressources et favorise la croissance à long terme. L'adhésion peut également s'inscrire dans le cadre d'une série de politiques visant à créer des marchés plus efficaces et plus compétitifs, ainsi qu'une prise de décision politique plus transparente et plus prévisible (Winters 2002).

L'adhésion à l'OMC peut améliorer l'environnement des affaires et encourager les investissements. Avec les réserves qui s'imposent, les données probantes indiquent que l'adhésion à l'OMC réduit la volatilité des échanges, contribue à la croissance économique dans les pays à faible gouvernance, encourage les IDE et peut générer un impact positif sur la corruption et la gouvernance. En outre, l'adhésion peut rendre les politiques et les transactions commerciales internationales plus prévisibles, attirant ainsi davantage d'échanges et d'IDE. Tang et Wei (2009) ont documenté que l'adhésion à l'OMC, à travers les engagements politiques associés à l'adhésion, contribuait plus fortement à la croissance économique dans les pays en développement à faible gouvernance, tandis que selon les cinq modélisations différentes de la volatilité des échanges établies par Mansfield et Reinhardt (2008), chacune montrait que l'adhésion à l'OMC réduisait la volatilité des échanges tout en promouvant les exportations. Cao et Flach (2015) ont constaté que l'adhésion au GATT/à l'OMC limite la volatilité des prix pour les importateurs et les exportateurs, et leurs résultats suggèrent également que l'effet est plus tangible pour les importateurs et les exportateurs qui multiplient le nombre de leurs partenaires commerciaux au fil du temps, ainsi que pour les pays qui ont manifesté des engagements d'adhésion plus rigoureux. Bütte et Milner (2014) montrent que l'adhésion à l'OMC entraîne parfois d'importantes entrées d'IDE. Ils suggèrent que cette relation de cause à effet, probablement due aux engagements plus solides et au mécanisme de règlement des différends de l'OMC, pourrait être une raison pour laquelle les pays en développement choisissent d'adhérer à l'OMC. Selon les constats de Shah (2017), l'adhésion à l'OMC a considérablement augmenté le niveau des entrées d'IDE dans les pays en développement d'Asie de l'Est et du Pacifique entre 1988 et 2015.

Les Comores peuvent réduire leurs coûts commerciaux lors de leur adhésion à l'OMC grâce à l'Accord sur la facilitation des échanges (AFE). Par rapport aux économies avancées, les pays les moins avancés sont confrontés à des coûts commerciaux très élevés en raison d'infrastructures de mauvaise qualité, d'une logistique faible ou inadéquate, de procédures douanières complexes et de cadres juridiques et réglementaires obsolètes (CNUCED 2014). Les coûts commerciaux plus élevés des pays les moins avancés entravent les échanges, et la réduction de ces coûts rehausserait la compétitivité des entreprises de ces pays, leur permettant de tirer pleinement parti des opportunités commerciales. Les

membres de l'OMC bénéficient de l'AFE qui appuie la simplification, la modernisation et l'harmonisation des processus d'exportation et d'importation. L'AFE rend également plus efficient les échanges avec la réduction des formalités administratives aux frontières, le renforcement de la transparence et le profit tiré des nouvelles technologies. Des données empiriques montrent que l'AFE a eu un impact positif sur les marges extensives du commerce dans les pays en développement, en particulier en ASS et en Amérique latine et dans les Caraïbes (Beverelli et al. 2015). En outre, les pays en développement peuvent fixer leur propre calendrier de mise en œuvre de l'AFE et accéder à une assistance technique pour améliorer leur capacité de mise en œuvre. En revanche, les membres les plus développés sont tenus de mettre en œuvre toutes les dispositions de l'AFE dès son entrée en vigueur.

**Les mesures non tarifaires (MNT) pouvant majorer le prix des biens finaux et des intrants, ont un impact non seulement sur le commerce, l'investissement et les chaînes de valeur mondiales (CVM), mais aussi sur la pauvreté et la répartition des revenus.** Les MNT peuvent affecter les CVM, dans la mesure où les échanges de pièces et de composants entre les réseaux de production représentent la majeure partie des flux commerciaux mondiaux. Pourtant, les intrants primaires des CVM se heurtent à des barrières et sont utilisés dans la production d'intrants secondaires ou tertiaires qui eux-mêmes sont soumis à des limitations lors des formalités douanières. Les multinationales doivent opérer dans de nombreux régimes réglementaires différents, ce qui peut décourager le commerce et les investissements étrangers. Les MNT sont plus difficiles à surmonter pour les petites entreprises, en particulier dans les pays à faible revenu, vu qu'elles peuvent engendrer des coûts fixes à l'entrée élevés. Les MNT ont un impact sur la pauvreté et la répartition des revenus en augmentant les prix, ce qui réduit le niveau de vie des consommateurs et accroît potentiellement les revenus des producteurs opérant dans les secteurs protégés par les MNT.

**Même s'il n'existe pas de base de données complète sur les MNT, une enquête menée par le Centre du Commerce International suggère que les exportations et les importations des Comores sont confrontées à des MNT élevées.** Les entreprises exportatrices du pays souffrent de MNT plus élevées que leurs homologues de pays pairs tels que Madagascar et Maurice. Selon le Centre du Commerce International, toutes les entreprises exportatrices de clous de girofle des Comores déclarent avoir payé des MNT élevées, tandis que 50 pour cent des entreprises exportatrices d'ylang-ylang et 67 pour cent des entreprises exportatrices d'autres produits agricoles et alimentaires déclarent avoir été confrontées à de lourdes MNT. Les exportations aussi bien que les importations du pays sont affectées par les MNT. Les entreprises exportatrices de produits agricoles sont soumises à 4,2 types de MNT, tandis que les entreprises importatrices sont soumises à 1,6 type de MNT (une évaluation de la mise en œuvre des accords AFE et SPS de l'OMC est présentée dans l'Encadré 6).

**Une mobilisation efficace et efficiente des ressources intérieures peut réduire les tarifs élevés aux Comores.** Le tarif moyen du pays s'élève à 15,1 pour cent, bien supérieur à une moyenne de 2,4 et 0,8 pour cent à Maurice et aux Seychelles, respectivement (Tableau 2). En outre, le pays impose une moyenne de droits de douane de 15,6 pour cent sur les produits non agricoles et de 12,1 pour cent sur les produits agricoles. Les droits de douane appliqués aux intrants agricoles dépassent souvent ceux indiqués officiellement, ce qui accroît l'incertitude commerciale et nuit aux producteurs avec le renchérissement des coûts de production et la réduction de la productivité. Cette situation dissuade également les petits producteurs à utiliser des semences améliorées, des engrais, des équipements agricoles et des aliments pour animaux, ce qui réduit les rendements et la compétitivité dans le secteur de l'alimentaire et de l'agriculture. Les Comores, comme de nombreux pays à faible revenu, imposent des droits de douane afin d'accroître les recettes publiques au détriment de prix à la consommation plus élevés.<sup>24</sup> La réduction des droits de douane à des niveaux qui rendraient les Comores compétitives par rapport aux pays pairs impliquerait donc une stratégie plus large visant à renforcer l'efficacité et l'efficience de la mobilisation globale des recettes.

24 Une autre raison qui explique le niveau relativement élevé des droits de douane sur les produits agricoles est qu'ils font l'objet d'un lobbying efficace visant à promouvoir la production nationale et la substitution des importations.

### **Encadré 6. Etat de mise en œuvre de l'AFE de l'OMC et des Accords sanitaires et phytosanitaires aux Comores - Produits alimentaires**

#### ***Cadre réglementaire***

Au cours des dernières années, les Comores ont accompli un travail considérable pour mettre le cadre réglementaire des importations et des exportations de denrées alimentaires en conformité avec les normes internationales définies dans l'AFE et les accords sanitaires et phytosanitaires (SPS). Toutefois, il semble que les révisions réglementaires aient été effectuées selon une approche sectorielle spécifique, sans tenir compte des autres documents réglementaires en vigueur. Cela a débouché sur l'affaiblissement du cadre réglementaire par la présence de doublons, d'omissions ou de contradictions dans les documents, ce qui limite par la suite la capacité des autorités à mettre en œuvre et à faire appliquer les réglementations de manière harmonisée.

La mise en œuvre et l'application du cadre réglementaire sont également entravées par de longs retards dans le processus de réforme. Il manque aux lois révisées et modernisées les réglementations d'application correspondantes, et le processus d'adoption des projets de documents peut prendre plusieurs années. Cela augmente le risque que les documents adoptés ne reflètent plus fidèlement les normes internationales et les meilleures pratiques les plus récentes.

#### ***Mise en œuvre***

La mise en œuvre des inspections SPS à l'importation n'est pas actuellement harmonisée et normalisée entre les points d'inspection frontaliers et les inspecteurs. Cela augmente le risque de décisions arbitraires de la part des inspecteurs SPS, accroît l'imprévisibilité du processus d'inspection SPS des importations pour les opérateurs et réduit le niveau global de sécurité sanitaire des aliments soumis aux inspections SPS.

#### ***Transparence***

Le manque d'accès en ligne aux documents nuit gravement à la transparence du cadre réglementaire et des procédures et processus applicables à l'inspection SPS des importations de denrées alimentaires. Cela représente un défi pour les parties prenantes publiques et privées et augmente le risque de décisions arbitraires, de traitement non standardisé des importateurs et de non-conformité en raison du manque d'informations.

#### ***Coordination, communication et dialogue***

On constate actuellement un manque de coordination, de communication et de dialogue tant au sein du secteur public qu'entre le secteur public et le secteur privé. Même si plusieurs plateformes ont été formellement établies dans le passé, elles ne sont pas opérationnelles à l'heure actuelle.

La ZLECAf permettra aux pays africains tels que les Comores d'accroître et de diversifier leurs exportations, d'accélérer la croissance et d'attirer les investissements.<sup>25</sup> La ZLECAf connectera 1,3 milliard de personnes dans 54 pays, avec un PIB combiné de 3,4 trilliards dollars E-U, et pourrait permettre à 30 millions de personnes de sortir de l'extrême

25 La ZLECAf est entrée officiellement en vigueur en janvier 2021. Cependant, aucun échange commercial ne s'est encore effectué dans le cadre du régime de la ZLECAf. Les négociations dans certains domaines, tels que les règles d'origine, sont en cours et, en mai 2022, 43 pays avaient déposé leurs instruments de ratification.



**Tableau 2. Résumé des tarifs moyens de la Nation la plus favorisée pour les Comores et certains pays, 2021**

pourcentage

<i>Droits de douane applicables à la nation la plus favorisée, moyenne unie</i>	<i>Comores</i>	<i>Samoa</i>	<i>Cabo Verde</i>	<i>Iles Salomon</i>	<i>Fidji</i>	<i>Timor-Leste</i>	<i>Seychelles</i>	<i>Maurice</i>
<b>TOUS LES PRODUITS</b>	<b>15,1</b>	<b>11,3</b>	<b>10,2</b>	<b>9,9</b>	<b>7,9</b>	<b>2,5</b>	<b>2,4</b>	<b>0,8</b>
<i>Produits agricoles</i>	<i>12,1</i>	<i>15</i>	<i>12,1</i>	<i>15,2</i>	<i>22,1</i>	<i>2,5</i>	<i>6,7</i>	<i>1,6</i>
Produits animaux	6,3	12,4	16,7	8,5	12,5	2,5	2,2	0
Produits laitiers	0	5,2	11,8	7,6	26,3	2,5	0	0
Fruits, légumes, plantes	10,1	17,1	8,7	10	4,6	2,6	7	0
Café, thé	20	15	25,2	10	6,7	2,5	12	2,5
Céréales & préparations	15,9	11,3	11,1	8,6	9,2	2,5	3,3	0,3
Graines oléagineuses, graisses et huiles	6,7	12,2	1,9	9,3	7	2,5	0	1,3
Sucres et confiserie	14,1	8	9,1	8,5	11,4	2,5	0	23,5
Boissons & tabac	18,3	38,5	33,9	98,5	226	2,5	50,3	8,8
Coton	20	8	0	10	0	2,5	0	0
Autres produits agricoles	18,2	11,7	10,9	9,2	4	2,5	1,4	1,2
<i>Produits non agricoles</i>	<i>15,6</i>	<i>10,7</i>	<i>9,9</i>	<i>9,1</i>	<i>5,6</i>	<i>2,5</i>	<i>1,7</i>	<i>0,7</i>
Poisson et produits de la pêche	2,5	18	23,4	10	14,2	2,5	17,2	0
Minéraux et métaux	16,7	8,8	5,4	8,5	5,9	2,5	0,4	0,5
Pétrole	18	9,3	3,9	7,6	9,1	2,5	8,3	0
Produits chimiques	20	8,4	3,2	7,7	6,9	2,5	0,4	0,4
Bois, papier, etc.	12,3	9,5	11,3	9,8	8,4	2,5	0,8	3,8
Textiles	18,5	8,7	15,3	9,9	2,4	2,5	1,5	0,9
Vêtements	20	19,9	34	10	8,8	2,5	0	0
Cuir, chaussures, etc.	12,3	15,8	17,5	10	7,3	2,5	6,9	0,9
Machines non électriques	18	8,7	2,1	9,3	0,2	2,7	0,2	0
Machines électriques	19,5	13	8,8	9,8	4,8	2,5	0,3	0,7
Matériel de transport	9,9	8,5	10,1	9	5,1	2,5	0,5	0,5
Produits manufacturés, n.d.a.	15	14,4	13	9,7	5	2,5	0,8	0,9

Source : Calculs des services de la Banque mondiale à partir des données WITS.

pauvreté. La mise en œuvre complète de la ZLECAF pourrait augmenter le revenu réel de 7 pour cent d'ici 2035, soit près de 450 milliards de dollars E-U (Banque mondiale 2020b). Selon une comparaison des scénarios de simulation (i) de réduction des droits de douane,<sup>26</sup> (ii) de réduction des droits de douane et des MNT,<sup>27</sup> ou (iii) de réduction des droits de douane et des MNT tout en poursuivant la facilitation des échanges<sup>28</sup>, la combinaison d'une réduction des droits de douane et des MNT et de mesures de facilitation des échanges générerait plus d'avantages qu'une suppression pure et simple des droits de douane. D'ici 2035, les exportations de l'Afrique pourraient augmenter de 560 milliards de dollars E-U grâce à la ZLECAF. Les Comores pourraient profiter de la ZLECAF pour diversifier l'économie et le commerce en intensifiant les échanges avec les pays voisins ou régionaux.<sup>29</sup>

26 À partir de 2020, les droits de douane sur 90 pour cent des lignes tarifaires seront supprimés purement et simplement sur une période de cinq ans (dix ans pour les pays les moins avancés). À partir de 2025, les droits de douane sur une tranche supplémentaire de 7 pour cent des lignes tarifaires seront supprimés.

27 Selon les estimations, 50 pour cent des barrières non tarifaires peuvent être supprimées par des modifications de politique dans le contexte de la ZLECAF—avec un plafond de 50 points de pourcentage. Il est également supposé que d'autres mesures de réductions des barrières non tarifaires sur les exportations soient adoptées.

28 Les estimations de l'ampleur de ces barrières commerciales sont extraites des travaux de Melo et Sorgho (2019). Celles-ci sont réduites de moitié, bien que plafonnées à 10 points de pourcentage.

29 Lorsqu'un pays effectue des échanges avec des pays comparables, ses exportations tendent à être plus diversifiées (Regolo 2013).

Les secteurs du tourisme et de la pêche pourraient bénéficier de l'adhésion à l'OMC et de la ZLECAf en réduisant les prix des produits importés, en renforçant les normes d'importation et en augmentant la taille du marché des produits exportés. Les Comores importent structurellement plusieurs produits, et une réduction des mesures non tarifaires et des tarifs contribuerait à une réduction du prix des intrants pour les secteurs du tourisme et de la pêche. La mise en œuvre des accords de l'OMC augmenterait la crédibilité du programme de réforme, car les Comores établiraient un ensemble de normes et d'institutions qui soutiennent des marchés ouverts et concurrentiels, des politiques commerciales transparentes et prévisibles, ainsi que l'État de droit et l'exécution des contrats par le biais d'un système judiciaire indépendant. Le pays pourrait utiliser des engagements contraignants pour réduire les tarifs dans le cadre de son programme de réforme économique plus large, ce qui pourrait à son tour contribuer à : (i) simplifier davantage les tarifs et leur application ; et (ii) signaler aux entreprises nationales et aux investisseurs étrangers l'évolution des Comores vers une politique plus tournée vers l'extérieur. L'adhésion à l'OMC et le respect de l'Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires (Accord SPS) pourraient aider les autorités à améliorer les normes dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche, avec des avantages potentiels en termes d'amélioration de la santé, d'amélioration de la qualité des produits importés et d'augmentation des exportations. La littérature empirique met l'accent sur l'ouverture commerciale comme l'un des principaux déterminants des IDE. Les économies ouvertes offrent des opportunités en termes d'accès aux intrants et aux marchés d'exportation et sont donc plus susceptibles d'attirer les IDE<sup>30</sup>. Enfin, la ZLECAf offre une opportunité d'exporter des produits de la pêche dans les pays africains enclavés.

---

30 Banque mondiale. 2022f. The Union of Comoros Accession to the World Trade Organization (WTO): Opportunities and Challenges. Washington, DC: Banque mondiale.





## 4. Stimuler la croissance du secteur du tourisme pour atteindre son potentiel

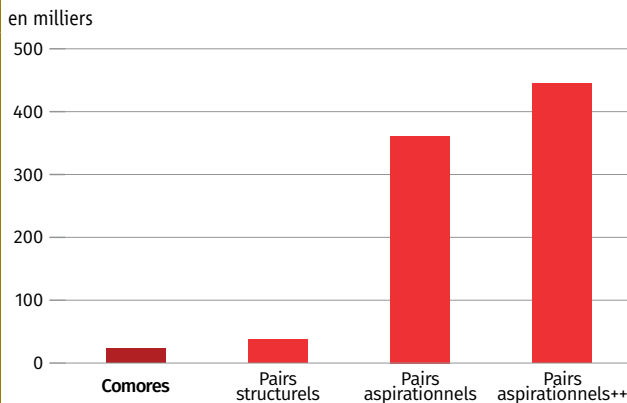
### 4.1 Préparer le terrain pour un secteur touristique plus dynamique aux Comores

Les Comores sont dotées d'un capital naturel suffisant pour devenir une destination touristique à part entière. La plupart de ses atouts touristiques sont comparables, en termes de qualité et de potentiel, à ceux de ses voisins de l'océan Indien, plus prospères, bien qu'ils soient menacés par les activités humaines et la dégradation de l'environnement. Parmi ces atouts figure une biodiversité parmi les plus riches du monde, avec des niveaux élevés d'endémisme<sup>31</sup> dans plusieurs écosystèmes (Ibouroi et al. 2021 ; Myers et al. 2000). Les Comores possèdent une réserve de biosphère reconnue par l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), qui englobe l'ensemble de l'île de Mohéli, des plages potentiellement de classe mondiale, en particulier dans la région de Mitsamiouli à Ngazidja et de Miremani à Mohéli, de vastes récifs coralliens, un volcan actif (le mont Karthala) et une faune comprenant des tortues vertes, des baleines à bosse, des dauphins, des dugongs, des singes, des chauves-souris et des lémuriers. En outre, la riche histoire des Comores, son sens inné de l'hospitalité et son patrimoine matériel et immatériel peuvent servir d'éléments constitutifs du secteur du tourisme.

Cependant, le secteur touristique du pays reste à un stade pré-émergent et sa performance est inférieure à celle des pays pairs même s'il constitue un secteur prioritaire dans les stratégies nationales de développement. Entre 1995 et 2019, en grande partie en raison de l'instabilité politique, les Comores ont attiré moins de touristes internationaux que tous les pays voisins, avec seulement 22 000 touristes supplémentaires, bien en deçà de la moyenne des pairs aspirationnels de 350 000 touristes supplémentaires (Figure 33), alors qu'il y a eu un nombre considérable et croissant de touristes visitant la région au cours de cette période (20 millions au total). De même, les dépenses touristiques internationales des Comores restent bien en deçà de celles de leurs pairs, avec 50 millions de dollars E-U en 2019, soit moins que les 90 millions de dollars E-U pour le Cabo Verde et les Seychelles et les 700 millions de dollars E-U pour l'île Maurice (Office national du tourisme des Comores 2020 ; WTTC 2022). Après une longue période d'instabilité qui a freiné son développement, le secteur du tourisme a renoué avec la croissance au début des années 2010. Entre 2015 et 2019, le nombre de touristes internationaux a progressé en moyenne de 15,1 pour cent par an, les recettes touristiques ont enregistré une hausse de 42 pour cent avec une création de 21 400 emplois directs et indirects (soit 9,9 pour cent de la création totale d'emplois) (WTTC 2022).

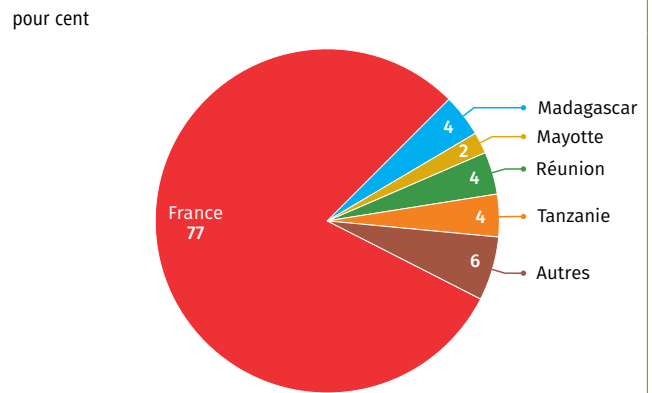
Comparé à celui de ses pairs, le tourisme aux Comores reste une proposition à faible volume et à faible valeur. Avec une demande touristique très peu diversifiée et qui dépend fortement de la France, son principal segment de marché est composé d'amis et de parents en visite dans le pays et qui dépensent peu. Au total, 77 pour cent des visiteurs aux Comores provenaient de France en 2021 ; une part qui a augmenté pendant la pandémie par rapport aux 63 pour cent en 2019 (Figure 34). Selon les estimations, la diaspora comorienne représente plus de 56 pour cent des touristes ; ils séjournent entre 7 et 10 jours dans le pays et dépensent entre 800 et 1 500 dollars E-U par voyage (Office national du tourisme des Comores, 2022). Les visites d'amis et de parents constituent généralement un segment peu dépensier, puisqu'ils ne descendent souvent pas dans des hôtels, et qu'une grande partie de leurs dépenses est destinée aux célébrations de «grand-mariages», qui stimulent la consommation dans l'ensemble de l'économie malgré leur caractère très saisonnier. Même si ce marché constitue un socle stable en termes de dépenses et de volume, il n'est pas suffisamment important pour catalyser le secteur ou conduire à une croissance significative.

31 Les espèces endémiques regroupent plus de 500 espèces de plantes, 21 espèces d'oiseaux, 9 espèces de reptiles et 2 espèces de chauves-souris frugivores.

**Figure 33. Touristes supplémentaires dans les pays pairs entre 1995 et 2019**

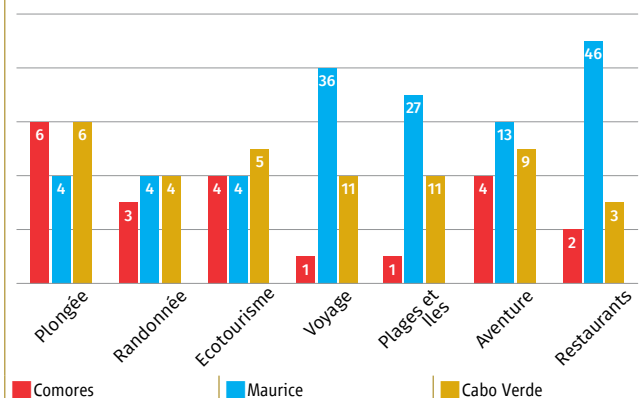
Source : OMT, Bulletin statistique du tourisme des Comores 2020, et estimations des services de la Banque mondiale.

Remarque : Les pays pairs structurels incluent les petits pays insulaires qui partagent les mêmes fondamentaux économiques que les Comores : Sao Tomé-et-Principe, Timor-Oriental et les Îles Salomon. Les pays pairs aspirationnels présentent des caractéristiques structurelles similaires à celles des Comores, mais ont enregistré une croissance par habitant plus rapide et sont parvenus à développer leur secteur touristique : Tonga, Samoa, Fidji et le Cabo Verde. Les pays pairs aspirationnels++ incluent Maurice et les Seychelles, les deux économies à la croissance la plus rapide parmi les pays pairs aspirationnels potentiels.

**Figure 34. Cinq premiers pays de provenance des touristes visitant les Comores, 2021**

Le secteur touristique du pays est composé de quelques entreprises avec un produit généralement peu diversifié, en concurrence pour de faibles volumes de visiteurs. Les Comores comptent environ 195 structures touristiques formelles, dont 39 pour cent entrent dans la catégorie des établissements d'hébergement de niveau zéro à deux étoiles pour la plupart. Les structures d'hébergement se caractérisent par leur petite taille et leur simplicité, avec une moyenne nationale de 12 chambres (à Mohéli, Anjouan et Ngazidja, la moyenne est respectivement de 7, 12 et 21 chambres par établissement), regroupées autour des agglomérations de Moroni et de Mutsamudu. Les taux d'occupation des lits restent faibles (25 pour cent en moyenne en 2019) et la saisonnalité est élevée, les établissements recevant 3,1 fois plus de visiteurs en haute saison qu'en basse saison (le taux le plus élevé étant enregistré à Mohéli, avec 4,4 fois). La moitié des structures touristiques du pays sont implantées à Ngazidja, qui regroupe également 71 pour cent des hôtels d'un équivalent 3 étoiles du pays. L'État possède les hôtels les plus prestigieux du pays (The Golden Tulip, Retaj et Al Aman), qui souffrent de sous-investissement, le reste étant principalement constitué de petits établissements locaux. Actuellement, 80 pour cent des entreprises touristiques appartiennent à des Comoriens (Banque mondiale 2022b) et se caractérisent par un manque général d'adéquation entre le produit et le marché. Des lacunes dans la chaîne de valeur existent dans les segments des voyagistes, du transport touristique, des prestataires d'activités spécialisées et des structures d'hébergement de qualité, ce qui ne permet pas d'offrir une expérience touristique complète et d'être compétitif sur le plan international.

La meilleure option pour les Comores pourrait être de se positionner sur des segments touristiques en rapport avec la nature, le bien-être et le mode de vie actif, afin de tirer parti de l'évolution des tendances de la demande mondiale. Une analyse des recherches Google effectuées en France, le principal marché source pour les Comores, indique que si les Comores sont moins compétitives que les pays comparables dans les recherches génériques telles que « voyage » et « plage », elles deviennent beaucoup plus compétitives (c'est-à-dire relativement plus prisées) dans des spécialités de niche telles que la plongée et la

**Figure 35. Indice moyen d'intérêt pour la recherche des principaux termes touristiques par pays (marché français)**

Source : Mabrian, Google 2022.

Remarque : L'intérêt de recherche moyen est un indice compris entre 0 et 100, 100 représentant l'intérêt le plus élevé.



randonnée, où les Comores se rapprochent des pays comparables en termes d'intérêt de recherche, en particulier après la reprise post-COVID-19 (Figure 35). Cet intérêt pour les atouts naturels spécialisés (aires marines protégées, volcans, faune, etc.) suggère qu'il est nécessaire d'opérer un recentrage stratégique sur des segments de niche où les Comores disposent d'un avantage comparatif naissant, plutôt que d'adopter une approche de masse, mer-sable-soleil, qui constitue un marché très concurrentiel avec peu de différenciation. En outre, les touristes accordent aujourd'hui plus d'importance à la durabilité et veillent à ce que les retombées économiques du tourisme profitent aux communautés locales. Les résultats de l'enquête montrent que 61 pour cent des voyageurs souhaitent voyager de manière plus durable à l'avenir et que 68 pour cent des voyageurs souhaitent que l'argent qu'ils dépensent soit redistribué à la communauté locale.<sup>32</sup>

### Encadré 7. Comment le tourisme s'est-il développé dans les économies voisines de l'océan Indien ?

#### **Maurice**

À Maurice, le tourisme a évolué avec le développement de l'aviation civile mondiale après la Seconde Guerre mondiale, le pays ayant servi d'escale à certains des premiers vols entre l'Australie et l'Afrique du Sud. La création d'Air Mauritius en 1967 a permis d'élargir la connectivité, et le secteur privé a réagi avec l'ouverture des hôtels de plage. En 1964, le pays a attiré 10 000 visiteurs, et ce chiffre a presque triplé pour atteindre 27 650 en 1970. Jusqu'à l'indépendance, le tourisme a été principalement tiré par le secteur privé, les barons locaux du sucre ayant investi dans le secteur, et nombre d'entre eux détiennent toujours les plus grandes entreprises de tourisme et d'hôtellerie du pays.

Après son indépendance en 1968, le gouvernement s'est lancé dans un ambitieux programme de diversification économique pour aller au-delà du seul secteur de la production sucrière. Le tourisme constituait l'un de ses secteurs de prédilection, et le gouvernement s'est concentré sur le tourisme balnéaire haut de gamme. Il a intégré des facteurs de durabilité dans la planification et le développement du tourisme, en contrôlant étroitement le développement de sa zone côtière pour s'assurer que les nouvelles propriétés respectent les normes environnementales. Il a également adopté plusieurs mesures d'incitation à l'investissement, notamment des prêts préférentiels, qui ont attiré les investissements directs étrangers (IDE). Sun International Hotels a été le premier à ouvrir des centres de villégiature intégrés dans la région en 1975/76. Cette même société détenait l'hôtel Galawa aux Comores.

Avec un stock d'établissements phares bien implantés sur l'île, les entrepreneurs locaux ont ouvert des petites et moyennes entreprises (PME) touristiques pour fournir des services auxiliaires tels que le transport, les excursions, l'artisanat et l'approvisionnement en divers produits. L'île Maurice s'est toujours concentrée sur le tourisme haut de gamme et à faible impact, et après une période de baisse du taux d'occupation dans les années 1990 et au début des années 2000, elle a encouragé la construction d'hôtels 4 et 5 étoiles uniquement et a investi dans une image de marque solide et une école hôtelière de haut niveau, ce qui a permis de multiplier le nombre de Mauriciens occupant des postes de direction. Son portefeuille de capitaux financiers locaux (barons du sucre), sa stabilité et ses liaisons aériennes établies tôt dans l'histoire ont constitué une base solide pour le développement du secteur du tourisme. Cette croissance a été facilitée par la priorité accordée aux segments de marché pour lesquels le pays dispose d'un avantage comparatif (touristes haut de gamme venus de loin et attirés par la plage) et, du côté de l'offre, par les efforts déployés en faveur de la durabilité, de la qualité et du dialogue avec le secteur privé.

*Suite à la page suivante*

Encadré 7. Comment le tourisme s'est-il développé dans les économies voisines de l'océan Indien ? (suite)

### **Les Seychelles**

Les Seychelles ont connu un développement similaire à celui de l'île Maurice, accueillant les passagers arrivant par voie maritime avant la construction de l'aéroport de Mahé au début des années 1970. Cela a entraîné une vague de construction d'hôtels après une promotion soigneusement orchestrée de l'image de marque et du commerce du voyage, avec le slogan : « *Seychelles Unique by a thousand miles* » (Les Seychelles Uniques à des milliers de milles). Les croisières ont constitué un atout majeur durant les années 1970 et catalysé la croissance des petites et moyennes entreprises locales d'excursions et des organisateurs de croisières qui se sont engagés également par la suite dans la prestation de services aux centres de villégiature. Une école hôtelière a ouvert ses portes en 1974 et le pays a accueilli plus de 45 000 touristes en 1976, puis 65 000 en 1981, première année où le nombre de visiteurs a dépassé celui de la population du pays. Cette croissance a incité le pays à se pencher sur les limites de sa capacité d'accueil et à se positionner comme une destination de luxe, dont le prix est en moyenne plus élevé que celui de l'île Maurice. Au début des années 1990, le nombre de lits sur les îles de Mahé, Praslin et La Digue était limité à 4 000, ce qui a stimulé le développement des îles périphériques (elles-mêmes limitées à 500 lits), obligeant le secteur privé à privilégier le rendement plutôt que le volume. Des politiques environnementales strictes et des règles de construction hôtelière ont été imposées, exigeant des bâtiments de caractère seychellois, avec des restrictions de hauteur et de volume favorisant les hôtels de petite et moyenne taille par rapport aux grands complexes hôteliers à empreinte environnementale réduite. En conséquence, et pour encourager les investissements locaux dans le tourisme à petite échelle, les propriétés sont réservées aux investisseurs seychellois.

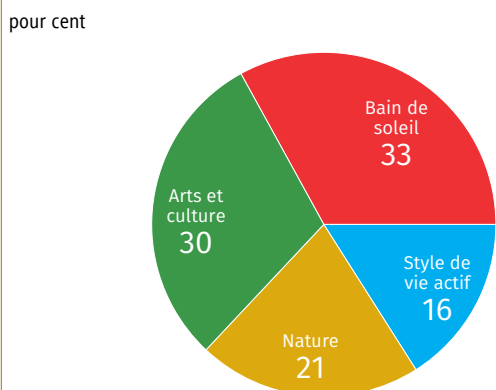
Pour leur part, Nosy Be et Zanzibar ont opté pour le tourisme de moyenne et grande envergure, avec plusieurs établissements proposant des séjours tout compris, selon un modèle d'intégration verticale piloté par des voyagistes étrangers et desservi par des compagnies aériennes charters. À Zanzibar, l'introduction d'un nouveau code d'investissement touristique a catalysé la croissance du tourisme au milieu des années 1980 et a attiré les IDE, parallèlement à l'amélioration des infrastructures (routes, aéroport et restauration de Stone Town). Sur la totalité des investissements touristiques entre 1988 et 2011, 95 pour cent étaient d'origine étrangère, avec 3,0 pour cent investis par des Zanzibaris et 1,3 pour cent par des continentaux (Lema, 2016).

Il est certes important de comprendre la stratégie adoptée par les pays de la région pour développer leur secteur touristique, mais les Comores développent actuellement leur industrie touristique dans un contexte et une dynamique de marché très différents de ceux qui ont prévalu lorsque leurs voisins ont développé leurs infrastructures touristiques dans les années 1970 et 1980. Certains facteurs clés restent inchangés : le rôle majeur de la connectivité pour stimuler la croissance et du volume minimum pour stimuler la connectivité, ainsi que la nécessité de réduire les risques liés à l'investissement privé en raison des coûts élevés des intrants, du sous-développement des infrastructures et de l'incertitude de la demande. Cependant, de nombreux facteurs ont changé, et ce qui a donné de bons résultats pour les pays voisins entre les années 1960 et 2000 n'en donnera pas forcément pour les Comores aujourd'hui. Le secteur est plus compétitif, segmenté, consolidé et complexe qu'il ne l'était auparavant, et les consommateurs sont plus connectés, fragmentés et sophistiqués. Les destinations concurrentes bénéficient d'une avance de plusieurs dizaines d'années, ce qui renforce les barrières à l'entrée des nouvelles destinations dans le secteur du tourisme international.

Source : (Chinnan, 2019; De Groot et Molderez, 1995; Ministère du Tourisme des Seychelles, n.d.).

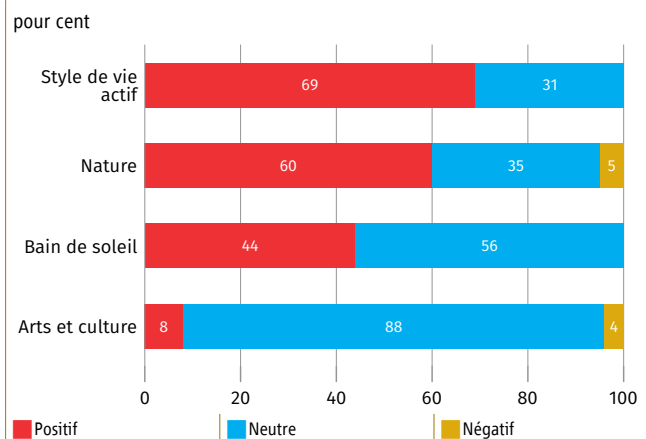
Cependant, un décalage est observé entre les aspirations des visiteurs potentiels, les activités qu'ils font une fois au pays et leur satisfaction quant à leur vécu en tant que visiteurs. Selon les résultats d'une analyse de sentiment par apprentissage automatique effectuée sur 2 991 avis publiés en ligne sur les voyages aux Comores, les activités obtenant le plus haut niveau de satisfaction sont en rapport à des niches d'intérêts tels que le style de vie actif (68,8 pour cent positif) et la nature (60 pour cent positif) (Figure 37). Cependant, dans l'analyse des produits disponibles dans la destination, les Comores présentent un plus grand nombre de produits en rapport aux plages qu'aux produits de niches, alors qu'il y a une plus grande satisfaction enregistrée pour les produits autres que les bains de soleil, ce qui indique un décalage entre les produits et le marché (Figure 36). Cela confirme l'importance de se concentrer sur les segments niches en rapport avec les produits et services liés au style de vie actif et à la nature à court terme. De plus, il est important de mettre le marketing en accord avec la stratégie d'élaboration des produits et d'investissement dans ces niches pour assurer que le pays s'appuie sur la demande (intérêt et tendances mondiales) pour préparer son offre (produits, attractions et installations). Les produits d'intérêt spécifique dans ces niches sont l'écotourisme et l'observation de la faune (observation des baleines, des chauves-souris, des dauphins, etc.), le mont Karthala, la plongée sous-marine et la plongée libre. En conséquence, en partie à cause de ce décalage entre les produits et le marché, le niveau de satisfaction des visiteurs aux Comores est faible, le score étant de 59/100 à l'indice de satisfaction de Mabrian, ce qui est bien inférieur au score de Maurice qui est de 87, ou du Cabo Verde de 78 et des Iles Samoa de 94.

**Figure 36. Intérêt pour les principaux produits touristiques des Comores selon les indications des avis sur TripAdvisor, 2017–2022**



Source : Mabrian 2022 ; TripAdvisor 2022.

**Figure 37. Satisfaction quant aux principaux produits touristiques des Comores selon une analyse de sentiment basée sur les avis sur TripAdvisor, du 1er septembre 2017 au 30 septembre 2022**



Source : Mabrian 2022 ; TripAdvisor 2022.

Il existe pour le secteur privé des opportunités d'investissement dans les centres de villégiature phares à Ngazidja (moyen terme) et dans les établissements d'écodolges de petite taille sur les autres îles. Le Gouvernement des Comores et différentes études indépendantes ont cerné plusieurs opportunités d'investissement touristique pour les communautés, les petits opérateurs et les grands investisseurs, notamment des investissements à Mohéli (zone de Miremani) et Ngazidja (Mitsamiouli, Karthala et Chindini). Cela comprend des zones pour des centres de villégiature phares (Mitsamiouli et Chindini), des écodolges (Miremani), des campements à tentes (Karthala) et des bungalows à trois étoiles et plus, qui répondent aux besoins des marchés niches telles que le bien-être et la plongée. En plus de l'hébergement, il existe des opportunités d'investissement dans les voyagistes réceptifs et les sociétés de transport touristique, en particulier à Anjouan et Mohéli, où peu d'opérateurs de qualité existent. Ces opportunités pour les « premiers arrivés » comprendraient l'accès à des emplacements fonciers de premier ordre et de classe mondiale où la concurrence est faible, même si ces premiers arrivés font souvent face à des risques (perçus) importants et à des coûts élevés. Compte tenu de ces risques, les Comores peuvent s'appuyer sur sa large diaspora fortement engagée, ainsi que

sur les investisseurs de style de vie international,<sup>33</sup> pour stimuler l'aménagement des installations d'hébergement de qualité indispensables (Tableau 3).

**Tableau 3. Tendances de la demande des consommateurs qui concernent les Comores**

<i>Tendances du marché mondial qui concernent les petits Etats insulaires en développement</i>	<i>Points à prendre en compte pour les Comores</i>
La pandémie a accru l'intérêt dans les activités physiques, en plein air et basées sur la nature. Selon les évaluations, le segment du tourisme d'aventure représenterait au moins 420 milliards de dollars E-U, soit environ 30 pour cent du marché mondial des voyages à l'étranger de 1,4 billions dollars E-U. Selon les résultats d'une étude longitudinale récente de Booking.com, l'intérêt pour les hébergements écologiques a augmenté de plus de 30 pour cent entre 2016 et 2021 (Booking.com, 2021).	Les Comores disposent d'atouts naturels solides mais sous-développés et peuvent tirer profit du tourisme d'aventure, en particulier des activités telles que la plongée, l'observation de la faune et la randonnée. Cependant, le nombre d'opérateurs locaux est insuffisant, et la certification et les compétences des prestataires devraient être améliorées.
Les touristes accordent plus d'importance à la durabilité et veillent à ce que les avantages économiques du tourisme parviennent aux communautés locales. Selon les recherches, 61 pour cent des voyageurs souhaitent voyager de manière plus durable à l'avenir, et 68 pour cent souhaitent que l'argent qu'ils dépensent revienne à la communauté locale (Booking.com, 2021).	L'intégration de mesures d'écologisation aux nouveaux projets et l'appui aux initiatives communautaires peuvent être d'importants facteurs de durabilité et d'inclusion ainsi que des opportunités en termes de marketing.
Les risques d'ordre sécuritaire et sanitaire constituent des préoccupations de plus en plus prises en compte. Après leur propre statut vaccinal, l'hygiène dans le pays de destination, les soins de santé et les restrictions au voyage figurent parmi les principales préoccupations en rapport à la COVID-19 affectant les décisions des voyageurs en matière de vacances. Les vacances bien-être et régénérantes gagnent en popularité.	Les Comores possèdent un certain nombre de plantes médicinales et aromatiques qui peuvent être utilisées dans les soins de bien-être et de beauté (exemple : ylang-ylang, vanille et clou de girofle), et ces îles bénéficient d'un excellent climat et présentent des paysages sereins. Cependant, le pays a besoin d'installations adaptées et d'un positionnement clair pour attirer ce segment de clientèle et concurrencer les destinations telles que la Thaïlande. Le manque d'installations médicales de qualité peut également décourager les visiteurs et les voyageurs.
Les séjours sont plus longs et les dépenses par voyage sont plus élevées. Les recettes mondiales du tourisme international se sont redressées plus rapidement que les volumes des visiteurs, augmentant de 15 pour cent en 2021 pour atteindre 1 500 dollars E-U par touriste, à cause de l'accumulation de l'épargne et de l'allongement des durées de séjour (Travel Agents Selling the Caribbean, 2020). Cela permet de fournir un hébergement de meilleure qualité et de long séjour.	Les logements privés mis en location avec cuisine équipée peuvent à la fois remédier au manque d'hébergement de qualité et accueillir les nomades numériques, les familles et les voyageurs en séjour de longue durée. L'amélioration de la pénétration d'Internet, des services des visas, des paiements numériques et des services de transport pourrait être nécessaire pour débloquer ces marchés, ainsi que la rédaction de la législation secondaire pour opérationnaliser le nouveau cadre juridique sur les appartements locatifs et les chambres d'hôtes.
L'utilisation des outils numériques s'accélère. Les voyageurs, en particulier ceux des générations plus jeunes, utilisent de plus en plus les outils numériques pour éviter les intermédiaires et réserver directement un logement et des services. Les entreprises qui ont investi dans les compétences en TIC devraient se rétablir plus rapidement.	Les entreprises touristiques des Comores ont une faible performance en termes de présence numérique et d'utilisation d'outils numériques, une situation aggravée par la faiblesse de la pénétration d'Internet, l'insuffisance des paiements numériques et le sous-développement du secteur technologique.

Source : Banque mondiale. 2022a. Blue Tourism in Islands and Small Tourism-Dependent Coastal States: Tools and Recovery Strategies. Banque mondiale : Washington DC.

33 Généralement, le secteur du tourisme comprend un nombre disproportionné d'investisseurs dans le « style de vie » dont les motivations ne sont pas uniquement de chercher un profit (Banque mondiale, 2022c). C'est particulièrement le cas pour les premiers arrivés dans les destinations touristiques émergentes où les risques (perçus) d'investissement sont plus élevés, ce qui fait qu'attirer les investisseurs institutionnels et de portefeuille plus conventionnels, à but purement lucratif, devient plus difficile.

## 4.2 Remédier aux problèmes de gouvernance et sectoriels pour libérer le potentiel touristique des Comores

La fragmentation de la gouvernance du secteur et le sous-financement budgétaire pèsent sur le développement du secteur touristique en entravant la mise en œuvre des plans et des politiques. Deux principales institutions publiques assurent la gouvernance du secteur touristique : la Direction Nationale du Tourisme et de l'Hôtellerie (DNTH) sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture, de la Pêche, de l'Environnement, du Tourisme et de l'Artisanat, chargée de la planification et de la régulation du secteur, et l'Office National du Tourisme des Comores (ONTC), qui oriente le marketing et la promotion. En plus des institutions transversales, l'ONTC et la DNTH ont leurs propres organes régionaux sur chaque île qui sont administrés par le gouvernorat de chaque île. Leur efficacité est cependant limitée par la faiblesse des capacités et l'insuffisance des budgets, le manque de clarté des mandats et des liens hiérarchiques, et une faible coordination entre les institutions nationales et régionales ainsi que par la nécessité d'intégrer de manière adéquate les priorités spécifiques aux îles. L'organisation et la structure hiérarchique des institutions touristiques entraînent des problèmes en termes d'orientation stratégique commune, de suivi, de résultats et de redevabilité. De plus, les mandats de chaque entité ne sont pas clairement définis et se chevauchent parfois. La DNTH ne dispose pas d'un budget de fonctionnement et l'ONTC ne reçoit que 37 pour cent (72 000 dollars E-U) de son allocation budgétaire de 194 000 dollars E-U, ce qui fait que les grandes interventions dans le secteur sont à financer par les bailleurs. La loi sur le tourisme, adoptée en 2022, vise à résoudre ces problèmes sectoriels en améliorant l'organisation des institutions du secteur, en définissant de nouvelles formes d'entreprises touristiques, en clarifiant les processus d'octroi de licences touristiques, en prenant des dispositions pour la mise en place d'un système de classification des logements et en prévoyant des taxes parafiscales spécifiques au tourisme pour la promotion et le développement du secteur, qui nécessitent tous l'adoption d'une législation secondaire pour être effectivement mis en œuvre (Encadré 8). Les associations professionnelles restent également relativement faibles et fragmentées, jouant un rôle insuffisant dans la coordination et le développement du secteur.

### Encadré 8. L'affectation des taxes touristiques parafiscales

La part des taxes touristiques affectée aux fonds généraux par opposition à un réinvestissement dans le secteur du tourisme varie en fonction du contexte du secteur et du pays, du stade de développement touristique de la destination et des sources de financement existantes pour le développement du tourisme. Aux Etats-Unis, les Etats et les administrations locales peuvent imposer des taxes touristiques. A Houston, par exemple, 100 pour cent des taxes locales de séjour hôtelier sont réinvesties dans le marketing du secteur du tourisme tandis qu'à Los Angeles, 40 pour cent de ces taxes sont réinvestis dans le secteur du tourisme. A Hawaii, la « *Tourism Accommodation Tax* » (TAT), lancée en 1986, a appuyé la création de la « *Hawaii Tourism Authority* » et la construction du « *Hawaii Convention Center* ». La taxe constitue une source de fonds dédiée à la promotion et son prélèvement est aisé, avec un impact limité sur les résidents. Plus important encore, il permet un transfert fiscal clair et transparent du financement public pour la gestion, le marketing et le développement du tourisme. Les recettes de la « *Tourism Accommodation Tax* » sont réparties entre les comtés (20 pour cent), le « *Tourism Special Fund* » géré par la « *Hawaii Tourism Authority* » (16 pour cent), le « *Convention Center* » (5 pour cent), les programmes de conservation (0,8 pour cent) et les Fonds généraux (57 pour cent). En 2020, le pays insulaire de Sainte-Lucie a introduit une taxe sur le tourisme de 3 à 6 dollars E-U par personne et par nuitée, servant en totalité à financer le marketing et le développement du tourisme.

Source : Société Financière Internationale 2019; RCI St Lucia 2020.

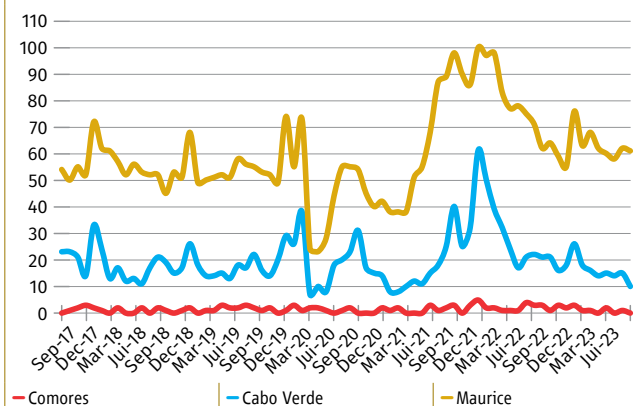


#### 4.2.1 Il est possible d'accroître la demande en s'attaquant aux problèmes d'insuffisance de la connectivité, de mauvaise image du pays en tant que destination et de faiblesse de la proposition de valeur touristique

Bien qu'il y ait eu des progrès en termes d'élargissement de l'accès international par voie aérienne, le tourisme continue d'être entravé par la faible connectivité internationale et inter-îles (en termes de prix et de fréquence). La connectivité aérienne s'est améliorée mais reste inférieure à celle des pays de comparaison. A l'Indice de connectivité aérienne de l'IATA, la connectivité des Comores s'est améliorée, le pays ayant progressé de cinq places entre 2009 et 2019, atteignant la 203<sup>e</sup> place sur 219 pays en 2019. Ce niveau de connectivité se rapproche de celui de São Tomé et Príncipe (205<sup>e</sup>), mais reste faible par rapport à ses pairs ambitieux tels que le Cabo Verde (126<sup>e</sup>) et l'île Maurice (92<sup>e</sup>). Malgré des améliorations, selon toutes les entreprises touristiques interrogées en 2022, l'accès par voie aérienne serait une contrainte « très importante » au développement du tourisme aux Comores, et 60,8 pour cent l'ont directement considéré comme une problématique pour leur fonctionnement (Banque mondiale 2022b). Selon les tendances, les prix des vols vers les Comores reviennent plus chers que pour ceux vers les pays de comparaison de la région. La fréquence et le nombre d'itinéraires desservis dépendent des fortes variations saisonnières<sup>34</sup> de la demande et sont restreints par la faiblesse des volumes globaux. Selon une comparaison des coûts des vols sur la période du 10 au 16 octobre 2022, les vols en partance de Paris vers les Comores sont de 18 pour cent plus chers que ceux vers l'île Maurice, 37 pour cent de plus que ceux vers les Seychelles et 88 pour cent de plus que ceux vers Cabo Verde mais 7 pour cent moins chers que ceux vers São Tomé et Príncipe. Enfin, la fiabilité de la connectivité inter-îles représente une contrainte majeure, étant donné qu'il y a peu de compagnies aériennes reliant les trois îles et que les infrastructures portuaires ont besoin d'importantes améliorations pour permettre la connectivité inter-îles et l'accostage des navires de croisière. La petite taille (15 à 20 sièges) et le petit nombre d'avions desservant les liaisons intérieures (1 à 3 aéronefs) font qu'il y a une faible capacité excédentaire à répondre à l'afflux de touristes que même un établissement d'hébergement supplémentaire de taille moyenne apporterait.

Les Comores ne disposent ni d'un avantage comparatif clair ni d'une proposition de vente unique pour le tourisme, entraînant une faible reconnaissance de la marque et une faible satisfaction des visiteurs. Le budget alloué à l'image de marque et au marketing des Comores en tant que destination touristique est faible, entraînant une faible notoriété internationale de la marque. La visibilité numérique du pays est particulièrement faible. Selon une comparaison des tendances mondiales dans les recherches sur les voyages et le tourisme, l'intérêt pour les Comores est minime et stagnant au fil du temps, en particulier par rapport à Maurice et au Cabo Verde (Figure 38). Une utilisation stratégique du marketing numérique pourrait contribuer à promouvoir la destination (Encadré 9).

**Figure 38. Intérêt pour les voyages aux Comores, au Cabo Verde et à Maurice, tel qu'indiqué par les recherches, 2017–2023**



Source : Google Trends 2023.

Remarque : Les nombres reflètent l'intérêt tel qu'indiqué par les recherches par rapport au point le plus élevé du graphique pour la région et la période données. Une valeur de 100 correspond à un pic de popularité sur la période. Une valeur de 50 indique que la période présente une popularité inférieure de moitié. Un score de 0 indique qu'il n'y avait pas assez de données pour cette période. Le reste des points est calculé à partir du point le plus élevé du graphique, dans ce scénario le point le plus élevé étant pour l'île Maurice, l'endroit correspondant au pic des recherches.

34 Selon les estimations et les tendances, les arrivées de passagers à Ngazidja pendant la haute saison (juillet) représentent plus du double de celles de mai (OAG, 2022).

### Encadré 9. Campagne de marketing numérique au Belize : stimuler les ventes et mesurer le succès à l'aide du marketing numérique

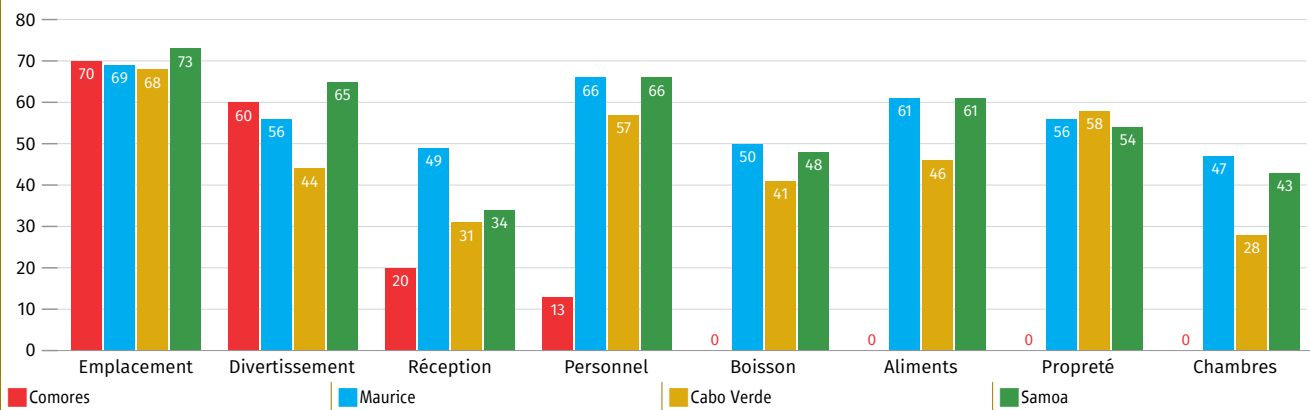
L'Office du Tourisme du Belize s'est efforcé de réaliser l'objectif stratégique d'accroître le nombre d'arrivées par voie aérienne en provenance du Royaume-Uni à travers une campagne numérique interactive et la collecte de données sur les consommateurs. La campagne visait à accroître la notoriété et améliorer la connaissance du Belize en tant que destination et à stimuler les ventes en ligne à travers les partenaires de la campagne. La campagne multicanal s'est appuyée sur des outils de réseaux sociaux, tels qu'Audience Network de Facebook, des campagnes YouTube et des histoires Instagram interactives, pour générer des visites sur le site web de la destination Belize. Un contenu attrayant a été créé pour la communication sur la marque Belize, dans des formats courts et longs pouvant être utilisés dans différents espaces. De plus, la campagne comprenait des campagnes d'acquisition de données pour collecter des renseignements sur les consommateurs conformément au Règlement général sur la protection des données et créer la base de données des courriels du Belize. Il est important de noter que parmi les résultats de la campagne, il y a eu une augmentation de 100 pour cent des réservations à travers les partenaires, 15 millions d'impressions recueillies auprès du public ciblé et plus de 6 500 adresses courriel collectées conformément au Règlement général sur la protection des données.

Source : Digital Visitor.

#### 4.2.2 L'amélioration des infrastructures et de la main-d'œuvre qualifiée, des conditions de financement et la réduction de la dégradation de l'environnement pourraient stimuler l'offre de services touristiques

Les Comores ne disposent pas de la masse critique de chambres de qualité orientées vers le marché des loisirs, qui est nécessaire pour devenir une destination touristique compétitive. Selon une estimation des équivalences étoiles<sup>35</sup> produite par l'ONTC, 66 pour cent des établissements d'hébergement serait d'une qualité correspondant à une étoile ou moins, aucune propriété n'étant de qualité équivalente à quatre ou cinq étoiles. Seuls six établissements (9 pour cent des entreprises d'hébergement interrogées) seraient de qualité équivalente à trois étoiles, offrant 218 chambres au total, dont la plupart sont destinées aux voyageurs d'affaires. Selon les données tirées des sites en ligne d'avis sur les voyages, la satisfaction pour les hôtels aux Comores serait beaucoup plus faible que celle pour les destinations de comparaison, les Comores obtenant un score de 43/100 à l'indice de satisfaction de Mabrian, ce qui est bien inférieur à celui de l'île Maurice qui est de 71 et de celui du Cabo Verde qui est de 61. La satisfaction est particulièrement faible pour les hôtels de qualité équivalente à trois étoiles (38/100), cette catégorie étant la plus élevée existant aux Comores. En ce qui concerne les aspects intérieurs des hôtels, la satisfaction quant aux chambres d'hôtel, à la propreté, à la nourriture, aux boissons et au personnel est extrêmement faible (Figure 39). Ceci est corroboré par l'évaluation de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) avant la rédaction de la loi sur le tourisme de 2022, qui a identifié les problèmes clés suivants : (a) processus d'hygiène et de sécurité insuffisants ; (b) le manque de formation ; et (c) l'absence d'un système de classification des hôtels. Ce manque d'hébergement de qualité est dû à : (i) un manque de connaissance sur l'adaptation des produits au marché parmi les entreprises locales et en place; (ii) de faibles niveaux d'IDE causés par un risque élevé (perçu) et des coûts élevés ainsi qu'une absence de notoriété touristique/une faible visibilité de la destination ; et (iii) la forte concurrence des autres destinations, posant des contraintes sur les scénarios de tarification/rentabilité, en particulier à cause des structures de coûts élevés requises par la faible disponibilité/fiabilité des services publics tels que l'électricité et l'eau.

35 Le système de classification des hébergements des Comores n'est pas encore opérationnel. Les estimations d'équivalences étoiles ont été produites par l'ONTC en se basant sur un échantillon de 68 hôtels.

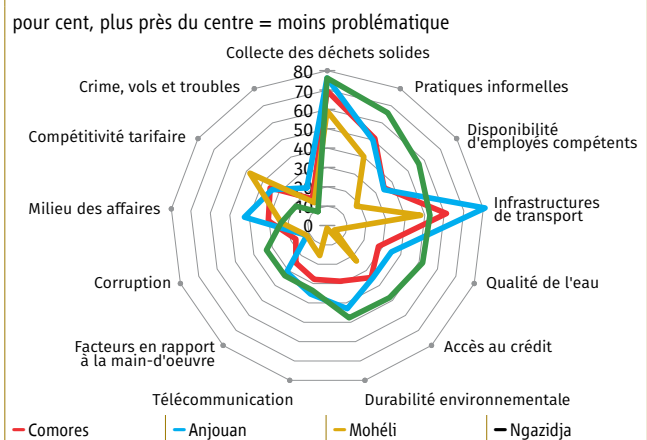
**Figure 39. Indice de satisfaction par rapport aux hôtels par catégorie : Comores et pays de comparaison, 2017–2022**

Source : Mabrian ; Twitter, TripAdvisor, Booking.com et Expedia 2022.

Remarque : L'indice de satisfaction par rapport aux hôtels (I) est élaboré par Mabrian et regroupe les avis en ligne dans les catégories clés, 100 représentant la satisfaction la plus élevée. Le système de classification des logements des Comores n'est pas encore opérationnel. Les estimations d'équivalences étoiles ont été produites par l'ONTC en se basant sur un échantillon de 68 hôtels.

Les défis en rapport au recrutement de main-d'œuvre qualifiée et à l'accès au financement minent la capacité des entreprises touristiques à améliorer la qualité et accroître la productivité. Selon 70 pour cent des entreprises interrogées, la disponibilité de travailleurs qualifiés représente un défi pour le secteur du tourisme aux Comores. Il existe peu de programmes de formation formels disponibles, seule l'Université des Comores propose une filière tourisme et hôtellerie. Les conditions de financement tendent à être défavorables compte tenu du profil de risque du secteur émergent et des importants investissements en capital nécessaires à ce stade initial. Plus de 40 pour cent des entreprises touristiques interrogées s'appuient exclusivement sur leurs fonds propres pour leur financement, suivies de 12 pour cent qui sollicitent un financement auprès d'amis et de parents. Parmi les répondants, 9 et 12 pour cent recourent à des lignes de crédit et des prêts, respectivement. Malgré le besoin de financement à long terme du secteur, les conditions de financement sont généralement à une échéance inférieure à trois ans et sont assorties d'importantes exigences de garantie et des taux d'intérêt d'environ 14 pour cent (à partir de 2022).

Les déficiences des infrastructures et des services publics augmentent les coûts supportés par les investisseurs et les consommateurs, entraînant des externalités négatives ainsi qu'une moindre satisfaction des visiteurs. Selon presque toutes les entreprises interrogées, les déficits d'infrastructures et de services de base tels que les routes, l'eau et l'électricité représentent des défis majeurs, les préoccupations spécifiques variant d'une île à l'autre (Figure 40). Au total, 98 pour cent des entreprises touristiques interrogées considèrent que l'insuffisance d'infrastructures et les défaillances des services de base constitue une contrainte « très importante » au développement du tourisme (Banque mondiale, 2022b). Les services de base tels que l'eau et les routes sont déjà insuffisants pour répondre aux besoins de la population en croissance des Comores. La disponibilité de l'eau n'est pas constante, ce qui nécessite souvent des investissements supplémentaires (exemple : citernes et camions-citernes)

**Figure 40. Facteurs les plus problématiques pour les entreprises touristiques**

Source : (Banque mondiale, 2022).

Remarque : l'expression « Collecte des déchets solides » désigne la « collecte des déchets solides et des eaux usées ».

par les entreprises touristiques pour assurer un approvisionnement adéquat<sup>36</sup> (Banque mondiale, 2022b). De plus, les routes, en particulier l'accès au dernier kilomètre, sont en mauvais état,<sup>37</sup> ce qui entraîne une augmentation du coût des véhicules (des voitures à quatre roues motrices sont nécessaires) et de leur entretien, ainsi que le coût des excursions et des forfaits touristiques. Ces coûts élevés des intrants sont répartis sur de faibles volumes de visiteurs, entraînant des coûts plus élevés par visiteur pour les entreprises touristiques qui les répercutent sur les consommateurs. Cela affecte également la capacité des entreprises à garantir la constance de la qualité de leurs services, étant donné qu'elles doivent porter leur attention sur les infrastructures de base.

A cause de l'absence de réseau d'égout et de systèmes de gestion des déchets solides, le tourisme contribue à l'augmentation des externalités négatives sur l'environnement, ce qui pourrait creuser l'écart d'équité en matière d'accès aux ressources pour les résidents si le tourisme se développe sans qu'une réponse soit apportée aux problèmes de la fourniture des services de base. Selon les entreprises touristiques interrogées, la collecte des déchets solides est l'un des plus grands problèmes auxquels elles sont confrontées dans leurs activités, 70 pour cent des personnes interrogées la jugeant « problématique » et, 25,7 pour cent d'entre elles la qualifiant de « problème grave » (Banque mondiale, 2022b). Les Comores génèrent 0,32 kg de déchets solides par habitant et par jour, dont la plupart (83 pour cent soit 146 000 tonnes) sont gérés de manière inadéquate (Jambeck, et al. 2015 ; Banque mondiale, 2022e). Les ruissellements d'eaux usées sont souvent acheminés vers l'océan et de grandes fosses de combustion informelles se trouvent en bordure des routes à la périphérie des grandes villes pour le traitement des déchets solides. Selon les projections, les déchets solides gérés de manière inadéquate augmenteront considérablement dans les années à venir (Jambeck, et al., 2015). Les plastiques, qui représentent 5,3 pour cent des déchets ménagers, représentent un problème particulier, leur consommation augmentant généralement en parallèle au tourisme.<sup>38</sup> Selon les entreprises touristiques interrogées, les efforts visant à réduire les plastiques et les déchets en mer constitueraient la mesure de durabilité la plus importante pour le secteur du tourisme, 82,2 pour cent la classant comme « importante » ou « très importante ».

La dégradation de l'environnement et la perte de capital naturel coûtent aux Comores au moins 234 millions de dollars E-U par an, et l'extraction de sable représente une grave préoccupation en raison des dommages causés aux écosystèmes et à l'attractivité touristique (Banque mondiale, 2022e). Cette estimation de coût de la perte de capital naturel n'inclut pas le coût des services écosystémiques côtiers et marins et la perte de biodiversité, deux des actifs les plus importants pour le développement du tourisme. Les récifs coralliens souffrent de blanchissement et les forêts de mangroves et les herbiers marins sont en déclin (Freed, et al., 2018 ; CTOI, 2021). Les récifs entourent respectivement 100 pour cent, 80 pour cent et 60 pour cent du littoral de Mohéli, Anjouan et Ngazidja (Banque mondiale, 2022e). Pourtant, 60 pour cent des récifs coralliens des Comores seraient déjà morts, un problème critique étant donné qu'ils constituent une importante attraction pour la plongée et le tourisme en mer aux Comores (en particulier à Mohéli). Selon les estimations, 54 pour cent des plages de Mohéli (469 ha) ont été perdues entre 1950 et 1998 à cause de l'extraction de sable.<sup>39</sup> L'extraction de sable a entraîné un grave épuisement du sable, en particulier sur les plages moins fréquentées. Les plages plus fréquentées à proximité des zones urbaines ont été protégées de l'extraction de sable à la suite de l'autorégulation des communautés locales à cause de leur utilisation récréative et touristique, une attitude

36 Le nouveau projet hôtelier de Galawa fait actuellement face à des augmentations de coûts imprévues à cause de ses réserves d'eau souterraine qui se sont avérées saumâtres et polluées.

37 Anjouan et Mohéli modernisent actuellement leurs rocades. Après leur achèvement, Mohéli devrait avoir une rocade de qualité suffisante, tandis qu'à Ngazidja et Anjouan, environ la moitié de la rocade de chaque île devrait être revêtue.

38 L'Agence Nationale de Gestion Intégrée des Déchets n'est pas encore pleinement opérationnelle et manque de financement structurel. Dans d'autres pays de la région, tels que Zanzibar, les Seychelles et Rodrigues, par exemple, certains types d'articles, en particulier les applications du plastique telles que les sacs en plastique, sont soumis à des restrictions, recyclés ou réutilisés. En conséquence, une évaluation des déchets les plus problématiques serait utile pour trouver des moyens visant à restreindre leur circulation (exemple : à travers des interdictions ou des redevances sur les sacs en plastique), encourager les conceptions permettant la réutilisation et/ou promouvoir les matériaux alternatifs. Si elle est correctement mise en œuvre, une telle stratégie pourrait également développer les petites entreprises communautaires, générant ainsi des avantages sortant du cadre de la réduction du volume de déchets.

39 <https://www.cbd.int/doc/meetings/mar/ebsa-sio-01/other/ebsa-sio-01-comoros-en.pdf>, le 29 octobre, 2022.

qui met en lumière les avantages environnementaux du tourisme et de la cogestion communautaire aux Comores. Les externalités négatives sur l'environnement de ces activités constituent de sérieuses menaces pour la compétitivité du secteur du tourisme à long terme, qui repose sur les actifs naturels vierges, et compromettent directement la proposition de valeur des Comores en tant qu'un nouveau paradis à découvrir pour le tourisme basé sur la nature.

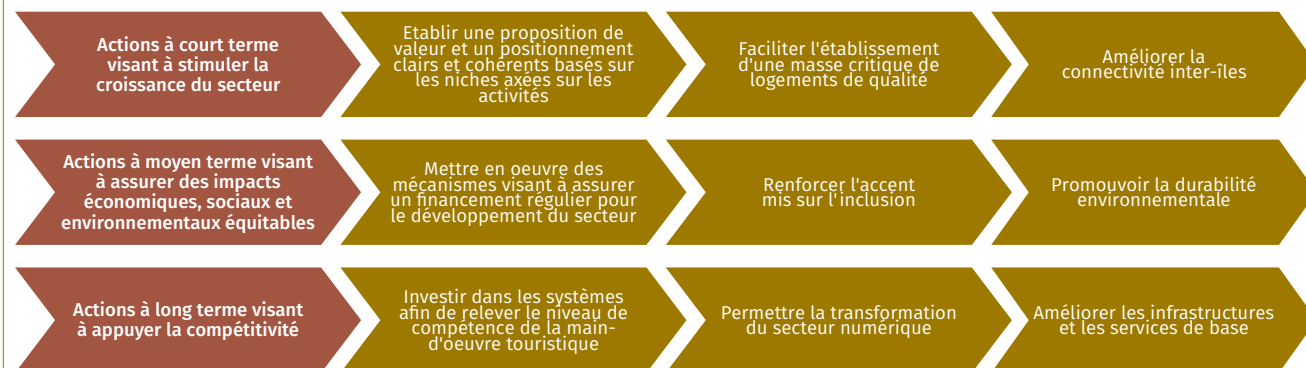
Le changement climatique constitue une menace importante pour les Comores et son secteur touristique, exigeant que des stratégies d'adaptation soient intégrées à la planification et au développement du secteur touristique. Selon les estimations, les coûts des impacts du changement climatique à l'échelle de l'économie atteindraient 836 millions de dollars E-U d'ici 2050 (PNUD 2015), ce qui équivaut à un coût moyen de 23 millions de dollars E-U par an et représente 1,9 pour cent du PIB en 2019. Le niveau de la mer s'est élevé de 1 à 6 mm par an depuis 1993 et devrait encore s'élever de 4 mm par an (Banque mondiale, 2020c), aggravant l'érosion du littoral. Ce phénomène est particulièrement grave pour Mohéli et Anjouan, menaçant même l'aéroport de cette dernière île. Par ailleurs, le secteur du tourisme contribue de plus en plus aux émissions de carbone aux Comores. Globalement, le tourisme est responsable d'environ 8 pour cent des émissions mondiales de carbone, principalement à cause des transports, qui représentent 49 pour cent des émissions en rapport au tourisme. Compte tenu de son statut d'îles et que son principal marché source (France) est un marché à longue distance, le transport aérien génère des émissions par visiteur relativement élevées pour les Comores.

### 4.3 Questions stratégiques à prendre en considération pour réaliser une croissance inclusive dans le secteur du tourisme

Le secteur du tourisme peut devenir un moteur de croissance à long terme pour les Comores, même si son développement sera probablement progressif et dépendra de plusieurs réformes structurelles et opérationnelles. Il existe trois priorités pour débloquer la croissance liée au tourisme : (i) augmenter les offres d'hébergement de qualité (à la fois les centres de villégiature phares et les écolodges), en mettant l'accent sur le développement vert et inclusif ; (ii) l'amélioration de la connectivité inter-îles, notamment vers Mohéli et Anjouan ; et (iii) l'amélioration de la gestion de l'environnement, spécifiquement liée à la gestion des déchets, au contrôle de l'extraction du sable et à la dégradation de l'environnement. À long terme, le pays doit se concentrer sur les domaines qui peuvent stimuler la croissance du secteur (par exemple, se positionner sur des segments niches du tourisme, créer des logements de qualité et améliorer la connectivité) tout en investissant dans des mécanismes générant des avantages selon les principes d'équité (par exemple, augmenter le financement du secteur, assurer l'inclusion et mettre en œuvre des initiatives de durabilisation) et des mesures visant à assurer et maintenir sa compétitivité sectorielle à long terme (par exemple, améliorer la numérisation, le développement des compétences et les infrastructures) (Figure 41). Les autorités doivent établir une proposition de valeur claire et cohérente pour la marque Comores et organiser la communication sur cette proposition de valeur, reflétant l'avantage comparatif du pays sur les marchés du style de vie actif et de la nature, incluant des segments spécifiques pour la plongée sous-marine, le bien-être et la nature afin d'attirer à la fois les investisseurs et les visiteurs. Pour attirer les investissements privés, le pays pourrait commencer par cibler les investisseurs de la diaspora et investisseurs de style de vie, qui sont moins réfractaires au risque et connaissent mieux les Comores. Des mécanismes de financement dédiés et cohérents du secteur public doivent être mis en place pour mettre en œuvre ces mesures ainsi qu'un cadre institutionnel amélioré. Enfin, dans une perspective transversale, il est nécessaire de mettre l'accent sur la transformation numérique, la gouvernance inter-îles, le régime foncier, les compétences et les infrastructures pour appuyer la compétitivité à long terme du secteur du tourisme.



**Figure 41. Principaux piliers pour catalyser la croissance du secteur du tourisme aux Comores**



Source : Banque mondiale.

A court terme, les principales actions prioritaires comprennent (voir Annexe 1 un ensemble complet d'actions recommandées) :

1. Faciliter un hébergement de qualité :
  - a. Rédiger et adopter une législation secondaire pour opérationnaliser la loi sur le tourisme de 2022.
  - b. Mettre en œuvre les réformes du marché foncier.
  - c. Mettre en œuvre un programme d'investisseurs diaspora et mode de vie, porté par une campagne de relations publiques audacieuse et innovante, notamment pour les investissements à Mohéli (Miremani) et Ngazidja (Karthala et Chindini).
2. Améliorer la connectivité inter-îles :
  - a. Entreprendre une évaluation du secteur de l'aviation inter-îles pour identifier les principales défaillances du marché et les contraintes de concurrence afin de stimuler les services aériens intérieurs.
  - b. Promouvoir une association de l'aviation des Comores pour fournir une plate-forme de dialogue avec le secteur privé sur l'amélioration des performances du secteur de l'aviation.
  - c. Financer les mises à niveau des aéroports, notamment de l'aéroport de Mohéli et des infrastructures de sécurité de l'aéroport de Hahaya (Moroni).
3. Mettre en œuvre des mesures, des programmes et des politiques de gestion environnementale :
  - a. Concevoir et mettre en œuvre des programmes pour restaurer les écosystèmes et gérer les déchets de manière adéquate et durable (par exemple, voir le programme SandWatch de l'UNESCO, le guichet d'investissement du Fonds mondial pour les récifs coralliens et l'Initiative mondiale sur les plastiques touristiques de l'OMT).
  - b. Élaborer et mettre en œuvre des plans d'occupation des sols pour Ngazidja et Anjouan sur la base du projet pilote à Mohéli en mai 2022.
  - c. Exiger les énergies renouvelables ainsi que la planification et l'investissement dans l'eau et les eaux usées pour les propriétés de plus de 35 chambres dans le cadre de leurs évaluations d'impact environnemental.



# 5. Moderniser le secteur pour améliorer la productivité et créer des emplois

## 5.1 Réaliser le potentiel du secteur de la pêche comorienne

En tant qu'archipel et petit Etat insulaire en développement, les Comores sont dotées d'abondantes ressources naturelles marines. Les trois îles qui composent l'archipel couvrent une superficie terrestre combinée de seulement 1 861 km<sup>2</sup> mais disposent d'une zone économique exclusive (ZEE) d'environ 160 000 km<sup>2</sup>. Avec un ratio ZEE/superficie terrestre de 85:1, leur géographie économique est source de contraintes mais offre également des opportunités de développement uniques. La petite masse terrestre et l'éloignement du pays font que les marchés sont concentrés et augmentent les coûts, tandis que ses ressources marines considérables fournissent un capital naturel exceptionnel qui peut être exploité comme moteur du développement durable. Comme la plupart des autres petits Etats insulaires en développement, les Comores sont particulièrement vulnérables aux effets du changement climatique, l'élévation du niveau de la mer et les phénomènes météorologiques extrêmes constituant des menaces particulières.

Le capital naturel marin fournit une base de ressources essentielle au développement de l'économie comorienne. La vaste ZEE fournit d'importantes ressources marines et la pêche, les mangroves et les aires protégées représentaient plus de 25 pour cent du capital naturel du pays en 2018,<sup>40</sup> la dernière année où ces données étaient disponibles, appuyant les moyens de subsistance d'au moins 10 pour cent de la population<sup>41</sup> et les activités économiques, contribuant à au moins 10 pour cent du PIB.<sup>42</sup> Exprimée en part de la richesse totale du pays, la pêche place les Comores au cinquième rang dans le monde tandis que les mangroves exprimées en part de la richesse totale placent le pays parmi les dix premiers. Parmi les pairs structurels et aspirationnels, les Comores ont, après les Tonga, la plus forte proportion de capital naturel bleu exprimée en part du capital naturel total.<sup>43</sup>

Le secteur de la pêche comorien est caractérisé par des activités artisanales à faibles valeur et productivité et des exportations négligeables. La flotte de pêche du pays est dominée par les embarcations des pêcheurs artisanaux de subsistance. En 2016, selon les estimations, les Comores comptaient environ 5 118 bateaux de pêche, dont seuls 1 665 étaient motorisés, le reste étant principalement constitué de pirogues traditionnelles, même si plusieurs dizaines de bateaux à coque en fibre de verre non motorisés ont été observés.<sup>44</sup> Bien qu'aucune femme n'ait été enregistrée comme participant à la pêche en bateau, plusieurs centaines de femmes participent à la pêche à terre. La pêche industrielle ou semi-industrielle exercée par le pays est quasi inexistante et la pêche étrangère (légale) est négligeable. Auparavant, les Comores avaient passé un accord de partenariat avec l'UE dans le domaine de la pêche, mais celui-ci a été suspendu en 2018 après que l'UE a banni le pays en réponse à son non-respect de la réglementation de l'UE sur la pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INN). En conséquence, les exportations de poisson et de produits halieutiques du pays sont négligeables par rapport aux autres exportations,<sup>45</sup> et même si le poisson constitue l'une

40 Banque mondiale. 2021b. *The Changing Wealth of Nations 2021*. Washington, DC: Banque mondiale. <https://doi.org/10.1596/978-1-4648-1590-4>.

41 CNUCED. 2017a. "Fishery Exports and The Economic Development of Least Developed Countries." New York et Genève : Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. <https://unctad.org/publication/fishery-exports-andeconomic-development-lfcs-bangladesh-cambodia-comoros-mozambique>. Données de 2013 et ne tenant compte que du secteur de la pêche.

42 Banque mondiale. 2016. "Fishing Communities in the Comoros Develop Fishing Management Projects." Banque mondiale (blog). 2016. <https://www.worldbank.org/en/news/feature/2016/06/14/fishing-communities-in-thecomoros-develop-fishing-management-projects>. Données ne tenant compte que du secteur de la pêche.

43 Le capital naturel bleu est calculé en additionnant les données sur les pêcheries, les mangroves et les aires protégées.

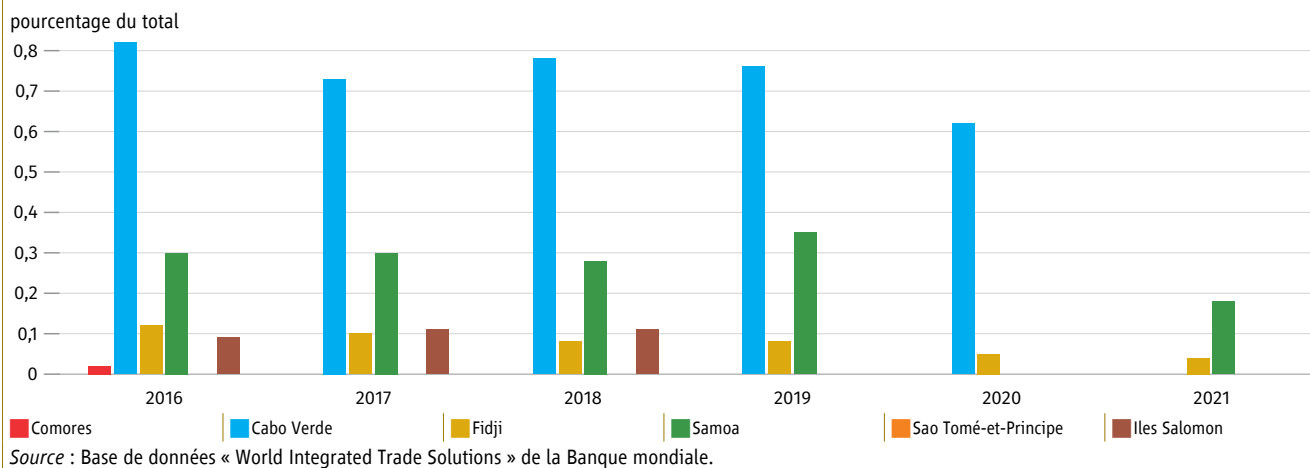
44 Zeller D, Vianna GMS, Ansell M, Coulter A, Derrick B, Greer K, Noël S-L, Palomares MLD, Zhu A et Pauly D. 2021. « Fishing Effort and Associated Catch per Unit Effort for Small-Scale Fisheries in the Mozambique Channel Region : 1950–2016. » *Front. Mar. Sci.* 8:707999. doi: 10.3389/fmars.2021.707999

45 Rapprochement des données de COMTRADE de l'ONU et de FAOSTAT sur le commerce du poisson. Selon les estimations de FAOSTAT, les exportations de produits halieutiques représenteraient 248 000 dollars E-U en 2020, contre 12 783 440 dollars E-U d'exportations d'aliments et d'animaux vivants déclarées par COMSTAT de l'ONU pour la même année.

des sources les plus importantes de protéines,<sup>46</sup> le pays a besoin d'importer pour satisfaire la plupart de ses besoins alimentaires<sup>47</sup> (y compris d'importantes importations de produits halieutiques transformés<sup>48</sup>) (Figure 42).

Selon des études récentes, la plupart des pêcheurs comoriens ciblent les poissons pélagiques, principalement le thon et les thonidés.<sup>49</sup> Selon les estimations, les prises nationales en 2020 variaient entre 18 000 et 20 000 tonnes, dont la grande majorité a été débarquée par des pêcheurs artisanaux et de subsistance nationaux. La plupart des prises nationales débarquées sont constituées de thon, principalement de thon à nageoires jaunes et thonine à ventre rayé, même s'il y a également d'importantes prises de thon ventru. Ces espèces représentent bien plus de la moitié des prises comoriennes au cours des cinq dernières années, selon les données de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). De plus, les espèces de fond à valeur élevée telles que le vivaneau et le mérrou sont fortement ciblées et probablement surexploitées. Les données sont rares sur la disponibilité des autres espèces côtières (par exemple, les bivalves et peut-être les homards et les concombres de mer), mais il existe un potentiel de production, sous réserve d'évaluations supplémentaires des stocks.

**Figure 42. Exportations de poisson et de produits halieutiques par pays, 2016–2021**



## 5.2 Accroître la productivité et l'accès aux marchés pour stimuler la croissance

La pêche comorienne offre une opportunité considérable de croissance économique durable à cause de l'abondance des ressources halieutiques nationales et d'un marché intérieur établi pour le poisson (Figure 43). Il existe trois axes principaux pour développer le secteur de la pêche : (i) augmenter la valeur et la productivité des prises débarquées au pays ; (ii) améliorer l'accès des consommateurs nationaux et de l'industrie du tourisme au marché du poisson ; et (iii) améliorer les conditions d'octroi des droits de pêche dans la ZEE comorienne. Ces axes offrent des opportunités de croissance durable et inclusive qui peuvent être saisies à court et moyen termes. Il est possible d'augmenter la transformation nationale du poisson pour supplanter les importations et développer le marché intérieur pour satisfaire la demande non satisfaite. L'aménagement d'installations adéquates de transformation du poisson pourrait accroître les opportunités de vente pour les pêcheurs comoriens et générer des opportunités d'emploi, en particulier pour les femmes, favorisant ainsi la réalisation des objectifs de croissance inclusive aux Comores.

46 Freed, Sarah. 2016. "Building a positive future for fishing in the Comoros," *Blue Ventures Blogs*.

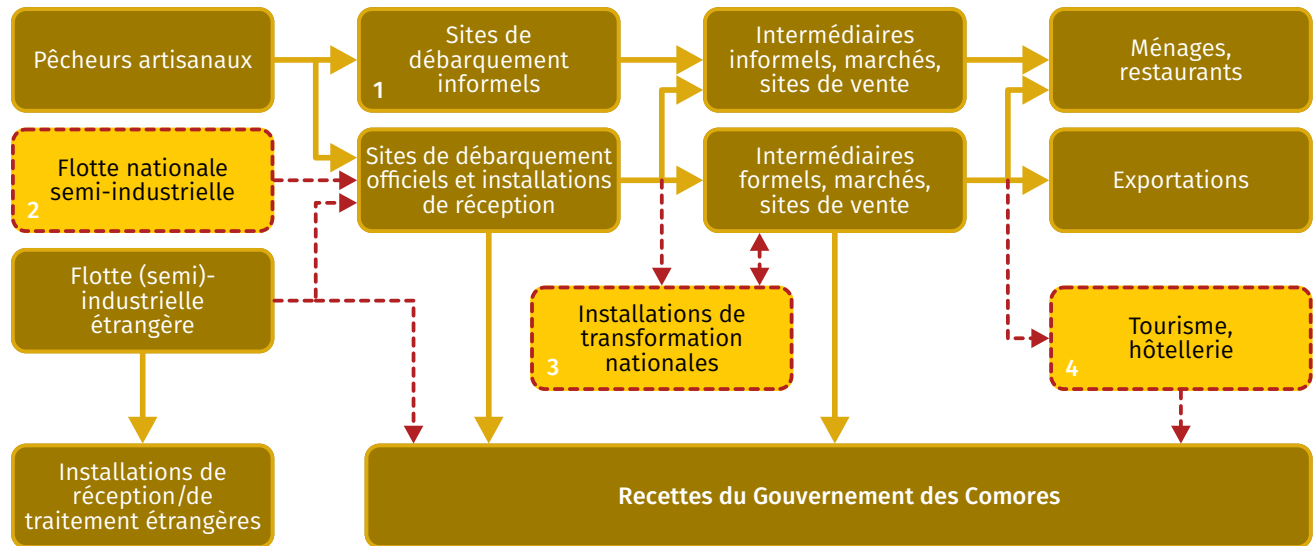
47 Banque mondiale. 2019a. "Comoros - Towards a More United and Prosperous Union of Comoros: Systematic Country Diagnostic." Washington, DC: Banque mondiale.

48 *Global Fish Trade Database*, 2020. FAOSTAT.

49 MRAG. 2019. Final Report - *Monitoring of Artisanal Fishing in the Indian Ocean*. Indian Ocean Tuna Commission. MRAG Ltd.

**Figure 43. Chaîne de valeur de la pêche aux Comores**

Les lignes pleines montrent les chaînes de valeur actuelles tandis que les lignes pointillées indiquent les opportunités de croissance



1. Les sites de débarquement informels pourraient être améliorés à l'aide d'installations de micro-réception dotées d'eau courante et de machines à glace pour réduire les pertes après prise et augmenter progressivement la valeur des prises.
2. Le développement d'une pêche nationale semi-industrielle précède le développement d'une industrie nationale de transformation et la capacité d'assurer un approvisionnement constant pour l'industrie hôtelière.
3. Les installations de transformation nationales produiraient des produits halieutiques transformés qui pourraient remplacer les produits importés et accroître la demande de poisson pêché de manière responsable.
4. Le développement de l'industrie du tourisme n'augmenterait la demande de produits halieutiques nationaux que s'il existe des infrastructures adéquates, un contrôle-qualité et une régularité dans les chaînes d'approvisionnement comoriennes.
5. L'interruption de l'accord de partenariat de pêche durable entre les Comores et l'UE a coupé les Comores d'une source de revenus étrangers destinés à l'amélioration de l'industrie de la pêche.

### 5.2.1 Explorer les opportunités pour le marché intérieur, les exportations et les pêches récréatives potentielles

Il est possible d'augmenter la demande de poisson. Premièrement, sur le marché intérieur des ménages, l'offre de protéines de poisson est relativement faible aux Comores par rapport à ce que l'on observe dans les pays pairs, ce qui indique qu'il est possible d'éduquer les consommateurs et d'offrir plus d'opportunités d'achat de produits de la pêche (Tableau 4). Cela reflète en partie l'insuffisance d'accès des pêcheurs au marché, et les prises de poisson sont souvent de mauvaise qualité à leur arrivée aux consommateurs finaux. Deuxièmement, la croissance de l'industrie du tourisme permettrait aux pêcheurs comoriens de fournir des poissons de valeur élevée, tels que le thon, le vivaneau et le poulpe aux secteurs de l'hôtellerie et de l'accueil. Enfin, l'aménagement d'installations de transformation dans le pays pourrait accroître la demande de poisson pêché au pays, et permettrait de remplacer les importations de produits halieutiques transformés et éventuellement d'exporter des produits de la pêche à valeur ajoutée. Cela pourrait à son tour augmenter les opportunités de vente pour les pêcheurs comoriens et créer des opportunités d'emploi, en particulier pour les femmes.



**Tableau 4. Protéines de poisson exprimées en part des protéines totales par pays, 2019**

<i>Pays</i>	<i>Protéines de fruits de mer exprimées en pourcentage de l'apport total en protéines</i>	<i>Pairs</i>
Iles Salomon	17,60%	Structurels
Sao Tomé-et-Principe	15,93%	Structurels
Iles Samoa	14,27%	Aspirationnels
Fidji	10,19%	Aspirationnels
<b>Comores</b>	<b>8,09%</b>	-
Cabo Verde	4,03%	Aspirationnels

*Source* : Bilans alimentaires de FAOSTAT.

La croissance du tourisme comorien pourrait être une opportunité que le secteur national de la pêche pourrait saisir à travers l'approvisionnement des opérateurs touristiques en produits durables. Le développement du secteur du tourisme fournit une base naturelle d'acheteurs de produits halieutiques nationaux dans le cadre d'une approche d'économie bleue. Les hôtels et restaurants faisant l'objet de marketing auprès des touristes sont des acheteurs potentiels de poisson de haute qualité et de produits transformés à base de poisson aux Comores. Les investissements dans les infrastructures et les marchés peuvent contribuer à améliorer la qualité et la facilité d'accès nécessaires pour répondre à la demande d'une industrie touristique émergente.

Le développement d'un marché d'exportation présente une opportunité potentiellement lucrative pour la pêche comorienne. Le prix du thon varie considérablement, mais les prix médians par tonne à l'exportation de tous les pays en 2020 s'élevaient à 2 408 dollars E-U (écart-type de 5 552 dollars E-U) pour le thon à nageoires jaunes (albacore) et à 1 256 dollars E-U (écart-type de 1 730 dollars E-U) pour la thonine à ventre rayé.<sup>50</sup> Aux niveaux actuels des prises déclarées par la FAO, l'exportation de tous les thons capturés pourrait donc représenter des recettes d'exportation brutes d'environ 24 millions de dollars E-U au prix médian. Les variations transnationales des prix du thon rendent ces estimations inexactes, mais elles sont révélatrices du potentiel de croissance du marché d'exportation.

De plus, la présence d'aiguille de mer et d'autres poissons gibiers permettrait le développement de la pêche récréative qui pourrait se développer parallèlement à l'industrie touristique comorienne. Les données sur l'abondance des aiguilles de mer dans la ZEE comorienne sont rares, mais plusieurs centaines de tonnes seraient prises chaque année. La pêche récréative aux aiguilles de mer est, par exemple, en augmentation à Mayotte, l'île voisine. La pêche récréative avec remise à l'eau pourrait aider à augmenter les revenus tout en ayant un impact minimal sur l'état des stocks, sous réserve de l'adoption de pratiques améliorées qui pourraient réduire le taux de mortalité. Il pourrait être intéressant pour le pays d'attirer les pêcheurs à la ligne dans le cadre du « tourisme bleu » et d'utiliser les revenus pour financer la gestion durable de la pêche.

### 5.2.2 Assurer le développement durable du secteur de la pêche

La réorientation de la pêche des espèces sous pression et surexploitées vers les espèces sous-exploitées pourrait permettre d'augmenter la valeur à long terme et de renforcer la durabilité du secteur de la pêche. Les principales prises aux Comores sont le thon à nageoires jaunes (albacore) et la thonine à ventre rayé. La pêche d'albacore de l'océan Indien est surexploitée et affectée par les problèmes de gestion internationaux. Pour pouvoir continuer à chasser cette

50 Statistiques sur la quantité et la valeur du commerce du poisson de FAOSTAT. Le prix par tonne a été calculé en divisant la quantité par la valeur pour chaque pays-année. La variation des prix semble être causée par des valeurs aberrantes. Des comparaisons mondiales ont été utilisées étant donné que seuls deux pays ont déclaré des exportations de thon, chacun à des prix très différents.

espèce, il serait nécessaire de mener une interaction robuste avec la Commission des thons de l'océan Indien (CTOI) et de respecter les quotas. A l'inverse, la pêche de thonine à ventre rayé est actuellement jugée saine, même si les pays pêcheurs dépassent les limites annuelles de prise. Même si l'état du stock de thon ventru est meilleur, il subsiste des problèmes de durabilité auxquels il faut apporter une réponse, notamment à travers les processus de la CTOI.<sup>51</sup> Il faut envisager avec prudence de réorienter les efforts ciblant la pêche de thon à nageoires jaunes (albacore) vers celles de thonine à ventre rayé et de thon ventru, dans le respect des obligations des Comores envers les organismes et en vertu des traités internationaux, y compris envers la CTOI et en vertu de l'Accord sur les stocks de poissons des Nations Unies.<sup>52</sup> Augmenter la valeur du thon débarqué à travers la réfrigération et l'amélioration des pratiques de manutention permettrait d'augmenter la valeur des prises sans intensifier les efforts et aggraver le risque de surpêche.

Il faudrait envisager avec prudence d'améliorer la productivité par le développement des flottes industrielles et semi-industrielles. Etant donné que la pêche industrielle et semi-industrielle aurait un impact beaucoup plus important sur la santé des stocks que les pratiques artisanales actuelles, la promotion de son développement doit être basée sur des données solides sur les stocks, une compréhension de la demande intérieure et la prise en compte des effets indirects sur les pêches artisanales et de subsistance dans le pays. Une plus grande demande provenant du tourisme, la transformation du poisson et l'amélioration de l'accès au marché peuvent entraîner une augmentation des prises, notamment à travers une intensification de la pêche, mais davantage de données sont nécessaires avant qu'une telle stratégie puisse être envisagée.

### 5.3 Améliorer la gouvernance et les infrastructures du secteur pour stimuler la croissance du secteur de la pêche

#### » Gouvernance du secteur

Les Comores pourraient tirer avantage d'un renforcement du suivi, contrôle et surveillance (SCS) dans le secteur de la pêche. A cause du manque de SCS des pêcheries aux Comores, la pêche INN représente une préoccupation majeure. En importance, la pêche INN varierait entre 15 à 50 pour cent des captures estimées comme non déclarées au cours de la dernière décennie, malgré les progrès réalisés dans le renforcement de la transparence dans la pêche artisanale.<sup>53</sup> Plus généralement, selon une évaluation de 2022 de l'Initiative pour la transparence des pêches, seuls 16 des 34 éléments en rapport à la transparence applicables aux Comores étaient accessibles au public.<sup>54</sup> Parmi les 16 éléments en rapport à la transparence accessibles au public, seuls 2 se sont avérés pleinement conformes à la norme de l'Initiative pour la transparence des pêches tandis que la transparence dans la pêche artisanale a été évaluée comme allant de modérée à élevée dans 4 éléments sur 5. En revanche, selon les données disponibles sur la pêche à grande échelle (c'est-à-dire la pêche industrielle et semi-industrielle), aucun des huit éléments en rapport à la transparence n'a été évalué comme étant accessible au public. L'insuffisance de SCS a contribué au fait que les Comores ont été sanctionnées par l'UE à cause de ses pratiques de pêche et à la suspension de l'accord de partenariat de pêche d'une valeur de plusieurs millions d'euros avec le pays. Le SCS de la flotte industrielle étrangère mais aussi de la flotte artisanale constitue une préoccupation, et représente un obstacle important au développement du secteur de la pêche.

51 La CTOI a accepté de soumettre la pêche du thon ventru à des règles de contrôle des prises pour éviter de mettre en péril l'état de santé des pêcheries.

52 Accord des Nations Unies sur les stocks de poissons chevauchants et grands migrants.

53 « Catches by Reporting status in the waters of Comoros Islands. » *Sea Around Us*. 2022.

54 Initiative pour la transparence des pêches. 2022. "Taking Stock: 2022 Summary Assessment Report." Initiative pour la transparence des pêches.

Le manque d'informations scientifiques et d'autres informations statistiques contribue à l'incertitude qui règne dans le secteur. Les Comores ne produisent pas d'évaluations nationales de l'état de leurs ressources halieutiques (et des autres ressources marines). En conséquence, la connaissance de l'état de santé des stocks de poissons dans les eaux nationales dépend des évaluations réalisées par des tiers, ceux-ci pouvant collecter les données peu fréquemment. Il est crucial pour la santé du secteur de la pêche de renforcer les capacités statistiques et scientifiques de manière à permettre l'évaluation régulière de l'état de santé des ressources marines aux fins d'appuyer la prise de décision des pêcheurs.

### » Infrastructures

L'absence d'infrastructures bien développées exacerbe les problèmes causés par la géographie économique des Comores. La géographie archipélagique du pays entraîne naturellement une fragmentation du marché et des rendements d'échelle décroissants. Le transport, en particulier maritime, est essentiel pour réduire la fragmentation, faire baisser les coûts et faciliter davantage les affaires dans les trois îles du pays et entre elles. Cependant, les infrastructures de transport sont sous-développées, la capacité de transport au port le plus important du pays, celui de Moroni, étant insuffisante. Les contraintes de capacité dans les ports des deux autres îles entravent les transbordements et augmentent les coûts pour les entreprises et les citoyens comoriens ordinaires. Les autres infrastructures non liées au transport telles que les installations de transformation de base du poisson et les marchés pour la vente en gros et au détail du poisson sont soit de mauvaise qualité, soit tout simplement inexistantes.

L'un des principaux obstacles à l'augmentation de la valeur de la pêche comorienne est l'absence d'équipements et d'infrastructures appropriés. Les pêcheurs manquent d'équipements et d'installations pour débarquer le poisson de manière efficiente et préserver sa valeur tout au long de la chaîne de valeur. L'amélioration de la disponibilité de glace et d'eau propre permettrait aux pêcheurs comoriens de débarquer le poisson dans de meilleures conditions et dans un meilleur respect des règles d'hygiène. Il est possible d'ouvrir la voie à l'amélioration de la valeur de la pêche aux Comores en fournissant aux pêcheurs des infrastructures et des équipements appropriés—tels que des machines à glace pour assurer l'accès à de la glace propre en abondance—et en réalisant une évaluation complète de la chaîne du froid—allant du bateau jusqu'au point de vente.

Le manque de fiabilité du transport inter-îles, la cherté de l'énergie et son manque de fiabilité, ainsi que l'insuffisance de capacité à développer une chaîne du froid robuste pèsent sur l'efficacité du secteur de la pêche comorien. Le prix des produits de base et des produits de consommation varie considérablement d'une île à une autre, certains produits coûtant jusqu'à quatre fois plus cher sur l'île la moins connectée de Mohéli qu'à la Grande Comore.<sup>55</sup> Le coût moyen de l'énergie pour les clients non industriels est de 0,33 dollars E-U par kWh et de 0,24 dollars E-U et 0,27 dollars E-U par kWh pour les clients industriels pendant la journée et la nuit, respectivement. Le coût du service est estimé à 0,35 dollars E-U par kWh, ce qui est le deuxième plus élevé en Afrique subsaharienne, selon une récente étude comparative sur la performance des services publics d'électricité dans la région. Les taux d'accès varient selon les îles, allant de 80,2 pour cent sur la Grande Comore à 52,9 et 43,7 pour cent sur Mohéli et Anjouan, respectivement. Toutes les îles ont des taux d'accès supérieurs à la moyenne de l'Afrique subsaharienne qui est de 40 pour cent. Cependant, la mauvaise qualité des services électriques comoriens entraîne un approvisionnement en électricité par habitant comparable à celui de nombreux pays d'Afrique subsaharienne ayant des taux d'accès beaucoup plus faibles, ce qui entrave le développement d'une chaîne du froid robuste.

55 Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. *Examen du transport maritime*. 2014.

Le secteur de la pêche du pays est et continuera d'être menacé par le changement climatique, notamment l'élévation du niveau de la mer, l'augmentation de la température de la mer et l'acidification. De plus, la pollution marine freine le développement du secteur. Les Comores sont affectées par l'inadéquation de la gestion des déchets solides et de la pollution, ce qui entraîne fréquemment une élimination des déchets directement dans le milieu marin. Alors que ce type d'élimination menace directement la santé des écosystèmes côtiers, il n'est ni surveillé ni bien connu. Des recherches supplémentaires sont nécessaires pour déterminer quelles sont les sources de pollution, y compris pour les plastiques en mer, et concevoir des stratégies de réduction de la pollution. Le changement climatique menace également la santé des récifs coralliens et de la faune marine, entraînant des risques pour la pêche et le capital naturel des Comores. L'aggravation du changement climatique affectera négativement la distribution des poissons, entraînant la migration de certaines espèces en dehors de la ZEE comorienne.

#### 5.4 Voies potentielles pour développer le secteur de la pêche

En plus d'améliorer l'accès au financement, les autorités doivent s'attaquer aux problèmes de gouvernance et d'infrastructures du secteur pour développer de manière adéquate le secteur de la pêche. Afin d'améliorer la planification et mettre en œuvre des pratiques de pêche durable, il est essentiel de surveiller adéquatement les activités du secteur. L'établissement de normes et de certifications pourrait favoriser le développement des marchés tandis que l'amélioration des infrastructures pourrait contribuer à accroître la productivité des entreprises.

Les Comores doivent développer des capacités scientifiques et statistiques pour évaluer l'état de santé des pêcheries côtières et la possibilité de réorienter les efforts de pêche du pays. Alors que l'état des pêcheries de grands poissons pélagiques dans l'océan Indien est relativement bien connu, il n'y a pas de consensus sur l'état de la pêche côtière et de fond des Comores. Des évaluations rigoureuses et régulières de l'état de santé de ces pêches pourraient appuyer la planification de la gestion et potentiellement réduire la pression exercée sur les espèces surexploitées. Selon les constats, la pêche côtière de vivaneaux, de homards et de concombres de mer sont probablement sous-exploitées, mais des recherches supplémentaires sont nécessaires pour établir le niveau de pêche que ces stocks pourraient supporter.<sup>56</sup>

La mise en œuvre des plans de gestion des pêcheries nécessite de continuellement œuvrer au développement des capacités de SCS et veiller à la conformité des pêcheurs. Les Comores doivent disposer d'évaluations exactes des prises et d'une capacité de surveillance adéquate pour pouvoir assurer une telle conformité et évaluer la réussite des plans de gestion. Pour cela, il pourrait suffire de poursuivre les initiatives existantes dans les secteurs artisanal et de subsistance. Par exemple, il existe déjà un régime de SCS sur smartphone à l'intention des pêcheurs artisanaux et de subsistance qui a amélioré la disponibilité des données dans le secteur. Des efforts sont également en cours pour intégrer les données sectorielles aux efforts de collecte de données de la CTOI. Cette initiative est importante étant donné que les petits pêcheurs sont la principale source de débarquements de thon dans le pays. L'amélioration de la gestion des ressources halieutiques aux Comores nécessiterait de déployer des efforts visant à inclure les communautés affectées en vue d'assurer l'appropriation et la durabilité.

Un régime de contrôle et de certification de la qualité doit être élaboré pour garantir aux consommateurs l'accès à des produits sûrs répondant à des normes élevées. La conception de mécanismes pour garantir la véracité des informations véhiculées sur les produits, la durabilité et la traçabilité des prises, le transit le long de la chaîne du froid et la fraîcheur des produits amplifiera les avantages découlant de l'ajout de valeur. Dans le cadre d'un programme de SCS plus global, l'application de normes de certification traçables peut également faciliter l'accès au marché des exportations.

56 EDSP. Cela contraste avec les données de SWIOFish qui indiquent que les pêcheries sont potentiellement surexploitées.

L'amélioration du SCS et la lutte contre la pêche INN présentent des avantages secondaires liés au contrôle et à la délivrance de permis de pêche étrangère sous réserve qu'elles aillent de pair avec des investissements à valeur ajoutée et des infrastructures appropriées de débarquement, de réception et de transformation. Même si aucune pêche étrangère n'a été signalée depuis 2018,<sup>57</sup> l'étendue de ce phénomène aux Comores est indéterminée. Il est possible, voire probable qu'il existe une pêche étrangère illégale ; en revanche, son ampleur est inconnue. Des améliorations du SCS permettraient aux autorités de mieux contrôler la ZEE comorienne et contribueraient éventuellement à l'interdiction de la pêche étrangère illégale. Le rétablissement de l'accord de partenariat de pêche UE-Comores, qui a rapporté plusieurs millions d'euros au pays, pourrait être très bénéfique pour le développement du secteur. L'étendue des autres accords d'accès à la pêche étrangère est inconnue, étant donné qu'ils ne sont pas accessibles au public. Associée à des investissements à valeur ajoutée et à des infrastructures de débarquement, de réception et de transformation appropriées, la restauration de la pêche étrangère aux Comores pourrait offrir de nouvelles perspectives de croissance pour l'industrie de la transformation, même si le pays ne sera probablement pas en mesure de concurrencer les installations de débarquement et de traitement ultramodernes des Seychelles.

Il est essentiel d'investir dans des infrastructures physiques de marché, de transports et d'énergie renouvelable pour améliorer la productivité du secteur. Cela pourrait aussi ouvrir la voie à la création d'installations de transformation privées nationales. Le développement d'infrastructures de marché physiques sur chaque île donnerait aux coopératives de pêche la possibilité de vendre les prises débarquées et de transformer les produits de la pêche. De tels investissements contribueraient à satisfaire la demande intérieure grandissante. Combinée à une plus grande capacité de transport pour faciliter le commerce entre les îles, l'amélioration des infrastructures pourrait appuyer le développement d'un marché national du poisson et des produits de la pêche. Par exemple, l'amélioration de l'accès aux énergies renouvelables pourrait réduire les coûts d'exploitation de la compagnie d'électricité et avoir un effet en cascade sur les prix de l'électricité.

Le développement du secteur de la pêche doit être considéré dans le cadre plus large de l'approche de l'économie bleue, définie comme le développement durable et intégré des secteurs océaniques dans des océans sains. L'adoption de la planification de l'espace maritime (PEM) est une première étape essentielle, et elle implique d'établir une feuille de route pour les actions politiques et les investissements nécessaires pour développer une économie bleue durable dans le respect des obligations nationales et internationales, y compris les contributions déterminées au niveau national.<sup>58</sup> Pour les Comores, la mise en œuvre d'un processus PEM aiderait les autorités à : (1) déterminer des actions politiques spécifiques pour favoriser au maximum une croissance durable dans les secteurs terrestre et océanique ; (2) revoir et réformer les conditions institutionnelles, réglementaires et de financement propices à la croissance ; et (3) déterminer les sources de financement (potentiellement innovantes) pour exécuter les plans tout en garantissant un processus de planification inclusif et équitable.

La PEM intègre des outils économiques et des données socio-écologiques pour déterminer quels sont les investissements à effectuer et obtenir l'adhésion des parties prenantes. Cette approche permet d'impliquer le secteur privé et d'obtenir des informations scientifiques essentielles sur le capital naturel disponible, les services écosystémiques et les éventuels conflits entre les utilisateurs. Combinée aux consultations des parties prenantes, elle permet de mettre au point des arguments percutants en faveur de l'investissement dans le processus PEM et de mettre en œuvre des plans d'espace maritime pour les financiers, les communautés bénéficiaires et le secteur privé. Un processus PEM bien conçu intègre les risques et les opportunités posés par le changement climatique et appuie la réalisation des engagements climatiques

57 Zeller et al., 2021.

58 Banque mondiale. 2022d. "Marine Spatial Planning for a Resilient and Inclusive Blue Economy: Key Considerations to Formulate and Implement Marine Spatial Planning." Washington, D.C.: Banque mondiale.



nationaux.<sup>59</sup> L'adoption d'une approche PEM pourrait aider les Comores à cerner son potentiel en matière de carbone bleu, par exemple en agrandissant et en améliorant les aires marines protégées pour protéger les mangroves et les récifs coralliens, mesures qui à leur tour, pourraient également protéger la population et les infrastructures du pays contre les effets du changement climatique, y compris les événements météorologiques extrêmes.

---

59 Banque mondiale. 2021a. « Climate-Informed Marine Spatial Planning. » *Integrated Seascape Management Knowledge Fact Sheet Series*. No. 2.



## 6. Options de politique clés pour stimuler la croissance aux Comores

Pour accélérer la croissance économique aux Comores, les autorités devraient envisager de :

- › **Établir un nouvel ensemble de politiques économiques pour créer de nouveaux moteurs de croissance et rééquilibrer le modèle de croissance vers une augmentation des investissements privés et des exportations.** Etant donné que la croissance n'a pas permis de réduire le taux de pauvreté élevé du pays, il faut trouver de nouveaux moteurs de croissance. Au cours de la dernière décennie, la croissance a été principalement tirée par la consommation privée, l'investissement privé et les exportations jouant un rôle peu important. En outre, le mauvais état des infrastructures et la mauvaise qualité de l'environnement des affaires, la faiblesse du capital humain et le niveau modeste des investissements publics ont entravé la croissance de la productivité et l'investissement privé, limitant l'effet d'attraction des investissements. Cette situation indique une mauvaise allocation des facteurs de production. De plus, la faiblesse de la gouvernance dans l'ensemble des secteurs a été un obstacle majeur à la croissance, tandis que le changement climatique et les problèmes environnementaux sont devenus des problèmes émergents qui pèsent sur le développement économique. Pour réaliser et stimuler une croissance inclusive et résiliente, les autorités doivent renforcer la gouvernance et le cadre institutionnel afin de promouvoir l'investissement privé et l'amélioration de la productivité, une plus grande intermédiation financière, la résilience au changement climatique et des politiques qui réduisent la dégradation de l'environnement.
- › **Améliorer le cadre de redevabilité des hauts fonctionnaires pour améliorer l'impact de la politique budgétaire, accroître l'intermédiation financière et obtenir de meilleurs résultats dans les secteurs clés à travers la mise en œuvre de réformes.** La performance des Comores à divers indicateurs de gouvernance tels que l'Etat de droit, l'efficacité de la gouvernance et la lutte contre la corruption est inférieure à celle de ses pays pairs. En renforçant l'efficacité du gouvernement, la mise en place d'un nouveau cadre de redevabilité pourrait aider à : (i) apporter une réponse aux problèmes de gouvernance ; (ii) améliorer l'efficacité et l'efficacité de la politique budgétaire ; (iii) accroître l'intermédiation financière ; et (iv) améliorer les secteurs du tourisme et de la pêche. Des analyses sectorielles révèlent des faiblesses au niveau de la gouvernance des secteurs du tourisme et de la pêche, et le programme de réforme budgétaire vise à renforcer la redevabilité des hauts fonctionnaires et à établir un nouveau cadre de redevabilité couvrant l'ensemble des secteurs pour faire le suivi de la performance et conduire à la réussite. Une plus grande redevabilité devrait également encourager des pratiques et des comportements qui appuient le développement du secteur privé. En outre, il sera essentiel d'améliorer les capacités statistiques pour étayer le cadre de redevabilité. Par exemple, les autorités pourraient mener une enquête sur la main-d'œuvre pour éclairer la conception de politiques efficaces pour le marché du travail.
- › **Améliorer la GFP et accroître la mobilisation des ressources intérieures afin de créer de l'espace budgétaire et remédier aux principaux goulots d'étranglement qui entravent la croissance.** Plusieurs réformes de la gestion des finances publiques et des investissements, ainsi que des réformes fiscales sont nécessaires pour élargir l'espace budgétaire et éliminer les obstacles à la croissance à travers une allocation des ressources et une exécution budgétaire adéquates.<sup>60</sup> Les réformes de la GFP ont pour objectifs de : (i) améliorer la transparence budgétaire par la publication des données et des rapports budgétaires et la préparation des budgets citoyens ; (ii) améliorer l'efficacité des dépenses publiques en déployant un système d'e-passation des marchés et en veillant à ce que son utilisation soit obligatoire ; (iii) créer une fonction d'audit interne au sein du Ministère des Finances ;

60 Banque mondiale. 2023. « 2022 Comoros Public Expenditure Review: Addressing Fiscal Challenges to Realize an Inclusive Growth. » Washington, DC : Banque mondiale.



(iv) accroître l'indépendance de l'institution supérieure de contrôle des finances publiques ; et (v) utiliser et déployer correctement le SIGIF (SIMBA) pour améliorer l'exécution budgétaire. Pour rehausser l'efficacité des investissements publics, le gouvernement pourrait envisager d'utiliser des critères de sélection de projet explicites pour garantir la préparation des projets à la mise en œuvre ; d'intégrer les questions de passation des marchés et de changement climatique dans le cycle du projet pour garantir l'optimisation des ressources et la viabilité ; et élaborer une programmation budgétaire pluriannuelle. En outre, pour créer de l'espace budgétaire à travers la mobilisation des recettes intérieures, les Comores pourraient améliorer la gouvernance des entreprises publiques ; renforcer les capacités de l'administration douanière et fiscale ; réduire les dépenses fiscales ; élargir l'assiette fiscale ; faciliter la conformité fiscale ; et améliorer la confiance des citoyens à travers une plus grande transparence budgétaire. Pour ce faire, le pays pourrait allouer davantage de ressources aux programmes visant à remédier aux contraintes en rapport aux infrastructures, au capital humain, à l'eau, à l'approvisionnement en électricité et à l'accès à Internet qui entravent la croissance, de même que mettre en œuvre des plans de développement des secteurs du tourisme et de la pêche. L'investissement public pourrait générer des effets d'entraînement ou créer de fortes complémentarités avec l'investissement privé.

- ▶ **S'attaquer aux défis en rapport à la gouvernance et à la gestion du secteur, ainsi qu'aux contraintes en rapport à l'offre et à la demande (y compris les questions environnementales) afin de développer le secteur du tourisme.** Les Comores doivent chercher avant tout à catalyser la croissance du secteur (positionnement, hébergement de qualité et connectivité) tout en investissant dans des mécanismes qui permettront d'assurer une répartition équitable des ressources (financement du secteur, initiatives pour l'inclusion et la durabilité) et dans des politiques qui amélioreront la compétitivité du pays sur le long terme (numérisation, développement des compétences et infrastructure). La coordination institutionnelle est faible, avec une mauvaise mise en œuvre des plans, des politiques et des mandats réglementaires, et l'allocation budgétaire publique n'est pas suffisante pour appuyer la gouvernance du secteur de manière adéquate. La construction du nouvel hôtel Galawa par le gouvernement à Grande Comore offre une opportunité d'améliorer la qualité des chambres, mais elle soulève également des questions liées à la nécessité de gérer correctement l'hôtel, d'investir dans des systèmes de perfectionnement de la main-d'œuvre touristique et de mettre en œuvre des politiques qui positionnent les Comores comme une destination touristique sans pour autant endommager les écosystèmes ni créer d'externalités environnementales négatives générées par l'activité humaine. L'utilité de la construction de l'hôtel Galawa—en tant que politique industrielle—dépendra en grande partie de la mise en œuvre de politiques supplémentaires visant à attirer les touristes et à générer les ressources budgétaires suffisantes pour rembourser le prêt public utilisé pour sa construction, ce qui est important pour éviter que le projet ne devienne un éléphant blanc.
- ▶ **Créer un environnement des affaires plus prévisible et plus transparent pour attirer davantage d'IDE, dans le but d'obtenir d'avantage d'investissements privés et de permettre aux Comores de tirer parti de l'intégration régionale et mondiale.** Les autorités doivent créer des mécanismes spécifiques pour améliorer la confiance des investisseurs, notamment le renforcement de la protection des investisseurs à travers une définition adéquate des garanties de protection (par exemple, les dispositions sur le Traitement national mentionnées dans la Loi sur l'investissement) et l'élaboration d'un modèle d'accord international d'investissement (qui pourrait introduire les meilleures pratiques pour la protection des investissements telles qu'un traitement juste et équitable). Le gouvernement pourrait également utiliser un cadre réglementaire amélioré (qui comprend des mécanismes de rétention des investissements) pour renforcer la rétention des investisseurs et mettre en place des processus pour mieux détecter et résoudre les problèmes et les griefs des investisseurs. La ZLECAf constitue une opportunité pour augmenter la taille du marché pour les investisseurs potentiels. Cependant, cela nécessitera de réduire le coût du commerce transfrontalier, éventuellement à travers la mise en œuvre des accords de l'OMC tels que les accords AFE et SPS.

- › **Débloquer les investissements du secteur privé par des mesures telles que la réduction des risques de crédit, l'application de l'Etat de droit et l'amélioration de l'inclusion financière pour une plus grande intermédiation financière.** Même si la question de la stabilité financière est abordée avec la restructuration de la banque postale (SNPSF), les Comores doivent encore réduire le risque de crédit pour les banques commerciales, celui-ci pesant sur les taux d'intérêt nominaux, ce qui augmente à son tour le taux de rendement requis pour les entreprises privées ayant besoin de prêts commerciaux. Les autorités pourraient réduire le risque de crédit et la prime correspondante en faisant respecter l'Etat de droit pour garantir l'application des clauses contractuelles, en réduisant les PNP et en réduisant au minimum l'asymétrie de l'information à travers un registre de crédit amélioré. La plus grande numérisation des services financiers pourrait également contribuer à réduire les coûts opérationnels qui influent sur le calcul des taux d'intérêt débiteurs nominaux. La création d'institutions de garantie performantes pourrait faciliter l'accès au crédit des entreprises. De plus, l'amélioration de l'accès à l'éducation financière et aux technologies numériques pourrait améliorer l'inclusion financière.
- › **S'attaquer aux problèmes de gouvernance fondamentaux pour assurer l'exploitation durable des ressources halieutiques et investir dans des infrastructures pour accroître la productivité du secteur.** Pour une meilleure planification et mise en œuvre des pratiques de pêche durables, les autorités doivent mettre en place des mécanismes de suivi adéquats et améliorés, y compris des capacités statistiques. L'élaboration de normes et de certifications pourrait aider à développer les marchés, tandis que l'amélioration des infrastructures pourrait améliorer la productivité des entreprises. Les capacités scientifiques et statistiques doivent être améliorées pour permettre d'évaluer la santé des pêcheries côtières et la possibilité de réorienter l'effort sur des espèces différentes. La mise en œuvre des plans de gestion des pêcheries nécessite de continuellement œuvrer au développement des capacités de SCS et veiller à la conformité des pêcheurs. Il serait essentiel d'investir dans des infrastructures physiques de marché, de transports et d'énergie renouvelable pour pouvoir améliorer la productivité du secteur. Cela pourrait aussi ouvrir la voie à la création d'installations de transformation privées nationales. En définitive, le développement du secteur de la pêche doit être considéré dans le cadre plus large d'une approche d'économie bleue.
- › **Intégrer le changement climatique et la dégradation de l'environnement dans la conception des politiques publiques dans les secteurs de la pêche et du tourisme pour renforcer la résilience des Comores.** Le changement climatique et la dégradation de l'environnement pourraient avoir un impact négatif sur le patrimoine naturel des Comores. Il serait essentiel de s'attaquer à la question de la gestion des déchets et de la pollution et d'assurer la mise en œuvre de pratiques durables pour maintenir des perspectives économiques positives dans les secteurs du tourisme et de la pêche.<sup>61</sup> Le changement climatique pourrait également avoir une incidence négative sur les infrastructures, étant donné que la fréquence des événements climatiques et météorologiques a considérablement augmenté au cours des deux dernières décennies.

Pour accélérer la croissance aux Comores, le gouvernement doit accroître les investissements du secteur privé, compte tenu notamment des ressources budgétaires limitées du pays et de l'inefficacité de plusieurs entreprises publiques. L'ambitieux programme de réforme suppose que l'investissement privé doublera presque entre 2023 et 2050, atteignant en moyenne 11,9 pour cent du PIB, tandis que l'investissement public augmentera de moins de 2 points de pourcentage du PIB. Par conséquent, l'investissement public dans les secteurs de la pêche et du tourisme aurait pour objectif de catalyser l'investissement privé. La stratégie d'accélération de la croissance proposée suppose que l'espace budgétaire restera limité dans un contexte de demandes concurrentes pour assurer la viabilité de la dette publique. La dette publique totale des Comores était estimée à 33,7 pour cent du PIB à la fin de 2022 (la dette extérieure représentant 80 pour cent de l'encours total de la dette), et bien qu'elle soit jugée soutenable, le risque de

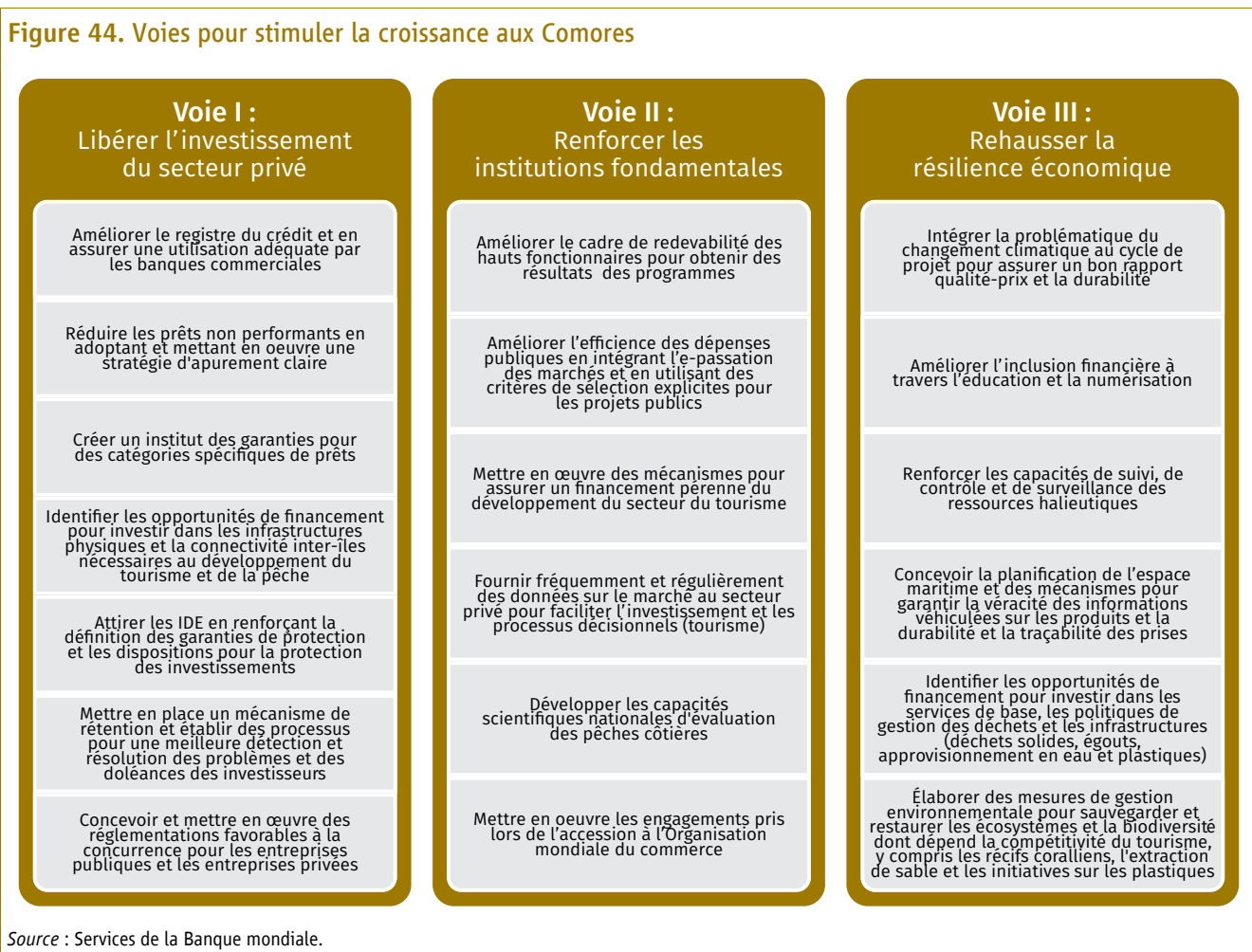
61 Banque mondiale. 2022e. *Comoros Country Environmental Analysis*. Washington, DC : Banque mondiale.



surendettement est élevé.<sup>62</sup> En outre, la stratégie d'accélération de la croissance proposée tient compte des inefficiences passées et actuelles des entreprises publiques, y compris dans les secteurs de la pêche et du tourisme. Compte tenu des risques budgétaires liés à la détérioration des performances financières des entreprises publiques, à l'insuffisance de l'offre et de la qualité des services touristiques ainsi qu'à la fermeture des entreprises publiques dans le secteur de la pêche, le gouvernement doit tirer parti du potentiel du secteur privé dans sa stratégie d'accélération de la croissance.

Pour favoriser le développement du secteur privé, il faudrait également remédier aux externalités négatives potentielles liées à la présence d'entreprises publiques dans les activités commerciales. Il est nécessaire de concevoir un cadre institutionnel adéquat car des analyses récentes montrent que la présence d'entreprises publiques dans un secteur est associée à des taux d'entrée de nouvelles entreprises plus faibles et à une contribution plus faible des jeunes entreprises à la croissance. Cette situation peut s'expliquer par le fait que les entreprises publiques peuvent recevoir un soutien de l'État ou des traitements réglementaires préférentiels qui peuvent être explicites ou implicites. Le traitement préférentiel accordé aux entreprises publiques peut créer des conditions de concurrence inégales ou réduire la concurrence pour les entreprises privées réelles et potentielles. L'application du droit de la concurrence aux entreprises publiques et la résolution des problèmes liés aux abus de position dominante—tels que la limitation de l'accès aux infrastructures clés—pourraient contribuer à créer des conditions de concurrence équitables pour les entités existantes et potentielles du secteur privé.<sup>63</sup>

Figure 44. Voies pour stimuler la croissance aux Comores



Source : Services de la Banque mondiale.

62 FMI et Banque mondiale. 2023. Joint Debt Sustainability Analysis (DSA): Comoros. Washington DC: FMI et Banque mondiale.

63 Les affaires d'abus de position dominante visent souvent à sanctionner les tentatives des opérateurs publics intégrés verticalement de limiter l'entrée sur les segments du marché où la concurrence est possible.

## Bibliographie

- Aizenman, Joshua, et Nancy Marion. 1999. "Volatility and Investment: Interpreting Evidence from Developing Countries." *Economica* 66 (262): 157–1179. [https://econpapers.repec.org/article/blaeconom/v\\_3a66\\_3ay\\_3a1999\\_3ai\\_3a262\\_3ap\\_3a157-1179.htm](https://econpapers.repec.org/article/blaeconom/v_3a66_3ay_3a1999_3ai_3a262_3ap_3a157-1179.htm).
- Akisik, O. 2020. The impact of financial development, IFRS, and rule of law on foreign investments: A cross-country analysis. *International Review of Economics and Finance*, 69, pp. 815-838.
- Banque mondiale. 2016. "Fishing Communities in the Comoros Develop Fishing Management Projects." *World Bank* (blog). 2016. <https://www.worldbank.org/en/news/feature/2016/06/14/fishing-communities-in-the-comoros-develop-fishing-management-projects>.
- Banque mondiale. 2017. *Agriculture Sector Review: The Union of the Comoros: Jumpstarting Agricultural Transformation*. Washington, DC: Banque mondiale.
- Banque mondiale. 2019a. "Comoros - Towards a More United and Prosperous Union of Comoros: Systematic Country Diagnostic." Washington, D.C.: Banque mondiale. <https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/354101559590231457/Comoros-Towards-a-More-United-and-Prosperous-Union-of-Comoros-Systematic-Country-Diagnostic>.
- Banque mondiale. 2019b. "The Union of the Comoros: Jumpstarting Agricultural Transformation." Washington, D.C.: Banque mondiale. <https://openknowledge.worldbank.org/entities/publication/30a7d860-33f4-52f2-be7e-b1d0447a20d7>.
- Banque mondiale. 2020a. "Human Capital Index." Washington, DC: Banque mondiale. <https://data.worldbank.org/indicator/HD.HCI.OVRL>.
- Banque mondiale. 2020b. *The African Continental Free Trade Area*. Washington, DC: Banque mondiale. <https://doi.org/10.1016/978-1-4648-1559-1>.
- Banque mondiale. 2021a. "Climate-Informed Marine Spatial Planning." 2. Knowledge Factsheet Series. Washington, D.C.: Banque mondiale. <https://thedocs.worldbank.org/en/doc/d58e097fa6a589fbca42678ff4e05cd1-0320012021/original/World-Bank-PROBLUE-2021-Climate-Informed-MSP-Factsheet-Nov-4-2021.pdf>.
- Banque mondiale. 2021b. *The Changing Wealth of Nations 2021*. Washington, DC: Banque mondiale. <https://doi.org/10.1596/978-1-4648-1590-4>.
- Banque mondiale. 2022a. "Blue Tourism in Islands and Small Tourism-Dependent Coastal States: Tools and Recovery Strategies." © Washington, DC: Banque mondiale. <https://openknowledge.worldbank.org/entities/publication/6586a26f-6201-5614-8c1e-06ab080a5761>.
- Banque mondiale. 2022b. "Comoros Tourism Firm Survey." Washington DC: Banque mondiale.
- Banque mondiale. 2022c. "Expecting the Unexpected: Tools and Policy Considerations to Support the Recovery and Resilience of the Tourism Sector." © Washington, DC: Banque mondiale. <https://openknowledge.worldbank.org/entities/publication/b24f9729-42fc-5fd4-a6f6-2a950651b190>.
- Banque mondiale. 2022d. "Marine Spatial Planning for a Resilient and Inclusive Blue Economy: Key Considerations to Formulate and Implement Marine Spatial Planning." Text/HTML. Washington, D.C.: Banque mondiale. <https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/099813206062230702/IDU0afe34d600494f04ee009e8c0edf0292c1a96>.
- Banque mondiale. 2022e. "Comoros Country Environmental Analysis." Washington, DC: Banque mondiale.
- Banque mondiale. 2022f. *The Union of Comoros Accession to the World Trade Organization (WTO): Opportunities and Challenges*. Washington, DC: Banque mondiale.
- Banque mondiale. 2022g. *Analyse du Marché du Travail aux Comores, Evolution entre 2004 et 2021*. Washington, DC: Banque mondiale.
- Banque mondiale. 2023. *Revue des dépenses publiques des Comores 2022*. Washington, D.C.: Banque mondiale.

- Barja-Fidalgo, Fernanda, Michele Moutinho-Ribeiro, Maria Angelina Amorim Oliveira, and Branca Heloísa de Oliveira. 2010. "A Systematic Review of Root Canal Filling Materials for Deciduous Teeth: Is There an Alternative for Zinc Oxide-Eugenol?" *International Scholarly Research Notices* 2011 (October): e367318. <https://doi.org/10.5402/2011/367318>.
- Beverelli, Cosimo, Simon Neumueller, et Robert Teh. 2015. "Export Diversification Effects of the WTO Trade Facilitation Agreement." *World Development* 76 (December): 293–310. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2015.07.009>.
- Booking. 2021. "Sustainable Travel Report 2021." 2021. <https://globalnews.booking.com/download/1037578/>.
- Buthe, Tim, et Helen V. Milner. 2014. "Foreign Direct Investment and Institutional Diversity in Trade Agreements: Credibility, Commitment, and Economic Flows in the Developing World, 1971–2007." *World Politics* 66 (January). <https://doi.org/10.2139/ssrn.1796506>.
- Cao, Vinh T. H., et Lisandra Flach. 2015. "The Effect of GATT/WTO on Export and Import Price Volatility." *The World Economy* 38 (12): 2049–79. <https://doi.org/10.1111/twec.12228>.
- Chinnan, Tega. 2019. "The evolution of Tourism in Mauritius (1st part)." *lexpress.mu*. August 7, 2019. <https://lexpress.mu/node/358539>.
- CNUCED. 2001. "Investment Policy Review: Mauritius." No. E.01. II. D.11. New York et Genève: Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED). [https://unctad.org/system/files/official-document/iteipcmisc1\\_en.pdf](https://unctad.org/system/files/official-document/iteipcmisc1_en.pdf).
- CNUCED. 2014. "Review of Maritime Transport." New York et Genève: Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED).
- CNUCED. 2017a. "Fishery Exports and The Economic Development of Least Developed Countries." New York et Genève: Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED). <https://unctad.org/publication/fishery-exports-and-economic-development-ldcs-bangladesh-cambodia-comoros-mozambique>.
- CNUCED. 2017b. "Report on the Implementation of the Investment Policy Review of Mauritius." New York et Genève: Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED).
- Danthu, Pascal, Radios Simanjuntak, Fanjaniaina Fawbush, Jean-Michel Leong Pock Tsy, Gaylor Razafimamonjison, Maoulida Mohamed Abdillahi, Michel Jahiel, et Eric Penot. 2020. "The Clove Tree and Its Products (Clove Bud, Clove Oil, Eugenol): Prosperous Today but What of Tomorrow's Restrictions?" *Fruits*. <https://doi.org/10.17660/th2020/75.5.5>.
- De Groote, Patrick, et Ingrid Molderez. 1995. "A Tourism Development Model Based on Sustainable Tourism the Seychelles: A Unique Archipelago in the Tropics." <https://www.um.edu.mt/library/oar/handle/123456789/41247>.
- FMI et Banque mondiale. 2023. Joint Debt Sustainability Analysis (DSA): Comoros. Washington DC: FMI et Banque mondiale.
- Freed, Sarah, Fanny Vessaz, Fatima Oussen, Victoria Jeffers, Louise Gardner, et Steve Rocliffe. 2018. "Status Report: Marine Ecosystems, Fisheries and Socio-Economic Context of Anjouan, Comoros." Blue Ventures. <https://blueventures.org/wp-content/uploads/2021/03/Comoros-Status-Report-2018.pdf>.
- Freed, Sarah. 2016. "Building a positive future for fishing in the Comoros," *Blue Ventures Blogs*.
- Gardner, Zoë, et Michael McGuffin. 2013. *American Herbal Products Association's Botanical Safety Handbook*. 2nd Edition. Boca Raton, Florida: CRC Press: CRC Press; 2nd edition.
- Gui-Diby, Steve Loris. 2022. "Public Financial Management and Fiscal Performance: Evidence from Panel Data Analyses." *Applied Economics Letters* 29 (19): 1784–90. <https://doi.org/10.1080/13504851.2021.1962506>.
- Gunessee, S., et B. Sooreea-Bhemul. 2019. "Harnessing FDI for Growth in Mauritius." In *Mauritius: A Successful Small Island Developing State*. Routledge.
- Hausmann, Ricardo, Lant Pritchett, et Dani Rodrik. 2005. "Growth Accelerations." *Journal of Economic Growth* 10 (4): 303–29. <https://doi.org/10.1007/s10887-005-4712-0>.
- Ibouroi, Mohamed Thani, Said Ali Oussen, Dhurham, Aurélien Besnard, et Nicolas Lescureux. 2021. "Understanding Drivers of Unsustainable Natural Resource Use in the Comoro Islands." *Tropical Conservation Science* 14 (January): 19400829211032584. <https://doi.org/10.1177/19400829211032585>.

- Initiative pour la transparence des pêches. 2022. "Taking Stock: 2022 Summary Assessment Report." Initiative pour la transparence des pêches.
- Jambeck, Jenna R., Roland Geyer, Chris Wilcox, Theodore R. Siegler, Miriam Perryman, Anthony Andrady, Ramani Narayan, et Kara Lavender Law. 2015. "Plastic Waste Inputs from Land into the Ocean." *Science* 347 (6223): 768–71. <https://doi.org/10.1126/science.1260352>.
- Johnson, Simon, Jonathan Ostry, et Arvind Subramanian. 2007. "The Prospects for Sustained Growth in Africa: Benchmarking the Constraints." IMF Working Paper 2007/052. Fonds Monétaire Internationale. [https://econpapers.repec.org/paper/imfimfwpa/2007\\_2f052.htm](https://econpapers.repec.org/paper/imfimfwpa/2007_2f052.htm).
- Kinda, Tidiane. 2010. "Investment Climate and FDI in Developing Countries: Firm-Level Evidence." *World Development* 38 (4): 498–513. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2009.12.001>.
- Lema, Godwin. 2017. "Drivers of Tourism in Zanzibar." *Journal of the Geographical Association of Tanzania* 37 (1). <https://journals.udsm.ac.tz/index.php/jgat/article/view/688>.
- Malik, Adeel, et Temple Janathan R. W. 2009. "The Geography of Output Volatility." *Journal of Development Economics* 90 (No. 2): 163–78.
- Mansfield, Edward D., et Eric Reinhardt. 2008. "International Institutions and the Volatility of International Trade." *International Organization* 62 (4): 621–52. <https://www.jstor.org/stable/40071892>.
- Markowitz, Kenneth, Michael Moynihan, Mintsai Liu, et Syngcuk Kim. 1992. "Biologic Properties of Eugenol and Zinc Oxide-Eugenol: A Clinically Oriented Review." *Oral Surgery, Oral Medicine, Oral Pathology* 73 (6): 729–37. [https://doi.org/10.1016/0030-4220\(92\)90020-Q](https://doi.org/10.1016/0030-4220(92)90020-Q).
- Matadeen, J., et S. Fauzel. 2019. "Financial Development and Economic Growth in Mauritius." In *Mauritius: A Successful Small Island Developing State*. Routledge.
- MECHR. 2009. "Education & Human Resources Strategy Plan 2008-2020." Mauritius Ministry of Education, Culture and Human Resources.
- Melo, Jaime de, Jean-Marc Sollede, et Zakaria Sorgho. 2020. "Working Paper 342 - Market Integration Across Africa: Progress and Challenges Ahead." Working Paper Series. Banque africaine de développement. <https://econpapers.repec.org/paper/adbadbwwps/2468.htm>.
- Ministère du Tourisme des Seychelles. (n.d.). "A Brief History of Our City." (n.d.). Department Website: [https://tourism.gov.sc/?page\\_id=1265](https://tourism.gov.sc/?page_id=1265).
- Moreno, R. M., B. Seetanah, R. Sannasee, et V. Tandrayen-Ragoobur. 2019. "An Analysis of the Sources of Growth in Mauritius." In *Mauritius: A Successful Small Island Developing State*. Routledge.
- MRAG. 2019. *Final Report -Monitoring of Artisanal Fishing in the Indian Ocean*. Indian Ocean Tuna Commission. MRAG Ltd.
- Myers, N., R. A. Mittermeier, C. G. Mittermeier, G. A. da Fonseca, et J. Kent. 2000. "Biodiversity Hotspots for Conservation Priorities." *Nature* 403 (6772): 853–58. <https://doi.org/10.1038/35002501>.
- Neeliah, Harris et Seetanah, Boopen. 2019. "Analysing the human capital-economic growth nexus." 10.4324/9780429262357-8. In *Mauritius: A Successful Small Island Developing State*. Routledge.
- OCDE. 2015. Small island developing states (SIDS) and the post-2015 development finance agenda. Third International Conference on Financing for Development. 2015. Addis-Abeba : Organisation de coopération économique et Développement (OCDE).
- Office National du Tourisme des Comores. 2020. "Comoros Tourism Statistical Bulletin." Moroni: Office National du Tourisme des Comores.
- Office National du Tourisme des Comores. 2022. "Assise de Tourisme." Moroni: Office National du Tourisme des Comores.
- Pavithra, B. 2014. "Eugenol-A Review." *Journal of Pharmaceutical Sciences and Research* 6: 153–54. <https://citeseerx.ist.psu.edu/document?repid=rep1&type=pdf&doi=95875890af3285b334c4456ed5429113c1625476>.
- Penot, Eric, et Pascal Danthu. 2019. "Entre 'ignorance politique', ingérence et contrôle de l'Etat : quelles politiques publiques pour la filière girofle à Madagascar, aux Comores et à Zanzibar." *Ethique Economique*. <https://agritrop.cirad.fr/594012/>.

- PNUD. 2015. "Financing for Development and Small Island Developing States: A Snapshot and Ways Forward." UNDP & UN-OHRLS Discussion Paper. <https://www.undp.org/publications/financing-development-and-small-island-developing-states-snapshot-and-ways-forward>.
- Raja, Mamilla R Charan, Varsha Srinivasan, Sharmila Selvaraj, et Santanu Kar Mahapatra. 2015. "Versatile and Synergistic Potential of Eugenol: A Review." *Pharmaceutica Analytica Acta* 6:5. <https://doi.org/10.4172/2153-2435.1000367>.
- RCI St Lucia. n.d. "Tourism Levy for Tourism Marketing and Development | Radio Caribbean International." Accessed April 11, 2023. <https://rcistlucia.com/tourism-levy-for-tourism-marketing-and-development/>.
- Regolo, Julie. 2013. "Export Diversification: How Much Does the Choice of the Trading Partner Matter?" *Journal of International Economics* 91 (2): 329–42. <https://doi.org/10.1016/j.jinteco.2013.07.004>.
- Robert. 2007. Foreign direct investment in small island developing states, WIDER Research Paper, No. 2007/28, ISBN 9291909696=978-92-9190-969-8, The United Nations University World Institute for Development Economics Research (UNU-WIDER), Helsinki.
- Seetanah, B. 2013. "Inward FDI in Mauritius and Its Policy Context." Columbia Profiles, Vale Columbia Center on Sustainable International Investment, April.
- Shah, Mumtaz Hussain. 2017. "Inward FDI in East Asian & Pacific Developing Countries Due to WTO Led Liberalisation." SSRN Scholarly Paper. Rochester, NY. <https://papers.ssrn.com/abstract=2995222>.
- Société Financière Internationale. 2019. "Destination Research Hawaii: Highlights and Learnings from 100 Years of Tourism Development." Washington, DC: Société Financière Internationale.
- Tang, Man-Keung, et Shang-Jin Wei. 2009. "The Value of Making Commitments Externally: Evidence from WTO Accessions." *Journal of International Economics* 78 (2): 216–29. [https://econpapers.repec.org/article/eeeinecon/v\\_3a78\\_3ay\\_3a2009\\_3ai\\_3a2\\_3ap\\_3a216-229.htm](https://econpapers.repec.org/article/eeeinecon/v_3a78_3ay_3a2009_3ai_3a2_3ap_3a216-229.htm).
- Travel Agents Selling the Caribbean. 2020. "Wellness Tourism: Balancing Safety Protocols and Guest Expectations Amid the Impact of COVID-19." South Florida Caribbean News. August 27, 2020. <https://sflcn.com/wellness-tourism-balancing-safety-protocols-and-guest-expectations-amid-the-impact-of-covid-19/>.
- UNESCO. 2007. "Mauritius education report." World Data on Education: Sixth edition 2006-07. Genève, Suisse : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.
- UNICEF. 2018. "Fiscal Space for Children: An Analysis of Options in Comoros." New York: Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).
- Winters, L. Alan. 2002. "Trade Liberalisation and Poverty: What Are the Links?" *The World Economy* 25 (9): 1339–67. <https://doi.org/10.1111/1467-9701.00495>.
- WTTC. 2022. "World Travel and Tourism Council Economic Impact Reports." 2022. <https://wttc.org/research/economic-impact>.
- Zeller, Dirk, Gabriel M. S. Vianna, Matthew Ansell, Angie Coulter, Brittany Derrick, Krista Greer, Simon-Luc Noël, Maria L. Deng Palomares, Audrey Zhu, et Daniel Pauly. 2021. "Fishing Effort and Associated Catch per Unit Effort for Small-Scale Fisheries in the Mozambique Channel Region: 1950–2016." *Frontiers in Marine Science* 8. <https://www.frontiersin.org/articles/10.3389/fmars.2021.707999>.



## Annexe

<b>Annexe 1. Options de politique détaillées pour le développement du tourisme</b>				
<i>Objectif</i>	<i>Interventions</i>	<i>Horizon temporel</i>	<i>Coût budgétaire</i>	<i>Complexité</i>
<b>Mesures à court terme pour catalyser la croissance du secteur</b>				
Etablir une proposition de valeur claire et cohérente et un positionnement fondé sur des niches centrées sur l'activité	Etablir une stratégie de tourisme de plongée et de bien-être et revoir les politiques de développement du tourisme (incitations à l'hébergement, aviation, certification, formation) dans la perspective d'éliminer les obstacles et d'encourager le développement de produits et d'installations touristiques de niche.	Court	Faible	Modérée
	Prioriser un positionnement et une image de marque axés sur des segments de niche centrés sur l'activité. Voir la marque Afrique de l'OMT - Un guide pour renforcer la compétitivité du tourisme africain.	Court	Faible	Faible
	Investir dans des campagnes de marketing touristique priorisant le numérique ciblant des niches clés.	Court	Modéré	Faible
	Etablir des circuits multi-pays régionaux comprenant les Comores et proposant Madagascar, Zanzibar, Mayotte et/ou Maurice comme destination complémentaire.	Court	Faible	Modérée
Faciliter la mise en place d'une masse critique d'établissements d'hébergement de qualité	Créer un programme d'attraction des investisseurs dans les styles de vie et des investisseurs de la diaspora, et mener une campagne de relations publiques audacieuse et innovante, en particulier en faveur d'investissements à Mohéli (Miremani) et Ngazidja (régions de Karthala et Chindini).	Court	Faible	Faible
	Mettre en œuvre les réformes du marché foncier à l'investissement privé dans le logement	Court	Faible	Elevée
	Fournir fréquemment et régulièrement des données sur le marché au secteur privé pour faciliter les investissements et les processus décisionnels.	Court	Faible	Faible
	Assurer un meilleur suivi de l'intérêt des investisseurs dans le secteur touristique, de la génération d'investissements, des effets des incitations, des investissements non réalisés.	Court	Faible	Faible
	Produire des lignes directrices sur les commodités d'hébergement et d'installations pour chaque marché de niche prioritaire afin de guider les investisseurs locaux dans la mise en adéquation des produits avec les marchés.	Court	Faible	Faible
	Rédiger et adopter une législation secondaire pour opérationnaliser la loi sur le tourisme de 2022	Court	Faible	Modérée

**Annexe 1. Options de politique détaillées pour le développement du tourisme**

<i>Objectif</i>	<i>Interventions</i>	<i>Horizon temporel</i>	<i>Coût budgétaire</i>	<i>Complexité</i>
Améliorer la connectivité inter-îles	Mener une évaluation du secteur de l'aviation inter-îles afin de cerner les principales défaillances du marché et les contraintes que la concurrence pose pour le développement des services aériens intérieurs.	Court	Faible	Faible
	Favoriser une Association de l'aviation comorienne pour fournir une plateforme de dialogue avec le secteur privé sur l'amélioration de la performance du secteur de l'aviation.	Court	Faible	Modérée
	Financer la modernisation des aéroports, en particulier celui de Mohéli pour permettre les liaisons aériennes internationales.	Moyen	Elevé	Modérée
	Améliorer les infrastructures de sécurité à l'aéroport de Hahaya (Moroni) pour permettre à d'autres compagnies aériennes de desservir les itinéraires.	Moyen	Elevé	Modérée
<b>Mesures à moyen terme pour assurer des impacts économiques, sociaux et environnementaux équitables</b>				
Mettre en œuvre des mécanismes pour garantir un financement cohérent du développement du secteur	Elaborer un projet de législation secondaire détaillant le mécanisme de collecte et la répartition des taxes parafiscales à travers i) des processus numérisés visant à réduire au minimum les coûts de transaction et à améliorer la transparence, et ii) l'affectation de plus de 40 pour cent des recettes au marketing du tourisme et au développement de produits pour l'ensemble de l'Union, ainsi que pour chacune des îles.	Court	Faible	Elevée
	Encourager le secteur privé à créer son propre fonds de promotion du tourisme pour compléter les campagnes publiques.	Court	Aucun	Elevée
	Veiller à ce que 100 pour cent du budget public annuel alloué aux institutions touristiques soit fourni.	Court	Faible	Elevée
	Piloter une Taxe pour le tourisme durable auprès des touristes en visite à Mohéli pour la réinvestir dans des initiatives vertes et inclusives, mettant à profit le statut de réserve de biosphère de l'UNESCO de l'île. Le mécanisme de gouvernance de ce fonds devrait inclure les agences environnementales et les communautés.	Moyen	Positifs	Elevée

<b>Annexe 1. Options de politique détaillées pour le développement du tourisme</b>				
<i>Objectif</i>	<i>Interventions</i>	<i>Horizon temporel</i>	<i>Coût budgétaire</i>	<i>Complexité</i>
<b>Mettre davantage l'accent sur l'inclusion</b>	Créer des programmes pour davantage intégrer les femmes et les jeunes dans la chaîne de valeur du tourisme.	Court	Modéré	Modérée
	Élaborer des lignes directrices de gestion des sites communautaires et un programme de certification et d'audit.	Court	Faible	Faible
	Renforcer les capacités des groupes communautaires à gérer les sites touristiques, notamment en ce qui concerne la littératie financière, la répartition des avantages, l'épargne pour l'entretien et les réparations.	Moyen	Modéré	Modérée
<b>Favoriser la durabilité environnementale</b>	Rendre obligatoires la planification et l'investissement dans les énergies renouvelables, l'eau et les eaux usées pour les propriétés de plus de 35 chambres dans le cadre de leurs Etudes d'impact environnemental.	Court	Aucun	Faible
	Élaborer et mettre en œuvre des plans d'occupation des sols pour Ngazidja et Anjouan en suivant la même démarche que celle pilotée à Mohéli en mai 2022. Ceci devrait faciliter la sélection et la priorisation des zones touristiques et des parcelles à des fins d'investissement et d'occupation.	Moyen	Faible	Modérée
	Fournir des moyens de subsistance alternatifs aux communautés impliquées dans l'extraction de sable en capitalisant des initiatives telles que le programme Sandwatch de l'UNESCO et en impliquant les communautés dans des projets touristiques.	Court	Modéré	Faible
	Appuyer le développement de projets de restauration des récifs coralliens dans le cadre du guichet d'investissement du Fonds mondial pour les récifs coralliens.	Moyen	Modéré	Faible
<b>Mesures à long terme pour appuyer la compétitivité</b>				
<b>Investissements dans des systèmes visant à améliorer les compétences de la main-d'œuvre du tourisme</b>	Offrir des formations ad hoc régulières et des cours de formation continue pour améliorer les compétences de la main-d'œuvre du secteur, du personnel opérationnel à la direction.	Court	Modéré	Faible
	Elaborer et dispenser des formations continues et diplômantes régulières en tourisme, en partenariat avec l'Université des Comores.	Moyen	Modéré	Faible
	Développer un partenariat entre l'Université des Comores et les hôtels phares pour développer des normes de formation et des programmes de stages axés sur l'industrie.	Moyen	Modéré	Faible

**Annexe 1. Options de politique détaillées pour le développement du tourisme**

<i>Objectif</i>	<i>Interventions</i>	<i>Horizon temporel</i>	<i>Coût budgétaire</i>	<i>Complexité</i>
Favoriser la transformation numérique du secteur	Elaborer un projet de législation secondaire promouvant la numérisation des processus d'enregistrement, de classification et de renouvellement des licences des entreprises touristiques. Mettre en œuvre la numérisation en investissant dans une plateforme d'e-gouvernement pour le tourisme basée sur smartphone.	Court	Modéré	Modérée
	En partenariat avec la Chambre de Commerce, former des PME touristiques locales sur la numérisation et le marketing numérique, l'adéquation produit-marché, la gestion des affaires, le service client.	Moyen	Modéré	Faible
	Améliorer la couverture des données Internet et cellulaires, de même que l'accessibilité financière de ces services, étant donné qu'ils sont des conditions préalables à l'amélioration de la littératie numérique et à l'utilisation du numérique dans le tourisme, tant par les entreprises que par les visiteurs.	Long	Elevé	Modérée
Améliorer les infrastructures et les services de base	Améliorer les infrastructures routières en rénovant les principales roades ainsi que l'accès du dernier kilomètre aux sites touristiques.	Long	Elevé	Faible
	Appuyer l'élaboration d'une législation complète et contribuer à la définition du cadre institutionnel pour la gestion des déchets solides.	Moyen	Faible	Elevée
	Effectuer des investissements stratégiques dans les infrastructures de gestion des déchets solides (voir l'Evaluation environnementale du pays de la Banque mondiale).	Moyen	Elevé	Elevée
	Faciliter l'élaboration de schémas directeurs de l'eau au niveau des îles. Ces plans doivent permettre de définir et de prioriser un plan d'investissement progressif pour le développement des ressources en eau et l'approvisionnement en eau potable.	Moyen	Modéré	Modérée



Mémorandum économique de l'Union des **Comores**  
Stimuler la croissance pour de plus grandes opportunités